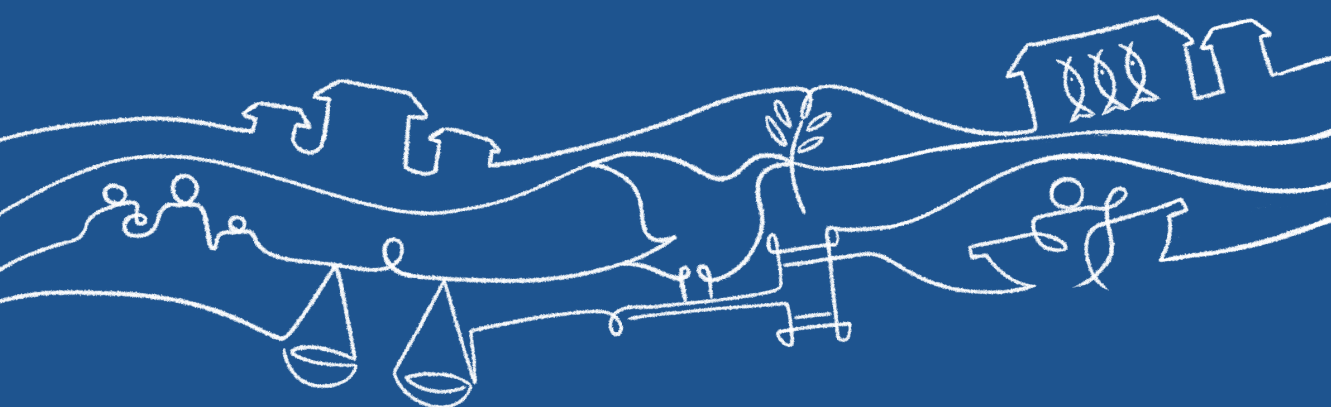




Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Légiférer pour une pêche artisanale durable

Un guide et des conseils pour la mise en œuvre dans les législations nationales de certains aspects des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté

Légiférer pour une pêche artisanale durable

Un guide et des conseils pour la mise en œuvre dans les législations nationales de certains aspects des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté

FAO. 2022. *Légiférer pour une pêche artisanale durable - Un guide et des conseils pour la mise en oeuvre dans les législations nationales de certains aspects des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb0885fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-135820-7

© FAO, 2022



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY NC SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Les illustrations à l'intérieur de cet guide sont l'œuvre de : ©Manuela Marazzi

Table des matières

Remerciements	vii
Abréviations et acronymes	viii
1. Introduction	1
2. Cadre international en matière de pêche artisanale	5
2.1 Instruments internationaux en matière de pêche	5
2.2 Autres instruments internationaux pertinents	8
2.2.1 Instruments internationaux pertinents en matière de droits de l'homme	9
2.2.2 Instruments internationaux pertinents en matière d'environnement	12
2.3 Instruments régionaux pertinents	13
3. Cadre national pour la pêche artisanale	15
3.1 Politiques et priorités	15
3.2 Système juridique et pratique législative	15
3.3 Évaluer le cadre juridique et institutionnel existant	16
4. Approches, structure et principales composantes de la législation relative à la pêche artisanale	21
4.1 Décider d'une approche législative	21
4.1.1 Consolidation de la pêche artisanale dans la législation primaire relative aux pêches	21
4.1.2 Législation distincte pour la pêche artisanale	21
4.2 Participation du public au processus législatif	22
4.3 Structure et contenu de la législation relative à la pêche artisanale	24
5. La pratique législative en matière de pêche artisanale: éléments de la section préliminaire	35
5.1 Objectifs	35
5.2 Principes	36
5.3 Définitions	38
5.3.1 Vers une caractérisation mondiale de la pêche artisanale	38
5.3.2 «Artisan pêcheur» et «travailleur du secteur de la pêche artisanale»	40
5.3.3 «Communauté d'artisans pêcheurs»	40
5.3.4 «Pêcher»	41
5.4 Portée et application	43
6. Les dispositions institutionnelles et administratives	45
6.1 Types de dispositions institutionnelles	46
6.1.1 Systèmes de gouvernement fédéral et provincial	48
6.2 Organes consultatifs	50
6.3 Dispositions institutionnelles coutumières ou autochtones	52

7. Droits fonciers et droits d'accès en matière de pêche artisanale	55
7.1 Importance des droits fonciers et des droits d'accès pour la pêche artisanale	55
7.2 Accès préférentiel pour la pêche artisanale	57
7.3 Droits fonciers et droits d'accès coutumiers dans la législation	61
7.4 Exigences en matière d'octroi de licences et d'enregistrement des droits	63
8. Gestion, conservation et développement de la pêche artisanale	65
8.1 Principes régissant la gestion de la pêche artisanale	65
8.2 Approche écosystémique des pêches	66
8.3 Approches participatives: cogestion	69
8.4 Approche de précaution	73
8.5 Utilisation des meilleures données scientifiques disponibles et des connaissances traditionnelles	75
8.6 Transparence des processus et obligation de rendre des comptes	76
9. Dispositions en matière de développement social	77
9.1 Une approche globale du développement social	77
9.2 Initiatives de développement social	81
9.3 Mesures de protection pour les artisans pêcheurs et les acteurs du secteur de la pêche artisanale	83
10. Suivi, contrôle et surveillance de la pêche artisanale	87
10.1 Introduction	87
10.2 Nomination, fonctions et pouvoirs des agents habilités	87
10.3 Outils de suivi, contrôle et surveillance	88
10.4 Participation de la communauté au suivi, au contrôle et à la surveillance	89
11. Mise en application, accès à la justice, obligation de rendre compte et recours efficace dans la législation relative à la pêche artisanale	91
11.1 La mise en application en tant que composante de la législation relative aux pêches	91
11.1.1 Participation de la communauté à la mise en application de la législation relative à la pêche artisanale	91
11.2 Accès à la justice, obligation de rendre comptes et recours efficace	92
Remarques finales	97
Bibliographie	98
Annexes	101
Annexe A: Liste des législations examinées	101
Annexe B: Une matrice pour caractériser l'échelle des unités de pêche	107

Encadrés

1. L'intégration de la dimension genre	18
2. Évaluation juridique de la législation relative à la pêche en Sierra Leone par rapport aux Directives sur la pêche artisanale et aux VGGT	19
3. Cadre d'évaluation des Directives sur la pêche artisanale - USAID	20
4. Suivi, contrôle et surveillance	30
5. Fidji: Commission des pêches autochtones	41
6. Nouvelle-Zélande: définition de «pêcher»	41
7. Seychelles: définition de «pêcher»	42
8. Barbades: définition de «pêcher»	42
9. Namibie: définition de «pêcher»	42
10. Venezuela: coordination entre les institutions gouvernementales	45
11. Costa Rica: dispositions institutionnelles	47
12. Argentine: dispositions institutionnelles	47
13. Brésil: gestion régionalisée de la pêche	49
14. Malawi: représentation des agences gouvernementales et des parties prenantes du secteur de la pêche	51
15. Samoa: disposition institutionnelle coutumière	53
16. Définir le foncier et les biens communs	56
17. Droits fonciers dans le secteur de la pêche	57
18. Réglementation encadrant le secteur de la pêche artisanale en Afrique du Sud	58
19. Zone côtière d'exclusion du Ghana	59
20. Venezuela: droits d'accès des artisans pêcheurs	60
21. Nouvelle-Zélande: droits coutumiers	62
22. Îles Salomon: droits coutumiers	62
23. Ghana: exigences en matière de licences	64
24. Seychelles: L'AEP dans la législation	67
25. Saint-Kitts-et-Nevis: L'AEP dans la législation	67
26. Mise en œuvre d'une AEP dans la législation	68
27. Îles Salomon: délégation des pouvoirs	70
28. Tonga: cogestion par le biais des Zones de gestion spéciale	72
29. Vanuatu: principe de précaution	74
30. Indonésie: dispositions en matière de développement social	78
31. Timor-Leste: tarifs de compensation	79
32. Papouasie-Nouvelle-Guinée: sécurité en mer	80
33. Ghana: fonds de développement social	81
34. Ghana: développement de la pêche artisanale	82
35. Papouasie-Nouvelle-Guinée: reconnaissance des droits des artisans pêcheurs	84
36. Îles Salomon: reconnaissance des droits des artisans pêcheurs	84
37. Pérou: reconnaissance des droits des artisans pêcheurs	85
38. Malte: disposition relative à l'indemnité	88

39. Canada: Dispositions relatives aux Premières Nations	89
40. Angola: participation de la communauté au SCS	90
41. Samoa: violation des règlements relatifs aux pêches villageoises	92

Tableau

1. Exemples de dispositions en matière d'accès à la justice et d'obligation de rendre compte	94
--	----

Remerciements

Le présent Guide est une adaptation de l'avant-projet préparé par le Service Droit et Développement (LEGN) du Bureau juridique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avec la contribution technique de Pio Manoa, Julia Nakamura et Blaise Kuemlangan du LEGN, et Ana Maria Suarez Dussan de la Direction des politiques, de l'économie et des institutions des pêches (FIAP) du Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO.

Nous remercions les membres du Réseau technique de la FAO sur la pêche artisanale, notamment Nicole Franz, Lena Westlund, Simon Funge-Smith, Joseph Zelasney, Elizabeth Rose Amidjogbe, Buba Bojang, Margret Vidar, l'équipe de la FIAP chargée du foncier, et d'autres représentants du LEGN de la FAO pour leur contribution à ce Guide législatif.

Nous tenons à remercier tout particulièrement les experts externes et les pairs évaluateurs issus de toutes les régions géographiques du monde, à savoir AnaidPanossian, Gille Lhuilier, William Edeson, Jackie Sunde, John Kurien, Adam Soliman, Patrick Mc Conney, Elisa Morgera, Alison Graham, Xiao Recio-Blanco et Joeli Veitayaki.

Abréviations et acronymes

AEP

Approche écosystémique des pêches

CCNUCC

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

CCPR

Code de conduite pour une pêche responsable

CDB

Convention sur la diversité biologique

CEDAW

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

CFRB

Constitution de la République fédérative du Brésil

CFS RAI

Principes du Comité de sécurité alimentaire mondiale pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires

CIDE

Convention internationale des droits de l'enfant

CITES

Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction

CNUDM

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

COFI

Comité des pêches

CPLCC

Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause

Directives sur la pêche artisanale

Directives volontaires visant à assurer la durabilité des pêches artisanales dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté

Directives sur le droit à l'alimentation

Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale

GATT

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

HRBA

Approche fondée sur les droits de l'homme

ICCPR

Pacte international relatif aux droits civils et politiques

ICESCR

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

LAT

Outil d'évaluation juridique

MCS

Suivi, contrôle et surveillance

MTU

Unité mobile d'émission et de réception

NMSA

Administration nationale de la sécurité maritime de Papouasie-Nouvelle-Guinée

ODD

Objectif de développement durable

OIT

Organisation internationale du Travail

OMC

Organisation mondiale du commerce

OMI

Organisation maritime internationale

ONG

Organisation non gouvernementale

ONU

Organisation des Nations Unies

OSC

Organisations de la société civile

SEAFDEC

Southeast Asian Fisheries Development Centre Council

UNDRIP

Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

UNFSA

Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons

USAID

Agence des États-Unis pour le développement international

VGGT

Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale



1. Introduction

Les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (ci-après «[Directives sur la pêche artisanale](#)» ou «Directives») sont le premier instrument international entièrement dédié au secteur de la pêche artisanale. Elles ont été élaborées selon un processus participatif et consultatif à tous les niveaux et ont été finalisées dans le cadre de Consultations techniques de la FAO organisées en mai 2013 et février 2014. Les [Directives sur la pêche artisanale](#) ont été entérinées par la trente et unième session du Comité des pêches de la FAO (COFI) en juin 2014.

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) complètent le Code de conduite pour une pêche responsable (ci-après «le Code» ou «CCPR») et tiennent compte des Directives volontaires pour une Gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (VGGT), des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (ci-après «Directives sur le droit à l'alimentation»), et des Principes du Comité de sécurité alimentaire mondiale pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (CFS RAI).

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) reconnaissent que, compte tenu de la diversité des caractéristiques de la pêche artisanale pratiquée dans le monde, il n'existe aucune définition unique et universelle de la «pêche artisanale» ou de l'«artisan pêcheur». Aux fins du présent Guide législatif, la «pêche artisanale» inclut la pêche de subsistance, la pêche coutumière ou autochtone et la pêche commerciale artisanale, que ce soit dans les eaux continentales ou marines, impliquant toute la gamme d'activités réalisées tout au long de la chaîne d'approvisionnement et de valeur, conformément aux définitions nationales, lorsqu'elles existent, ou selon l'interprétation commune qui prévaut de la signification de «pêche artisanale» dans une communauté ou localité donnée. Par conséquent, les termes «artisan pêcheur» et «travailleur du secteur de la pêche artisanale» désignent toute personne qui se livre ou contribue à la pratique de la pêche artisanale telle que décrite ci-dessus. La question que pose la caractérisation de la pêche artisanale par rapport à sa définition juridique (ou statistique) sera examinée plus en détail au [Chapitre 5](#).

Les activités liées à la pêche artisanale englobent toute la chaîne de valeur (avant, pendant et après la capture). Le rôle important que joue ce type de pêche en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, d'éradication de la pauvreté, de développement équitable, de patrimoine culturel et d'utilisation durable des ressources est largement reconnu. Le secteur de la pêche artisanale s'exerce à la fois dans les eaux marines et continentales, et contribue à plus de la moitié des captures de poissons dans les pays en développement. Entre 90 et 95 pour cent du total des produits de la pêche artisanale sont destinés à la consommation locale. Le secteur emploie, au niveau mondial, plus de 90 pour cent des pêcheurs et autres travailleurs du secteur de la pêche (estimés à 120 millions de personnes en 2012), dont beaucoup sont des travailleurs indépendants et dont environ la moitié sont des femmes. Plus de 90 pour cent des artisans pêcheurs vivent dans les pays en développement (Banque mondiale, 2012). Ceci démontre l'importance mais aussi la vulnérabilité du secteur et la nécessité au niveau mondial de renforcer la législation afin de garantir aux pêcheurs une meilleure protection et une plus grande participation en matière de gestion des ressources et de prise de décisions.

Les lois exercent une fonction importante en matière d'utilisation, de gestion et de développement durables de la pêche en général, et permettent de définir des droits et des devoirs, appropriés, pour la pêche artisanale. Entre autres apports, les textes législatifs offrent le cadre le plus solide possible pour garantir la bonne gouvernance des pêches, facilitent la gestion des ressources et fournissent une base juridique cohérente pour la mise en œuvre et l'application des accords internationaux, régionaux et sous régionaux et des engagements connexes. Le présent Guide est conçu comme un outil permettant aux États de renforcer leur législation afin d'établir les conditions nécessaires au développement de la pêche, de sauvegarder et de défendre les droits et les intérêts de la population (en particulier des pêcheurs et des travailleurs du secteur de la pêche), de tenir dûment compte des préoccupations et des intérêts des groupes marginalisés et de veiller à ce que les aspects sociaux, économiques et environnementaux de la durabilité soient pris en compte.

La législation est essentielle pour assurer une gouvernance responsable des régimes fonciers et une gestion durable des ressources, pour donner des moyens d'action et protéger les segments les plus vulnérables de la société et pour permettre un développement socio-économique équitable et participatif. Le respect du droit (voir le paragraphe 3.1.7) fait partie des principes directeurs des [Directives sur la pêche artisanale](#): «adopter une approche de la pêche artisanale fondée sur les droits, au moyen de lois largement diffusées dans les langues appropriées, s'appliquant à tous, mises en œuvre sur la base de l'égalité, allant de pair avec l'indépendance de la justice, conformes aux obligations existantes découlant de la législation nationale et du droit international, et tenant dûment compte des engagements volontaires découlant des instruments régionaux et internationaux applicables». Le présent Guide vise à renforcer le respect du droit en tant que principe clé des droits de l'homme et à faciliter l'adaptation des cadres juridiques nationaux existants afin de mieux refléter les principes des [Directives sur la pêche artisanale](#). En outre, il présente la manière d'intégrer les Directives dans la législation nationale portant sur la pêche, nouvelle ou existante.

Ce Guide législatif doit être utilisé conjointement avec le document Outil de diagnostic pour une pêche artisanale durable - faire progresser la mise en œuvre dans les cadres politiques et juridiques nationaux des Directives volontaires visant à assurer la durabilité des pêches artisanales dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (ci-après «Outil de diagnostic SSF»), également élaboré par la FAO. L'Outil de diagnostic SSF a été conçu pour faciliter l'identification des cadres politiques et juridiques nationaux pertinents en matière de pêche artisanale et pour permettre une évaluation préliminaire du degré de prise en compte des [Directives sur la pêche artisanale](#) dans les politiques et législations nationales en matière de pêche (voir également le Chapitre 3 ci-dessous).

Ce Guide est destiné aux organes législatifs des États en général, aux différents législateurs nationaux et aux conseillers en matière de réformes juridiques. Il peut également être utile pour les décideurs politiques, les institutions publiques, les autorités judiciaires et les gouvernements locaux qui contribuent à la conception et à la mise en œuvre de la législation sur la pêche, ainsi que pour les partenaires au développement, notamment les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de la société civile (OSC) qui travaillent avec les communautés d'artisans pêcheurs et les communautés au sens plus larges auxquelles ces derniers appartiennent. De même, les organisations d'intérêt public qui s'intéressent au droit, peuvent se servir de ce Guide pour faire progresser la mise en œuvre de la législation relative à la pêche artisanale dans les communautés, ou pour mener des actions de plaidoyer en faveur d'une réforme législative. Les organismes chargés de la réglementation des professions juridiques peuvent également jouer un rôle clé pour l'intégration des [Directives sur la pêche artisanale](#) dans la pratique juridique à travers des actions de sensibilisation, de formation professionnelle continue et de diffusion des meilleures pratiques. Ce Guide peut également présenter un intérêt pour le milieu académique.

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) reposent sur une approche globale de la gouvernance et du développement de la pêche artisanale, ce qui implique de traiter simultanément la gestion des ressources et le développement économique et social, et de leur accorder la même importance (paragraphe 3.1 et 4.1). Par conséquent, le champ d'application des [Directives sur la pêche artisanale](#) s'étend au-delà du secteur de la pêche. Toutefois, le présent Guide législatif est principalement axé sur le [Chapitre 5](#) des Directives («Gouvernance des régimes fonciers dans le secteur de la pêche artisanale et gestion des ressources»). Il illustre dans quelle mesure les recommandations énoncées dans ce chapitre sont actuellement intégrées dans les législations conventionnelles relatives à la pêche de diverses juridictions, et fournit des conseils afin de permettre une meilleure harmonisation des législations nationales avec les [Directives sur la pêche artisanale](#).

Les recommandations des différentes sections des [Directives sur la pêche artisanale](#) s'appuient sur un ensemble de principes directeurs fondés sur l'approche fondée sur les droits de l'homme (HRBA)¹. Le présent Guide propose une approche similaire en intégrant la HRBA, lorsqu'elle est jugée pertinente, dans ses propres éléments directeurs.

La HRBA est généralement admise comme un cadre conceptuel appliqué au processus de développement humain ayant pour base normative les exigences internationales en matière de droits de l'homme, et pour objectif opérationnel la promotion et la protection des droits de l'homme. La pertinence de la HRBA pour la pêche artisanale devrait être comprise non seulement en termes d'accès et de gestion des pêches, mais également à partir d'une perspective plus large englobant des questions vitales pour les acteurs de la pêche artisanale, telles que la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et l'emploi. Une telle approche favorise la participation, l'inclusion et la non-discrimination entre les sexes et les classes économiques, et permet ainsi aux détenteurs de droits de se faire entendre dans les processus décisionnels qui affectent leurs droits et leurs moyens d'existence, tout en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables et marginalisés.

La HRBA encourage une participation non discriminatoire des communautés d'artisans pêcheurs lors de la prise de décisions qui affectent leur vie au travers de processus transparents et responsables. Cette approche vise à renforcer les capacités des pêcheurs et des travailleurs du secteur de la pêche, des communautés de pêcheurs, des organisations de gestion des pêches et des autres détenteurs de droits à revendiquer leurs droits, et requiert des porteurs d'obligations qu'ils remplissent leurs devoirs.

L'application de la HRBA à la gestion, la conservation et le développement de la pêche artisanale doit être comprise comme le processus consistant à accorder ou à sécuriser les droits des artisans pêcheurs, des acteurs et des communautés vivant de la pêche artisanale à une participation active, libre, efficace, utile et en connaissance de cause aux décisions et aux processus affectant leur vie et leur bien-être. Ceci inclut la liberté d'association et de réunion (dans le cas de dispositifs de cogestion) et la liberté d'expression et d'information, et met particulièrement l'accent sur l'attribution de dispositions pour une représentation égale entre hommes et femmes. Cela implique également le processus visant à garantir que les devoirs et responsabilités des artisans pêcheurs, des acteurs du secteur de la pêche artisanale et des communautés vivant de la pêche artisanale sont correctement définis.

Bien que la HRBA ne soit pas, en générale, explicitement invoquée dans les législations types portant sur la pêche ou que le respect de cette approche ne soit pas à l'origine ou n'ait pas inspiré les dispositions législatives existantes, le présent Guide législatif reconnaît son importance particulière

¹ Plus précisément, les paragraphes 1.2, 3.1, 4.1, 5.2, 5.4, 5.12, 6.1, 6.2, 6.7, 6.12, 6.18, 8.2, 10.1 et 10.4.

pour le secteur de la pêche artisanale, et intègre donc la notion de HRBA pour guider l'examen, l'élaboration et l'amélioration des processus et cadres législatifs et de gouvernance, ainsi que leur mise en œuvre.

Dans ce contexte, le Guide législatif est structuré de la manière suivante:

Tout d'abord, il présente les cadres internationaux et nationaux qui régissent la pêche artisanale afin que les [Directives sur la pêche artisanale](#) puissent être placées dans le contexte plus large du cadre de gouvernance mondiale des pêches. Cette présentation inclut un aperçu de la manière dont les [Directives sur la pêche artisanale](#) sont liées à d'autres instruments internationaux et comment ces instruments devraient guider l'interprétation et l'application des [Directives sur la pêche artisanale](#) (comme indiqué au **paragraphe 4.1**). Le Guide fournit également des conseils concernant la manière d'évaluer les cadres juridiques nationaux par rapport aux [Directives sur la pêche artisanale](#)².

Ensuite, au [Chapitre 4](#), le Guide législatif contribue à améliorer la base de connaissances dans ce domaine et, en s'appuyant sur les Chapitres 1 à 3 de ce Guide, il offre aux États des orientations générales pour légiférer en matière de pêche artisanale. Le Chapitre 4 propose également un menu ou «boîte à outils» détaillant la structure et le contenu de la législation sur la pêche artisanale. Cette «boîte à outils» a été conçue pour guider les États qui n'ont pas encore légiféré en matière de pêche artisanale ou ceux qui ont l'intention de réviser leur législation dans ce domaine.

Enfin, se fondant sur le cadre de la législation type en matière de pêche, les Chapitres 5 à 11 complètent et développent certains des aspects clés qu'une législation portant sur la pêche artisanale devrait contenir, tels que: les dispositions institutionnelles et administratives; les régimes fonciers et les droits d'accès en matière de pêche artisanale; la gestion, la conservation et le développement de la pêche artisanale, incluant les principes de prise de décisions; le développement social; les systèmes de suivi, contrôle et surveillance (SCS); et les dispositions concernant la mise en application et les procédures judiciaires. Ces chapitres fournissent également des exemples de la manière dont des États ont légiféré en ces matières.

² Pour plus d'informations sur l'évaluation de la politique nationale et les instruments juridiques nationaux en matière de pêche, voir l'Outil de diagnostic SSF.

2. Cadre international en matière de pêche artisanale

Ce Chapitre présente les principaux instruments mondiaux et régionaux qui composent le cadre international applicable à la pêche artisanale tel que décrit au **paragraphe 4.1** des [Directives sur la pêche artisanale](#), notamment la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982, l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (UNFSA) de 1995³, et les instruments non contraignants relatifs à la pêche tels que le CCPR, les [Directives sur la pêche artisanale](#), les VGGT et les principes CFS RAI. Les [Directives sur la pêche artisanale](#), en tant qu'instrument le plus directement pertinent pour la pêche artisanale, sont examinées ici plus en détail que les autres instruments et constituent la principale référence pour les éléments d'orientation de ce Guide législatif.

Ce Chapitre aborde également les instruments internationaux, juridiquement contraignants ou volontaires, qui sont indirectement pertinents pour la pêche artisanale - notamment les instruments liés aux engagements en matière de travail, de droits de l'homme, de sécurité et d'environnement - tels que les traités relatifs aux droits de l'homme, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP), les traités de l'Organisation internationale du Travail (OIT), les recommandations des FAO/OIT/Organisation maritime internationale (OMI) concernant la sécurité pour les navires de pêche pontés d'une longueur inférieure à 12 mètres et les navires de pêche non pontés, la Convention sur la diversité biologique (CDB) et la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

2.1 Instruments internationaux en matière de pêche

Le régime international de gestion des pêches, qui comprend des instruments internationaux juridiquement contraignants et non contraignants, fournit des orientations générales aux États afin de garantir une utilisation durable des ressources halieutiques, des opérations de pêche responsables et un développement social et économique durable. Il garantit la reconnaissance des droits des artisans pêcheurs, des travailleurs de la pêche et de leurs communautés (en particulier les femmes et les groupes vulnérables et marginalisés) tout en les protégeant et en leur fournissant des outils pour accéder à la justice. Il garantit également la reconnaissance du rôle de tous les acteurs directement impliqués dans le secteur de la pêche artisanale en matière de production et de gestion durable des ressources halieutiques, ainsi que leur autonomisation.

Le **paragraphe 4.1** des [Directives sur la pêche artisanale](#) stipule: «Les présentes Directives doivent être interprétées et appliquées conformément aux droits garantis et obligations contractées en vertu du droit national et international en vigueur et dans le respect qui s'impose des engagements pris volontairement dans le cadre d'instruments régionaux et internationaux». La référence au droit international en matière de pêche est essentiellement une allusion à la Convention des Nations

³ Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs.

Unies sur le droit de la mer (CNUDM), laquelle est largement reconnue comme étant le cadre de gouvernance fondamental pour les diverses formes d'usage des océans, incluant la pêche, et la protection de l'environnement marin. Les [Directives sur la pêche artisanale](#) se réfèrent et se fondent sur la CNUDM.

La CNUDM prévoit, entre autres, des règles pour chaque zone maritime et pour les espaces maritimes situés en dehors de toute juridiction nationale. Les dispositions relatives aux eaux intérieures, aux eaux archipélagiques et aux mers territoriales sont les plus importantes pour la pêche artisanale, car celle-ci est essentiellement pratiquée dans les zones maritimes situées à moins de 12 milles marins des lignes de base⁴. Un exemple important à cet égard est la responsabilité imposée aux États archipels Parties de la CNUDM de reconnaître les droits de pêche traditionnels, lesquels incluent les droits de pêche artisanale, et les activités légitimes des États limitrophes dans certaines zones faisant partie des eaux archipélagiques. Il existe plusieurs mécanismes qu'un État peut utiliser pour une telle reconnaissance. Par exemple, un État peut prévoir une reconnaissance constitutionnelle et la protection de ces droits, ou peut reconnaître ces droits en offrant un droit de traitement préférentiel.

Alors que la CNUDM traite brièvement des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs dans les zones économiques exclusives, la coopération pour la conservation et la gestion de ces stocks est spécifiquement prévue dans l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (UNFSA). Comme la CNUDM, l'UNFSA est cruciale pour garantir la mise en œuvre par les États Parties des mesures de conservation et de gestion favorisant le développement durable des activités de pêche, y compris de la pêche artisanale. Mais à la différence de la CNUDM, l'UNFSA contient des dispositions spécifiques qui font référence à la pêche artisanale. Selon l'Accord, dans le cadre de leur mission de conservation et gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs dans les zones sous juridiction nationale, les États côtiers doivent, entre autres, «... prendre en compte les intérêts des pêcheurs qui se livrent à la pêche artisanale et à la pêche de subsistance». En outre, l'UNFSA établit l'obligation de coopérer à la mise en place de mesures de conservation et de gestion des stocks de poissons dont il est question, imposant aux États la responsabilité de prendre en compte les besoins particuliers des États en développement, notamment «... la nécessité d'éviter de nuire à la pêche de subsistance et aux petites pêches commerciales dans les États en développement, et d'assurer l'accès à ces types de pêche aux femmes, aux petits pêcheurs et aux populations autochtones, en particulier dans les petits États insulaires en développement».

La CNUDM et l'UNFSA sont deux traités qui soutiennent la pêche artisanale. En particulier, les dispositions de l'UNFSA qui traitent expressément de la pêche artisanale attirent l'attention sur la composante sociale de ces activités, et mettent l'accent sur la protection des intérêts et des droits des artisans pêcheurs, y compris les femmes et les peuples autochtones. En tant que tels, ces traités établissent, au niveau mondial, les principales règles juridiquement contraignantes en matière de pêche qui visent à traiter les aspects environnementaux et sociaux liés aux activités de pêche artisanale.

Le Code de conduite pour une pêche responsable (CCPR) et les [Directives sur la pêche artisanale](#) constituent deux instruments internationaux d'application volontaire, d'une importance vitale pour la pêche artisanale, qui, malgré leur statut juridiquement non contraignant, ont un effet concret important sur les États.

Le CCPR revêt une grande importance étant donné que presque tous les États membres de la FAO déclarent avoir des politiques en matière de pêche qui reflètent et appliquent le CCPR et que près des

⁴ Par exemple, la législation de la Guinée-Bissau garantit des droits de pêche exclusifs aux navires de pêche artisanale dans des zones réservées correspondant aux eaux intérieures et à 12 milles marins de la mer territoriale du pays. Voir *Decreto-Lei n.10/2011*, art. 24; *Decreto n.24/2011*, arts. 8 y 13.

deux tiers d'entre eux se conforment pleinement au Code (FAO, 2016). Les dispositions du CCPR qui concernent particulièrement la pêche artisanale portent sur: la reconnaissance de la contribution de ce secteur à l'emploi, aux revenus et à la sécurité alimentaire; la protection des droits des pêcheurs et des travailleurs du secteur de la pêche, y compris leurs droits d'accès préférentiels; la prise en compte des intérêts de ces travailleurs lors de l'adoption de mesures de conservation et de gestion, ainsi qu'au cours de la planification de la gestion côtière; et l'étude et la documentation des savoirs et technologies traditionnels appliqués à la pêche artisanale. L'importance des dispositions de la CCPR pour la pêche artisanale est clairement démontrée par le fait qu'elles sont déjà devenues exécutoires pour les pays qui les ont intégrées dans leur législation nationale.

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) sont l'instrument de référence le plus important pour la pêche artisanale.

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) ont été négociées et adoptées comme un instrument complémentaire au CCPR car il a été considéré que ce dernier ne fournissait pas suffisamment de détails concernant les modalités d'intervention dans le secteur de la pêche artisanale. Près de deux décennies séparent l'adoption du CCPR, en 1995, et celle des [Directives sur la pêche artisanale](#), en 2014. Les Directives sont le fruit d'un long et intensif processus de consultation, basé sur les recommandations des vingt neuvième et trentième sessions du COFI. Elles ont été approuvées lors de la trente et unième session du COFI en juin 2014, et représentent une avancée majeure en faveur d'une pêche artisanale sûre et durable. Les Directives complètent le CCPR de manière approfondie, en proposant des principes et des recommandations pertinents pour les activités de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et de valeur de la pêche artisanale, ainsi qu'en abordant diverses questions liées directement ou indirectement au fonctionnement du secteur.

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) sont conçues pour renforcer et protéger les communautés d'artisans pêcheurs aux niveaux social (par ex. en promouvant la reconnaissance et la protection des droits de l'homme, des droits fonciers et du travail), économique (par ex. en encourageant les mécanismes de garantie de leurs activités aux niveaux des marchés local, national, régional et international) et environnemental (par ex. en soutenant les communautés d'artisans pêcheurs dans la gestion durable et responsable des pêches et en adressant les effets négatifs que ces communautés peuvent subir en raison des risques de catastrophe et du changement climatique).

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) sont d'application volontaire et de portée mondiale, elles s'adressent en particulier aux pays en développement et visent à couvrir toutes les activités liées à la pêche dans les eaux maritimes et continentales. Elles doivent être interprétées et mise en application conformément aux droits et obligations existants en vertu du droit national et international et en tenant dûment compte des engagements volontaires pris dans le cadre des instruments régionaux et internationaux pertinents.

En outre, les [Directives sur la pêche artisanale](#) devraient servir de guide pour les amendements et inspirer pour les dispositions législatives et réglementaires nouvelles ou complémentaires. Elles s'appuient expressément sur un certain nombre d'instruments internationaux pertinents, contraignants ou non, notamment la CNUDM et le CCPR, et reflètent la nécessité de reconnaître, protéger et promouvoir la pêche artisanale tant au niveau national qu'international. Rien dans les [Directives sur la pêche artisanale](#) ne doit être interprété comme une limitation ou un affaiblissement des droits ou obligations auxquels un État peut être soumis en vertu du droit international.

Bien que les [Directives sur la pêche artisanale](#) soient volontaires, les États peuvent les intégrer dans leur cadre juridique national afin de leur conférer un effet juridiquement contraignant. Par exemple, le Gouvernement du Costa Rica a inclus les [Directives sur la pêche artisanale](#) dans son Plan

de développement national en novembre 2014 et, par le biais d'un Décret exécutif adopté en 2015, a intégré les Directives dans le cadre juridique national⁵. Cette avancée a eu pour effet direct de permettre aux institutions gouvernementales d'allouer des ressources économiques pour en assurer la mise en œuvre. En 2018, un projet de loi a été présenté visant à garantir le développement du secteur de la pêche artisanale et à en faire bénéficier les communautés côtières locales, en adaptant les dispositions des Directives aux besoins spécifiques du pays (FAO, 2018a).

En outre, il est important de noter que les intérêts des petits pêcheurs en matière de sécurité en mer ont tendance à être négligés, car les petits navires ne sont généralement pas pris en compte dans les instruments sur la sécurité en mer élaborés par l'Organisation maritime internationale (OMI). Les [Directives sur la pêche artisanale](#) soulignent la nécessité pour les États de développer, d'adopter et de mettre en œuvre des lois et réglementations nationales appropriées qui sont conformes aux directives établies conjointement par la FAO, l'OIT et l'OMI concernant le travail dans le secteur de la pêche et la sécurité en mer dans le secteur de la pêche artisanale⁶, tout en soulignant également la nécessité pour les États de traiter les questions de santé au travail et celles relatives aux conditions de travail inéquitables dans ce secteur, conformément aux conventions de l'OIT pertinentes en la matière. Bien que les conventions et les traités de l'OIT et de l'OMI prévoient des relations de travail formelles qui ne sont pas forcément courantes dans le secteur de la pêche artisanale, ces conventions et traités sont basés sur des principes de droits de l'homme relatifs au travail et à l'emploi - tels que la liberté d'association, l'élimination du travail forcé et du travail des enfants, et la non-discrimination - qui s'appliquent à tous les travailleurs. Alors que la plupart des instruments spécifiques à la pêche s'appliquent à des navires plus grands que ceux couramment utilisés par les artisans pêcheurs, les Recommandations de sécurité OMI/FAO/OIT pour les navires de pêche pontés d'une longueur inférieure à 12 mètres et les navires de pêche non pontés ont été élaborées pour le secteur de la pêche artisanale.

2.2 Autres instruments internationaux pertinents

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) mentionnent expressément certains instruments internationaux non contraignants à prendre en compte pour répondre aux besoins et aux intérêts des communautés d'artisans pêcheurs et du secteur de la pêche dans son ensemble. Pour chaque question sociale, économique et environnementale traitée, un instrument international pertinent est identifié, fournissant ainsi un cadre de référence précieux pour les nombreuses autres obligations que les États doivent respecter en fonction de la question examinée.

Les Directives sur le droit à l'alimentation, les VGGT et les Principes CFS-RAI font partie de ce second groupe d'instruments. Ils se fondent fermement sur une approche basée sur les droits de l'homme, et ont pour objectif principal la réalisation de la sécurité alimentaire, l'éradication de la faim et la réduction de la pauvreté. La création des Directives sur le droit à l'alimentation et des VGGT a eu pour effet initial de renforcer certaines règles applicables au secteur de la pêche artisanale. Les [Directives sur la pêche artisanale](#) ont adopté le même esprit en fournissant des recommandations qui couvrent les besoins et les intérêts du secteur de la pêche artisanale selon une approche plus globale et complète.

⁵ Voir: Costa Rica, *Aplicación oficial de las Directrices voluntarias para lograr la sostenibilidad de la pesca en pequeña escala en el contexto de la seguridad alimentaria y la erradicación de la pobreza*. No. 39195 MAG-MINAE-MTSS, Art. 1 (disponible sur http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=80178&nValor3=101643&strTipM=TC).

⁶ Tels que: le Recueil des règles de sécurité pour les pêcheurs et les navires de pêche de 1968, révisé; les Directives facultatives de 1980 pour la conception, la construction et l'équipement des navires de pêche de petite taille, révisées; et les Recommandations de sécurité de 2010 pour les navires de pêche pontés d'une longueur inférieure à 12 mètres et les navires de pêche non pontés

Par exemple, certaines dispositions des Directives sur le droit à l'alimentation recommandent aux États de promouvoir une pêche inclusive, non discriminatoire et économiquement saine qui permette aux pêcheurs, notamment aux femmes, de tirer un juste revenu de leur travail, de leur capital et de leur gestion, tout en favorisant une gestion durable des ressources halieutiques. Les États sont invités à accroître la productivité et à redynamiser le secteur de la pêche grâce à l'introduction de politiques et de stratégies spécifiques au profit des pêcheurs pratiquant la pêche artisanale et traditionnelle⁷.

Les VGGT sont le premier instrument international portant sur la gouvernance des régimes fonciers, laquelle détermine l'accès des populations aux ressources naturelles leur permettant de subvenir à leurs besoins. Les VGGT définissent des principes et des normes de pratique internationalement acceptés pour une gouvernance responsable des régimes fonciers et fournissent un cadre auquel les États peuvent recourir lorsqu'ils élaborent leurs propres stratégies, politiques, législations, programmes et activités. Les [Directives sur la pêche artisanale](#) (Chapitre 5) prennent en compte les objectifs des VGGT et proposent des dispositions spécifiques relatives à la gouvernance responsable des régimes fonciers.

Les VGGT incluent des dispositions précises concernant l'accès à la justice et le règlement des différends. Les États devraient en tenir compte afin de garantir les droits et les intérêts du secteur de la pêche artisanale et de faire en sorte que les tensions et les conflits potentiels qui en découlent soient résolus de manière juste et équilibrée⁸. Les VGGT encouragent également le renforcement des droits coutumiers, des droits des populations autochtones et des droits des femmes dans le secteur de la pêche, dont les [Directives sur la pêche artisanale](#) traitent tout particulièrement en ce qui concerne le secteur de la pêche artisanale (FAO, 2018b; FAO, 2015b).

En abordant spécifiquement l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, les Principes CFS-RAI appellent au respect des régimes fonciers légitimes applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, et soulignent l'importance de traiter la question des investissements prioritaires en faveur des petits exploitants, réalisés par ces derniers et en collaboration avec eux, et notamment les petits producteurs et transformateurs tels que les artisans pêcheurs⁹.

Les questions relatives au commerce et au travail sont des domaines qui concernent la pêche artisanale. Bien que les [Directives sur la pêche artisanale](#) soulignent l'importance de soutenir le commerce régional des produits de la pêche artisanale et de prendre en compte les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), elles ne fournissent pas de conseils spécifiques sur la façon de relever ce défi. Un aspect particulièrement important de ces disciplines réside dans l'application de distinctions pratiques et acceptables au niveau mondial entre la pêche artisanale et la pêche industrielle pour l'octroi de subventions à la pêche.

2.2.1 Instruments internationaux pertinents en matière de droits de l'homme

Les instruments relatifs aux droits de l'homme cités dans les [Directives sur la pêche artisanale](#) comprennent des traités juridiquement contraignants tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)¹⁰, le Pacte international relatif

⁷ Directives sur le droit à l'alimentation, paragraphes 2.5, 3.7 et 8.13.

⁸ VGGT, paragraphes 4.9 et 21.

⁹ Principes RAI, Principe 5.

¹⁰ Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (New York, 18 décembre 1979, entrée en vigueur le 3 septembre 1981) 1249 UNTS 13.

aux droits économiques, sociaux et culturels (ICESCR)¹¹ et la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE)¹², ainsi que des instruments non contraignants tels que la Déclaration de Beijing¹³, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP)¹⁴ et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques¹⁵. Tous ces instruments qui protègent en particulier les droits de certains groupes vulnérables sont applicables aux artisans pêcheurs et à leurs communautés. Ces instruments sont importants dans la mesure où ils inspirent et servent de base aux principes directeurs des [Directives sur la pêche artisanale](#) tels que la non-discrimination, l'égalité et l'équité entre les sexes, la consultation et la participation, et la transparence.

Il est important de noter que, comme indiqué ci-dessus, bien que les [Directives sur la pêche artisanale](#) soient de nature volontaire, elles s'appuient sur une série d'instruments juridiquement contraignants pertinents qui imposent des obligations aux États qui les ont ratifiés. Bien que ces instruments ne mentionnent pas spécifiquement le secteur de la pêche artisanale, les droits et obligations qui en découlent s'appliquent au contexte de celle-ci. En particulier (comme expliqué ci-dessous), il est important de tenir compte des droits des femmes dans tout projet législatif, ainsi que des droits des peuples autochtones et des minorités ethniques, notamment les droits à la consultation et à la participation, et l'égalité devant la loi.

Égalité entre les sexes

La igualdad de género es un aspecto clave de los derechos humanos y de los valores de las Naciones Unidas. L'égalité entre les sexes est au cœur des droits de l'homme et des valeurs de l'Organisation des Nations Unies (ONU). L'un des objectifs de la Charte fondatrice de l'ONU en 1945 est de «réaliser la coopération internationale [...] en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue et de religion».

En 1979, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Dans ses 30 articles, cette «Charte des droits de la femme» définit explicitement la discrimination à l'égard des femmes et propose un programme pour une action nationale visant à mettre fin à cette discrimination. La Convention cible la culture et les traditions en tant que facteurs influents qui façonnent les rôles des hommes et des femmes et les relations familiales.

La Déclaration et le Programme d'action de Beijing, adoptés en 1995 par la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, fixent les engagements des gouvernements pour renforcer les droits des femmes. En outre, les objectifs de développement durable (ODD) reconnaissent spécifiquement l'égalité et l'autonomisation des femmes. Plus précisément, l'ODD 5 qui est de «parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles».

Malgré la large reconnaissance de l'égalité entre les sexes dans presque tous les traités relatifs aux droits de l'homme, la disparité de genre reste un problème majeur, y compris dans la législation, et concerne aussi bien les économies développées que celles en développement. L'autonomisation des femmes, notamment par le biais de réformes législatives, est essentielle à la réalisation des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes. Cela implique la capacité des femmes à participer aux

¹¹ Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (New York, 16 décembre 1966, entré en vigueur le 3 janvier 1976) 993 UNTS 3.

¹² Convention relative aux droits de l'enfant (New York, 20 novembre 1989) 1577 UNTS 3.

¹³ Adoptée lors de la quatrième conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (15 septembre 1995).

¹⁴ Adoptée par la résolution A/RES/61/295 de l'Assemblée générale des Nations unies (13 septembre 2007).

¹⁵ Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 décembre 1992, par la résolution 47/135.

prises de décisions, à avoir accès et à contrôler les ressources économiques et productives, à avoir accès à un travail décent et à avoir le contrôle de leur propre temps, de leur vie et de leur corps.

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) reconnaissent spécifiquement la contribution des femmes dans le secteur de la pêche artisanale. L'égalité et l'équité entre les sexes est l'un des 13 principes directeurs, énoncé comme suit: «La reconnaissance du rôle primordial des femmes dans la pêche artisanale, l'égalité des droits et des chances doivent être encouragées». Ce principe constitue une avancée significative vers l'autonomisation des femmes. En outre, le [chapitre 8](#) stipule: «Toutes les parties se doivent de reconnaître que la concrétisation de l'égalité hommes-femmes exige les efforts concertés de tous les intéressés et que la prise en compte de ces questions doit être partie intégrante de toutes les stratégies de développement de la pêche artisanale» (**paragraphe 8.1**); «Il faut que les États ...s'attachent à garantir la participation égale des femmes aux processus décisionnels concernant les politiques afférentes à la pêche artisanale» (**paragraphe 8.2**); «Il importe que les États mettent en place des politiques et des législations permettant de parvenir l'égalité hommes-femmes et, s'il y a lieu, adaptent les législations, politiques et mesures qui ne seraient pas compatibles avec l'égalité hommes-femmes, en tenant compte des aspects sociaux, économiques et culturels....Toutes les parties sont appelées à collaborer à la conception de systèmes d'évaluation fonctionnelle permettant d'évaluer les effets des législations, des politiques et des interventions qui visent à améliorer le statut des femmes et à parvenir à l'égalité hommes-femmes» (**paragraphe 8.3**).

Droits des peuples autochtones

La communauté internationale est de plus en plus consciente de la marginalisation socio-économique des groupes autochtones, de leur exclusion systématique des bénéfices de la croissance économique et des effets néfastes que les processus mondiaux engendrent souvent sur leurs cultures, leurs identités et leurs ressources. Parallèlement, l'importance des apports incomparables des peuples autochtones au développement social et économique est de plus en plus reconnue.

Le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPLCC) est un principe protégé par les normes internationales en matière de droits de l'homme en vertu duquel les peuples autochtones disposent de droits collectifs à l'autodétermination sur leurs terres, territoires et autres biens.

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (ICCPR) et le ICESCR protègent le droit des peuples à l'autodétermination. Bien que ces instruments universellement contraignants ne mentionnent pas explicitement le principe du CPLCC, le Comité des droits de l'homme, qui veille au respect du ICCPR, et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, qui veille au respect du ICESCR, ont fréquemment interprété ces pactes comme exigeant le CPLCC en tant qu'expression de l'autodétermination. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, qui veille au respect de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, s'est également prononcé sur les droits des peuples autochtones à la terre et a demandé à plusieurs reprises aux États de reconnaître et de protéger ces droits et d'appliquer le principe du CPLCC.

La UNDRIP reconnaît expressément le principe du CPLCC. Elle exige que «les États se concertent et coopèrent de bonne foi avec les peuples autochtones intéressés - par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives - avant d'adopter et d'appliquer des mesures législatives ou administratives susceptibles de concerner les peuples autochtones afin d'obtenir leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause» (article 19), y compris pour les mesures qui introduisent des activités telles que le tourisme, l'exploitation minière et le développement d'infrastructures. Elle établit également que «les peuples autochtones ont le droit de maintenir et de renforcer leurs institutions politiques, juridiques, économiques, sociales et culturelles distinctes, tout

en conservant le droit, si tel est leur choix, de participer pleinement à la vie politique, économique, sociale et culturelle de l'État» (article 5); de plus, elle renforce les droits des peuples autochtones à participer à la prise de décisions (article 18).

L'un des principes directeurs des [Directives sur la pêche artisanale](#) concerne la consultation et la participation (paragraphe 3.1.6) – «assurer une participation active, libre, efficace, utile, et en connaissance de cause des communautés d'artisans pêcheurs, y compris les peuples autochtones» - et fait expressément référence à la UNDRIP. La consultation et la participation ont une valeur déterminante en termes d'intégration des intérêts et des valeurs ainsi que des savoirs des communautés d'artisans pêcheurs dans les décisions qui affectent leur vie, en ce compris la participation à la gestion des ressources. En ce qui concerne les peuples autochtones, la notion de participation exige le consentement aux actions qui affectent leurs terres, leur territoire et les ressources naturelles. Bien que l'élément de «consentement préalable» ne soit pas suffisamment pris en compte dans le principe de consultation et de participation des [Directives sur la pêche artisanale](#), la mise en œuvre de ce principe selon les dispositions de la UNDRIP renforce néanmoins l'application de ces éléments (FAO, 2017b).

2.2.2 Instruments internationaux pertinents en matière d'environnement

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) font également référence à des traités juridiquement contraignants tels que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)¹⁶, et à des instruments non contraignants tels que «L'avenir que nous voulons» de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable¹⁷. L'ONU a expressément évoqué les besoins du secteur de la pêche artisanale dans l'ODD 14, en particulier l'ODD 14b visant à «garantir aux petits pêcheurs l'accès aux ressources marines et aux marchés»¹⁸. Bien que l'ODD 14 et la cible ODD 14b soient principalement consacrés aux océans, il est important de noter que la pêche artisanale se pratique également dans les eaux continentales et que les principes qui sous-tendent l'ODD 14b doivent être interprétés comme étant également valables pour ce type de pêche.

Les enjeux liés au changement climatique et aux catastrophes résident à la fois au niveau de l'impact qu'ils peuvent avoir sur les communautés d'artisans pêcheurs, en particulier celles qui vivent sur de petites îles, et au niveau de la nécessité de promouvoir des stratégies d'adaptation et d'atténuation visant à renforcer la résilience de ces communautés. Afin de garantir la conformité des activités de pêche artisanale avec les normes internationales de gestion et de protection de l'environnement, il est également crucial de tenir compte de la Convention sur la diversité biologique (CDB)¹⁹, notamment en ce qui concerne les connaissances traditionnelles, et de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) pour mieux préserver les moyens d'existence²⁰. Ces deux traités majeurs ne sont pas expressément mentionnés dans les [Directives sur la pêche artisanale](#), mais certaines de leurs dispositions essentielles y sont prises en compte, notamment en ce qui concerne la nécessité d'une utilisation responsable et durable de la biodiversité aquatique, l'application de l'approche de précaution, la gestion des risques et

¹⁶ Nations Unies. 1992a. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (New York, 9 mai 1992, entrée en vigueur le 21 mars 1994). *Recueil des Traités*, vol. 1771, p. 107.

¹⁷ Nations Unies. 2012. *Résolution de l'Assemblée générale 66/288. L'avenir que nous voulons* (11 septembre 2012).

¹⁸ Nations Unies. 2015. *Résolution de l'Assemblée générale 70/1. Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. (25 septembre 2015)

¹⁹ Convention sur la diversité biologique (Rio de Janeiro, 5 juin 1992, entrée en vigueur le 29 décembre 1993) 1760 UNTS 79.

²⁰ Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Washington, 3 mars 1973, entrée en vigueur le 1er juillet 1975) 993 UNTS 243.

l'approche écosystémique des pêches (AEP)²¹. Le nombre croissant d'espèces aquatiques exploitées commercialement et gérées globalement couvertes par la CITES (figurant dans l'Annexe II de la CITES), dont les espèces de requins et de raies qui sont potentiellement capturées dans le cadre de la pratique de la pêche artisanale, démontre la nécessité de veiller au développement des capacités des communautés d'artisans pêcheurs afin qu'elles ne soient pas affectées de manière disproportionnée par les exigences de la CITES et/ou qu'elles puissent contribuer à leur mise en œuvre.

2.3 Instruments régionaux pertinents

Outre les initiatives prises au niveau mondial, il existe diverses conventions multilatérales contraignantes au niveau régional, couvrant des zones océaniques spécifiques, des zones de pêche continentale ou des espèces marines particulières. Ces cadres réglementaires sont mis en œuvre par les organismes régionaux correspondants chargés de la gestion des pêches²².

Certains organismes régionaux ont déjà mis en place des instruments d'orientation présentant un intérêt particulier pour le secteur de la pêche artisanale. Citons par exemple la Loi modèle du Parlement Latino-américain et Caribéen (Parlatino) relative à la pêche artisanale²³, la Stratégie de Nouméa «Une nouvelle partition pour les pêches côtières» de la Communauté du Pacifique (Communauté du Pacifique, 2015), et les Recommandations du Centre de développement des pêches d'Asie du Sud-Est (*Southeast Asian Fisheries Development Centre Council* - Seafdec) concernant les approches régionales pour garantir la durabilité de la pêche artisanale dans la région du sud-est asiatique (Seafdec, 2017). Bien que ces instruments ne soient pas juridiquement contraignants, ils permettent de fixer des normes internationales et régionales minimales et fournissent des orientations essentielles qui aideront les États à développer, adapter ou améliorer leurs législations et politiques afin de renforcer le secteur de pêche artisanale au niveau national.

En Europe, en Amérique et en Afrique, il existe des systèmes de protection des droits de l'homme établis dans le cadre d'accords intergouvernementaux et dotés d'instruments qui reflètent et adaptent aux spécificités régionales les instruments internationaux en matière des droits de l'homme; ces systèmes disposent également d'organes de contrôle. Les instruments régionaux en matière des droits de l'homme sont les suivants: la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales²⁴; la Convention américaine relative aux droits de l'homme²⁵ qui est contrôlée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme; et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples²⁶, qui est contrôlée par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Les systèmes régionaux se caractérisent par d'autres instruments qui prévoient des catégories particulières de droits et les droits de groupes spécifiques de personnes (et peuvent également établir des organes de contrôle). Les instruments et les mécanismes de contrôle des systèmes régionaux de protection des droits de l'homme s'appliquent et peuvent être utilisés au profit des artisans pêcheurs, des travailleurs du secteur de la pêche et des communautés tout comme ceux du système des droits de l'homme des Nations Unies (FAO, 2017b).

²¹ Pour la mise en œuvre de l'approche écosystémique dans la législation relative à la pêche, voir: Cacaud, P. et Cosentino-Roush, S.(eds). 2016. Guide pratique pour légiférer en vue d'une approche écosystémique des pêches, FAO, Projet EAF-Nansen, rapport n° 27. Rome. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i5966f.pdf>)

²² Par exemple, la Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (Rio de Janeiro, 14 mai 1966, entrée en vigueur le 21 mars 1969).

²³ Parlatino. 2017. *Ley Modelo de Pesca artesanal o en pequeña escala, Ciudad de Panamá* (Loi modèle portant sur la pêche artisanale ou à petite échelle).

²⁴ Adoptée le 4/11/1950 et entrée en vigueur le 3/09/1953, sous le contrôle de la Cour européenne des droits de l'homme.

²⁵ Adoptée le 2/11/1969 et entrée en vigueur le 18/07/1978.

²⁶ Adoptée le 28/06/1981 et entrée en vigueur le 21/10/1986.



3. Cadre national pour la pêche artisanale

Bien que les droits, devoirs et engagements définis par les instruments internationaux et régionaux identifiés dans le Chapitre précédent soient importants durant la phase de préparation de la législation nationale relative à la pêche artisanale, légiférer est la prérogative des États. Chaque État a son histoire, sa géographie, sa politique, ses traditions, sa législation, ses institutions, ses ressources et ses capacités propres, qui auront toutes une influence sur les stratégies adoptées et sur la rédaction de ses lois nationales en termes de forme et de contenu. Si de nouvelles lois doivent être élaborées, celles-ci doivent tenir compte de ces facteurs afin de garantir qu'elles reflètent les intérêts, les priorités, les aspirations et les circonstances nationales, tout en respectant les obligations de l'État en vertu du droit international.

3.1 Politiques et priorités

Les politiques et priorités nationales ont une incidence importante sur le cadre national de gouvernance des pêches en général. Les politiques et priorités sont influencées, entre autres, par les engagements internationaux et régionaux pris par l'État, les intérêts des communautés et des considérations politiques. En cas de lacune ou d'omission au sein de la politique nationale, la formulation d'une nouvelle législation peut être un processus ardu. La tâche de préparation de la législation sera moins onéreuse en présence d'orientations politiques claires et globales, car celles-ci fourniront les bases ou les «instructions de rédaction» de ce qui doit être reflété dans la législation.

3.2 Système juridique et pratique législative

Le type de législation en matière de pêche artisanale qui sera élaboré dans un État donné dépend en premier lieu du système juridique national, c'est-à-dire de la Constitution (pour les pays qui en ont une) et de l'ensemble des instruments juridiques, ainsi que de la manière dont ces lois sont interprétées et appliquées. Il convient donc de vérifier si le pays a une tradition de Droit civil ou de Common Law.

Nonobstant le type de système juridique formel en place, le rôle de la législation dans la société peut varier d'un État à l'autre. Dans certains États, la législation semble généralement efficace et déterminante dans la réglementation des activités. Dans d'autres, la législation peut avoir un impact moindre en termes de détermination des droits et obligations ou de régulation des activités. L'importance accordée à la législation par la société reflète généralement la perception globale des lois et de l'autorité gouvernementale dans l'État, mais peut également être attribuée à d'autres raisons telles que le manque de sensibilisation, une certaine confusion quant à la législation en vigueur, un manque de confiance envers les autorités publiques ou une résistance des parties prenantes face aux lois en vigueur (en raison de leur probable inadéquation). Bien qu'il n'existe pas de solution miracle à ce problème, des processus législatifs inclusifs et participatifs peuvent contribuer à améliorer la sensibilisation et l'acceptation de la législation et à augmenter ses chances d'être mise en œuvre et appliquée.

Dans de nombreux États, le droit écrit existe parallèlement au droit coutumier²⁷, ce dernier étant constitué de règles écrites et non écrites qui ont été élaborées à partir des coutumes et traditions des communautés. Dans certains États, le statut du droit coutumier par rapport au droit écrit national est ambigu tandis que dans d'autres, le droit coutumier est codifié ou autrement reconnu explicitement par la législation nationale. La législation nationale peut accorder une reconnaissance juridique aux pratiques et institutions coutumières, ainsi qu'aux décisions des autorités traditionnelles²⁸. De plus, la législation nationale peut sauvegarder ou protéger les droits des personnes au sein de la communauté et les institutions coutumières. Le statut et la relation du droit coutumier et du droit écrit doivent être vérifiés. En outre, si le droit coutumier (les pratiques ou les institutions) est considéré comme pertinent dans le pays concerné, il devra être pris en considération lors de l'élaboration de la législation régissant la pêche artisanale et le secteur de la pêche en général.

La législation coutumière ou les droits coutumiers sont particulièrement importants dans le contexte de la pêche artisanale et des systèmes fonciers locaux et autochtones. Le degré de reconnaissance juridique des droits basés sur les systèmes coutumiers varie selon la juridiction, cependant les [Directives sur la pêche artisanale](#) (paragraphe 5.4) demandent que «les États ... reconnaissent, respectent et protègent toutes les formes de droits fonciers légitimes, compte tenu, le cas échéant, des droits coutumiers dont jouissent les communautés d'artisans pêcheurs sur les ressources aquatiques et, les terres et zones de pêche artisanale....Il appartient aux États de prendre des mesures appropriées pour identifier, recenser et respecter les détenteurs de droits fonciers légitimes et leurs droits. Les normes et usages locaux, ainsi que l'accès préférentiel, coutumier ou autre, des communautés d'artisans pêcheurs, y compris les peuples autochtones et les minorités ethniques, aux ressources halieutiques et aux terres, doivent être reconnus, respectés et protégés par des moyens conformes au droit international relatif aux droits de l'homme». À ce titre, lors de la mise en œuvre des [Directives sur la pêche artisanale](#) au niveau national, il est nécessaire de s'assurer que le droit national reconnaît, respecte et protège les droits coutumiers légitimes. Par exemple, un État doit prendre en compte les activités de pêche qui transcendent habituellement les frontières géographiques établies - les conditions dans lesquelles ces activités sont entreprises, leur nature, leur étendue et les zones dans lesquelles elles s'appliquent. Les États doivent réglementer ces activités dans le cadre de la coopération internationale, c'est-à-dire par des accords bilatéraux, multilatéraux ou régionaux, des mandats aux organisations ou dispositifs régionaux, etc. Lors de la conception de tels accords, les États doivent tenir compte des principes de la pêche artisanale et les intégrer dans le texte de l'accord, et la législation en matière de pêche artisanale doit refléter les dispositions pertinentes ou s'y référer.

3.3 Évaluer le cadre juridique et institutionnel existant

Avant d'élaborer une nouvelle législation relative à la pêche artisanale, il sera essentiel d'identifier, d'analyser et d'évaluer le cadre institutionnel et juridique existant pour le secteur de la pêche, afin de déterminer comment aligner au mieux les lois nationales sur les [Directives sur la pêche artisanale](#) et garantir la cohérence de l'ensemble du cadre juridique national.

Comparé à la pêche industrielle, le cadre institutionnel et juridique pour le secteur de la pêche artisanale se caractérise par une plus grande diversité et une multitude d'intérêts émanant des communautés et des institutions. La pêche artisanale est évolutive et dynamique par nature, et nécessite des approches interdisciplinaires pour mieux intégrer et comprendre les aspects sociaux,

²⁷ A distinguer du Droit international coutumier.

²⁸ Voir par exemple: Honduras, Decreto No. 106-2015 - *Ley General de Pesca y Acuicultura*, Arts. 19 & 29 (Décret n° 106-2015 - Loi générale sur la pêche et l'aquaculture. Art. 19 et 29 portant sur la reconnaissance des systèmes coutumiers traditionnels) (consultable sur: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/hon170043.pdf>).

économiques, culturels et politiques dans lesquels elle opère (FAO, 2005). Compte tenu de ces complexités, il est particulièrement important de faire preuve de prudence, notamment lorsque les droits et les intérêts des artisans pêcheurs et des travailleurs du secteur de la pêche risquent d'être affectés.

Une évaluation du cadre institutionnel et juridique, tenant dûment compte des dispositions des [Directives sur la pêche artisanale](#), permet de déterminer l'éventail des réformes qui seront nécessaires, et devrait préciser les limites dans lesquelles toute nouvelle législation devra être appliquée²⁹.

L'évaluation du cadre existant devrait débiter par la Constitution si elle existe, car elle constitue la loi suprême du pays et définit la manière dont les fonctions et responsabilités législatives, exécutives et judiciaires sont exercées dans l'État; en outre, elle devrait garantir tous les droits de l'homme, incluant les droits civils et politiques. La Constitution peut donner des pouvoirs spécifiques aux autorités nationales (ou fédérales, dans un système fédéral), aux gouvernements des états ou des provinces, et aux autorités locales ou municipales. Une bonne compréhension des compétences de ces autorités pourrait permettre, par exemple, d'établir ou d'améliorer les interactions entre les institutions gouvernementales et les communautés d'artisans pêcheurs, contribuant ainsi à l'élaboration de règles, de politiques et de gouvernance plus adaptées au contexte de la pêche artisanale.

Lors de l'examen de la Constitution, il est important de tenir compte de l'étendue de la protection accordée à certains groupes tels que les peuples autochtones et autres groupes minoritaires ainsi que, si possible, les critères juridiques qui doivent être satisfaits. Par exemple, au Canada, un «droit de pêche» constitutionnel a été reconnu à certains groupes des peuples indigènes, tandis que d'autres groupes jouissent de droits d'accès préférentiels mais ne bénéficient pas de droits protégés par la Constitution³⁰.

La dimension Genre doit également être prise en compte lors de tout examen de la législation existante. Une évaluation de l'existence et de l'adéquation des dispositions qui prennent en compte des considérations spécifiques liées au sexe, telles que l'égalité entre les sexes, l'équité et l'impartialité vis-à-vis des femmes et des hommes en termes de droits, d'avantages, d'obligations et d'opportunités, devrait être effectuée. De même, il convient d'évaluer l'existence de dispositions et de mécanismes permettant la participation active des femmes et leur consultation, ainsi que le degré de protection et d'autonomisation des femmes dans la législation actuelle. S'il existe des dispositions constitutionnelles ou des lois discriminatoires, celles-ci doivent être revues afin d'éliminer les inégalités entre les sexes. L'intégration de la dimension Genre (**encadré 1**) en tant que processus d'évaluation continue de la législation, des politiques et des programmes nationaux concernant la vie des artisans pêcheurs et de leurs communautés, doit être prévue et mise en œuvre (FAO, 2017c).

²⁹ Comme indiqué dans l'introduction, ce Guide législatif se concentre principalement sur le chapitre 5 des Directives sur la pêche artisanale, illustre la manière dont les recommandations qui y figurent sont actuellement couvertes par les législations conventionnelles relatives à la pêche de diverses juridictions, et fournit des conseils pour que les textes législatifs soient alignés au mieux sur les Directives sur la pêche artisanale.

³⁰ Un certain nombre de termes locaux, nationaux et régionaux sont utilisés pour décrire les peuples indigènes au Canada, notamment les Premières Nations, les Autochtones et les Amérindiens.

Encadré 1. L'intégration de la problématique genre

L'intégration de la dimension genre est la démarche qui consiste à évaluer et prendre en compte les répercussions, sur les femmes comme sur les hommes, de toute action envisagée (législation, politique, programme), dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Il s'agit d'une stratégie visant à incorporer les préoccupations et les expériences des femmes aussi bien que celles des hommes, dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines (politique, économique et social), de manière à ce que les femmes et les hommes bénéficient des mêmes avantages et que l'inégalité ne puisse persister. Le but ultime est de parvenir à l'équité et à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Source: FAO. 2018. *Pour l'équité hommes-femmes dans la gouvernance et le développement de la pêche artisanale*. Rome (disponible sur <http://www.fao.org/3/i7419fr/I7419FR.pdf>).

Après avoir examiné la Constitution et le contexte international et régional, une évaluation de la législation nationale existante doit être effectuée car cette dernière peut avoir une incidence sur la conception de toute nouvelle loi relative à la pêche. Cette évaluation permettra aux États d'identifier les forces, les faiblesses, les lacunes et les défis des cadres juridiques existants.

Comme indiqué dans l'introduction, la FAO a développé un Outil de diagnostic SSF, qui permet d'identifier les cadres politiques et juridiques nationaux pertinents pour la pêche artisanale et fournit des orientations pour mener une évaluation préliminaire du degré d'intégration des [Directives sur la pêche artisanale](#) dans les instruments politiques et juridiques d'un pays en matière de pêche. L'outil facilite l'examen du statut de la politique et de la législation d'un pays par rapport à ces éléments et contribuera donc à fournir une base de référence essentielle pour la mise en œuvre des recommandations fournies dans le présent Guide législatif.

L'Outil de diagnostic SSF contient trois annexes conçues pour un usage pratique. La première est un tableau type permettant d'identifier le statut d'un pays en termes d'adhésion aux instruments juridiques internationaux pertinents en matière de SSF, cités dans les [Directives sur la pêche artisanale](#). La deuxième est un tableau type permettant d'évaluer la cohérence et les références croisées de la politique nationale en matière de pêche avec d'autres questions³¹ ou d'autres exigences nationales relatives à la pêche artisanale et mentionnées dans les [Directives sur la pêche artisanale](#). La troisième annexe est une liste de contrôle permettant d'évaluer la mise en œuvre des [Directives sur la pêche artisanale](#) dans une sélection d'instruments politiques et juridiques nationaux en matière de pêche.

La FAO a élaboré d'autres guides, rapports et outils qui, bien qu'ils ne soient pas spécifiquement liés aux [Directives SSF](#), constituent des documents qui pourraient être utiles lors de l'évaluation des cadres juridiques nationaux existants. Il s'agit plus particulièrement de l'Outil d'évaluation juridique (LAT) pour un régime foncier équitable entre les sexes, qui analyse les cadres juridiques nationaux à travers 30 indicateurs juridiques dans le but de formuler aux États des recommandations rapides,

³¹ À savoir: les droits de l'homme, les peuples indigènes, le développement économique, l'énergie, l'éducation, la santé, le développement rural, la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire et la nutrition, le travail et l'emploi, le commerce, la gestion des risques de catastrophes (DRM), l'adaptation au changement climatique (CCA) et l'équité et l'égalité entre les sexes.

ciblés et efficaces³² ; «La gouvernance responsable des régimes fonciers et le droit. Guide technique à l'usage des juristes et autres fournisseurs de services juridiques» (FAO, 2016) qui examine la question des évaluations juridiques dans le cadre de la procédure législative, et fournit des orientations concernant le recours à la loi afin de promouvoir la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts; et le document «*Analytical assessment report on the implementation of the voluntary guidelines on responsible governance of tenure and on sustainable small-scale fisheries and aquaculture legislation in Sierra Leone*» (Rapport d'évaluation analytique sur l'application des directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers et la législation relative à la durabilité de la pêche artisanale et de l'aquaculture en Sierra Leone) (FAO, 2015c), présenté dans l'encadré 2.

Encadré 2. Évaluation juridique de la législation relative à la pêche en Sierra Leone par rapport aux Directives sur la pêche artisanale et aux VGGT

En 2014 et 2015, la FAO et le Gouvernement de la Sierra Leone ont entrepris une évaluation exhaustive des cadres juridiques et politiques relatifs aux régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts par rapport aux Directives VGGT et Directives sur la pêche artisanale. Pour la pêche et l'aquaculture, un consultant juridique national a examiné les instruments juridiques et politiques ainsi que les projets de lois disponibles pour vérifier leur cohérence en fonction de 50 indicateurs préparés sur la base des Directives sur la pêche artisanale et VGGT, en collaboration avec le ministère de la pêche et diverses parties prenantes, y compris des représentants des artisans pêcheurs. Le rapport qui en a résulté a été discuté lors d'une réunion publique et finalisé en collaboration avec le gouvernement. Ce rapport incluait des recommandations visant à renforcer les dispositions relatives à la pêche artisanale dans le projet de loi nationale sur la pêche.

Source: FAO. 2015. *Implementation of the Voluntary Guidelines on Responsible Governance of Tenure and on Sustainable Small-Scale Fisheries in the Fisheries and Aquaculture Legislation in Sierra Leone: An analytical assessment report*. Rome (disponible uniquement en anglais sur: <http://www.fao.org/3/i5194e/i5194E.pdf>).

En outre, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) est en train d'élaborer un cadre d'évaluation axé sur les [Directives sur la pêche artisanale](#). Ce dispositif d'évaluation s'appuie sur les travaux déjà réalisés par l'USAID (voir encadré 3) et est destiné à devenir un outil permettant aux États de procéder à des évaluations des politiques et législations par rapport aux [Directives sur la pêche artisanale](#).

³² Pour plus d'informations sur le LAT, voir <http://www.fao.org/gender-landrights-database/legislation-assessment-tool/fr/>.

Encadré 3. Cadre d'évaluation des Directives sur la pêche artisanale - USAID

L'USAID a développé un outil d'évaluation des Directives sur la pêche artisanale, le «Cadre d'évaluation de la SSF» (*SSF assessment framework* -voir <https://www.land-links.org/tool-resource/taking-stock-of-the-voluntary-guidelines-on-securing-sustainable-small-scale-fisheries-development-and-testing-of-a-country-level-assessment-tool>) afin de faciliter les évaluations participatives au niveau national concernant les progrès réalisés dans la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale, y compris de la législation.

Dans ce cadre d'évaluation de la SSF, les 90 recommandations des Directives ont été revues et restructurées sous forme de «déclarations de bonnes pratiques» orientées vers l'action et pouvant être utilisées pour l'évaluation. Son objectif est de faire prendre conscience aux gouvernements des points forts et des lacunes des cadres juridiques et politiques nationaux et locaux qui favorisent une pêche artisanale durable, et donc de fournir des informations utiles pour la rédaction de textes législatifs ou la réalisation de réformes législatives, ainsi que pour la programmation et la conception de projets.

Le processus d'évaluation combine des analyses sur documents, des consultations d'experts et des ateliers, et vise à «a) sensibiliser les partenaires au développement aux Directives sur la pêche artisanale; b) permettre une évaluation de l'état de la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale au niveau national; et c) identifier les lacunes et les opportunités d'investissement pour les programmes de développement et les partenaires travaillant dans divers secteurs».

Le cadre d'évaluation de la SSF a été testé dans deux pays: l'Indonésie et les Philippines.

Source: Courtney, C.A., Pomeroy, R. & Brooks, S.H. 2019. Taking stock of the status of implementation of the Voluntary Guidelines for Securing Sustainable Small-Scale Fisheries: a country-level assessment framework. *Marine Policy*, 100(February): 361-370 (disponible en anglais uniquement sur <https://reader.elsevier.com/reader/sd/pii/S0308597X18302240?token=4B534E9B2FD681FB8C3183B1D70517125B2FCEBEAF0A6C8BFCE05B1C1E8E40EEC2AD567C644446D5DDFE70A-3B397A6D5>).

En outre, l'*Environmental Law Institute* (Institut du droit de l'environnement), centre de recherche indépendant qui se consacre au renforcement de l'état de droit en matière d'environnement et à la gestion durable des ressources naturelles, élabore actuellement des guides juridiques spécifiques et des documents de rédaction qui aideront les législateurs à adapter certaines dispositions des [Directives sur la pêche artisanale](#) à leur cadre juridique national.

4. Approches, structure et principales composantes de la législation relative à la pêche artisanale

4.1 Décider d'une approche législative

Une question importante qui doit être abordée est de savoir si la nouvelle législation relative à la pêche artisanale doit: i) faire partie d'une loi consolidée portant sur la pêche, ce qui implique l'inclusion de dispositions relatives à la pêche artisanale dans la législation globale régissant la pêche; ii) constituer un élément distinct de la législation par la promulgation d'une loi spécifique sur la pêche artisanale; ou iii) faire l'objet de la promulgation de règlements concernant la pêche artisanale qui s'inscrivent dans le cadre de la législation déjà existante. Il est à noter que quelle que soit l'option utilisée, il faut veiller à la cohérence entre la nouvelle législation relative à la pêche artisanale et la législation globale régissant la pêche.

La définition d'une stratégie ou d'une approche législative concernant la pêche artisanale constitue la première étape. Cela peut inclure des amendements à d'autres lois sectorielles (par exemple en matière de sécurité sociale, de travail, d'environnement) afin que les intérêts et les besoins du secteur de la pêche artisanale soient pris en compte et que les normes internationales en matière de droits de l'homme soient respectées. Le cadre juridique international détaillé dans le Chapitre 2 du présent Guide législatif donne un aperçu des instruments volontaires et contraignants qui doivent être pris en compte dans le processus législatif.

4.1.1 Consolidation de la pêche artisanale dans la législation primaire relative aux pêches

Une des stratégies consiste à développer et à promulguer une législation primaire globale en matière de pêche avec une composante substantielle consacrée à la pêche artisanale. C'est ce qu'on appelle l'approche de consolidation. Un avantage important de cette approche est que la législation primaire contiendra les dispositions fondamentales applicables à tous les secteurs et activités de la pêche. Des dispositions spécifiques pour la pêche artisanale devraient garantir une protection adéquate du secteur et devraient être en adéquation avec l'ensemble des questions soulignées dans les [Directives sur la pêche artisanale](#). Il sera plus facile de consulter un seul texte de loi primaire que de comparer plusieurs législations primaires ou différents textes de loi concernant différents secteurs et activités de la pêche lorsqu'ils existent. L'approche de consolidation permet de développer des dispositions spécifiques relatives à la pêche artisanale dans les textes de législation secondaire. Un possible inconvénient de cette approche est le risque de donner trop d'importance à des secteurs spécifiques, tels que la pêche industrielle commerciale, plutôt qu'à la pêche artisanale.

4.1.2 Législation distincte pour la pêche artisanale

L'État peut également promulguer une législation spécifique et distincte pour la pêche artisanale. Cette législation, qui sera spécialement conçue pour le secteur de la pêche artisanale, permettra

donc d'élaborer des principes spécifiques de prise de décisions pour le secteur et de sauvegarder les droits et intérêts particuliers des parties prenantes.

Lors de la préparation d'une nouvelle législation, les gouvernements doivent tenir compte des liens entre cette nouvelle législation ou les modifications apportées à une législation existante et les autres lois nationales pertinentes ainsi que les obligations internationales de l'État. Nonobstant les efforts et la rigueur déployés, il peut y avoir des chevauchements importants entre des dispositions de la législation générale relative aux pêches et celles d'autres législations. Par exemple, il est possible que les mêmes personnes chargées du suivi, contrôle et surveillance (SCS) et de l'application de la loi dans le cadre de la législation générale sur les pêches assurent les mêmes fonctions dans la législation relative à la pêche artisanale.

Pour pallier à cette situation particulière, la législation primaire générale sur les pêches peut prévoir les dispositions fondamentales applicables à tous les secteurs de la pêche, y compris, mais sans s'y limiter, aux dispositifs institutionnels, aux systèmes de SCS et aux mesures d'application. La législation distincte relative à la pêche artisanale pourrait alors traiter des principes spécifiques concernant les processus décisionnels et des dispositions de gestion du secteur.

Il est important de noter que lors de la préparation d'une législation distincte relative à la pêche artisanale, il est absolument nécessaire de faire appel à un rédacteur expérimenté et familiarisé avec les questions de pêche. En outre, le projet doit être rédigé dans un langage clair et accessible, compréhensible par toutes les parties prenantes. En effet, si la législation est rédigée de manière trop technique ou juridique, les parties prenantes ne seront pas en mesure de la commenter ou de la mettre en œuvre de manière appropriée.

L'examen de la législation de nombreuses juridictions entrepris lors de la préparation de ce Guide législatif a révélé que l'approche de consolidation est la plus courante, bien qu'il faille noter que ces dernières années, de nombreux gouvernements ont promulgué une législation primaire distincte pour le secteur de la pêche artisanale.

4.2 Participation du public au processus législatif

Il est important de promouvoir la participation du public lors du processus législatif concernant la pêche artisanale.

La participation est l'une des principales composantes de l'approche HRBA, au même titre que, entre autres, les principes d'obligation de rendre des comptes, de non-discrimination, de transparence, de dignité humaine, d'autonomisation et de respect du droit (PANTHER). La HRBA aborde les questions critiques de gouvernance à travers l'inclusion et la participation (y compris la liberté d'expression) des communautés d'artisans pêcheurs lors des prises de décisions qui affectent leurs droits et leurs moyens d'existence. Le principe de consultation et de participation utiles et efficaces exige que les communautés d'artisans pêcheurs soient impliquées dès le début du processus législatif; que leur système de représentation respecte les principes de base de l'égalité en termes de genre et d'autres facteurs sociaux; que les communautés ou leurs représentants soient dotés de capacités de négociation ou soient soutenus dans ce domaine; et que leurs opinions soient dûment prises en considération et/ou prises en compte (FAO, 2017b).

Le fait de garantir la participation du public au processus législatif permettra d'atteindre les objectifs de la HRBA en corrigeant les asymétries de pouvoir à travers des mesures d'inclusion et de non-discrimination qui favorisent l'autonomie des titulaires de droits et renforcent les capacités des détenteurs d'obligations.

Le principe de la participation du public est basé sur la conviction que les personnes susceptibles d'être affectées par une décision ont le droit d'être impliquées dans le processus décisionnel. À cet égard, il est essentiel que les législateurs et/ou l'organisme chef de file (par ex. le Ministère des pêches), en tant que responsables, veillent à ce que les différentes parties prenantes, notamment les artisans pêcheurs, les OSC et les organisations représentant les artisans pêcheurs (titulaires de droits), soient consultées tout au long du processus législatif. Les déséquilibres de rapports de pouvoir basés sur le sexe, le niveau de revenu, les origines et les intérêts socio-économiques devront être pris en compte afin de garantir une participation équitable. Cette participation permettra d'accroître la qualité et la légitimité de la nouvelle législation, générant un sentiment d'appropriation et favorisant l'acceptation de celle-ci par toutes les parties prenantes, ce qui conduira à une meilleure mise en œuvre de la loi grâce à une réelle sensibilisation et acceptation.

Le processus de consultation avec les parties prenantes nationales et les différents groupes de citoyens doit avoir lieu dès le début du processus législatif et se poursuivre jusqu'à ce que la législation soit promulguée par le parlement. Les consultations précoces permettent de recueillir des données sur les types de réformes nécessaires ainsi que des contributions proactives qui contribueront à renforcer la législation qui en résulte.

Il est important que les personnes qui mènent les consultations incluent certains éléments clés afin de garantir une participation efficace, utile et égale des hommes et des femmes dans le contexte des communautés d'artisans pêcheurs. Par exemple, les consultations doivent se dérouler dans la langue locale et le calendrier doit tenir compte des jours de marché, des week-ends et des jours où les femmes ont du temps libre en dehors de leurs obligations quotidiennes, compte tenu du contexte spécifique. Les consultations devraient se tenir dans des lieux accessibles aux communautés, ou au sein des communautés elles-mêmes; le processus de consultation devrait être divulgué à travers divers médias tels que les journaux locaux, la radio, l'Internet, la télévision et des brochures; enfin, les consultations devraient être organisées par des entités ayant la confiance des communautés. En fonction de chaque contexte, des initiatives ciblées doivent également être mises en place pour assurer la participation des femmes et des groupes minoritaires. Des activités doivent être menées pour développer les capacités locales de sorte que les citoyens soient en mesure de comprendre la législation proposée - par exemple les implications potentiellement positives et négatives de chaque section ou article - et de formuler des commentaires pertinents. Dans le cas où seuls les leaders locaux et régionaux des différents groupes de parties prenantes sont inclus, des mécanismes devraient être mis en place pour faire en sorte que ces représentants incarnent les intérêts de leur groupe de parties prenantes, que les intérêts des femmes soient dûment représentés (par le biais des associations de femmes) et que ces leaders soient tenus de rendre des comptes à leurs concitoyens.

Une fois les consultations effectuées, un rapport doit être fourni aux législateurs et mis à la disposition du public. Ce rapport doit rendre compte des résultats de la consultation et de la manière dont ils ont influencé le projet de loi.

4.3 Structure et contenu de la législation relative à la pêche artisanale

La structure présentée ci-dessous décrit et résume les différentes parties qui composent un cadre juridique relatif à la pêche artisanale.

Partie I: Préliminaire

En général, cette partie contient les éléments suivants:

- (i) titre abrégé (à savoir le titre communément utilisé pour désigner la législation);
- (ii) objectifs;
- (iii) interprétation et définitions;
- (iv) champ d'application.

Cette partie définit les objectifs généraux de la législation, lesquels devraient prendre en considération les objectifs et les principes directeurs des [Directives sur la pêche artisanale](#) et les adapter en conséquence. En outre, ils devraient également refléter les objectifs des droits de l'homme tels que la réalisation du droit à une alimentation adéquate et à un niveau de vie suffisant pour les pêcheurs et les acteurs de la pêche; des conditions de travail décentes; des droits fonciers protégés; la protection des droits des peuples autochtones; des droits liés à la participation et à la non-discrimination; le droit à un recours efficace et à des procédures judiciaires équitables; ainsi qu'une disponibilité accrue d'aliments nutritifs sur les marchés, tout en préservant les ressources naturelles pour les générations futures. De plus amples détails sont fournis au [chapitre 5.1](#).

La partie I devrait également comporter une disposition détaillée définissant les termes utilisés dans la législation; c'est la clé d'une mise en œuvre réussie. Il faudrait également inclure une définition de la «pêche artisanale/à petite échelle» et, le cas échéant, des termes «navire de pêche artisanale», «artisan pêcheur» et «travailleur de la pêche artisanale». Le Chapitre 5.3 illustre l'importance à accorder à la définition de la pêche artisanale dans la législation nationale et introduit une matrice pour aider les États à évaluer l'échelle de leurs pêches.

Cette partie devrait contenir des dispositions indiquant la portée juridictionnelle ou l'étendue du champ d'application de la législation. Ces dispositions doivent préciser les zones géographiques de mise en application de la législation, qui peuvent inclure toutes les zones aquatiques pertinentes, y compris les eaux continentales où se pratique la pêche intérieure, ainsi que les objets ou les personnes tels que les navires battant pavillon étranger ou les personnes pratiquant la pêche et d'autres activités connexes qui seront couvertes par la législation. En fonction des obligations conventionnelles et des autres engagements d'un État, la législation peut explicitement autoriser ou interdire l'application de mesures de conservation et de gestion par les organisations régionales de gestion des pêches dans ses eaux continentales, ses eaux archipélagiques (dans le cas d'un État archipel) et sa mer territoriale.

Enfin, il est important que la législation ait une application extraterritoriale. La raison principale réside dans le fait que la législation doit avoir la portée nécessaire pour pouvoir être appliquée à toute circonstance, infraction ou violation qui se produit dans des zones ne relevant pas de la juridiction de l'État qui adopte la législation. Par exemple, lorsqu'une personne a enfreint la législation relative à la pêche artisanale en pêchant sans licence, une telle disposition autorisera le droit de poursuite au-delà de la juridiction de l'État dans lequel l'infraction a été commise. Les obligations extraterritoriales devraient s'étendre aux sociétés ou entités nationales ayant des activités à l'étranger. Un État donné doit s'assurer que sa législation s'applique à l'ensemble de la chaîne de valeur des entreprises, qu'elles se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur de son territoire.

Partie II: Dispositions institutionnelles et administratives

Cette partie définit les dispositions institutionnelles et administratives applicables à la pêche artisanale. Nous présentons ici un cadre général; le [Chapitre 6](#) contient une explication plus détaillée de leurs exigences et présente des exemples pratiques de législation.

Les dispositions institutionnelles et administratives doivent se référer à une autorité statutaire qui administrera ou sera responsable de la pêche artisanale (un ministère ou un département selon le cadre institutionnel du pays). Ces entités devraient également être responsables du processus de consultation et de participation des communautés, organisations, coopératives et toute autre entité reconnue représentant les artisans pêcheurs et le secteur de la pêche artisanale, par exemple par le biais d'organes consultatifs (comme détaillé ci-dessous et au [chapitre 6.2](#)).

La partie II devrait également établir clairement les fonctions et responsabilités respectives de l'autorité nationale vis-à-vis des gouvernements des États (dans le cas d'un système fédéral), des gouvernements provinciaux et des autorités municipales, ainsi que des mécanismes de gouvernance coutumiers ou traditionnels (lorsqu'ils existent). Ceci sera expliqué plus en détail (et illustré par des exemples) au [chapitre 6.1.1](#).

Pour les pays qui instituent une autorité statutaire chargée de la réglementation de la pêche artisanale, la partie II de la législation devrait définir de manière explicite ses fonctions, ses pouvoirs et ses responsabilités spécifiques, à savoir: la justification de sa création et son caractère juridique; la délimitation de ses fonctions et de ses rôles, y compris ceux de son dirigeant; la composition et les fonctions du conseil d'administration ou du conseil chargé de sa surveillance, de son administration, de sa protection et des questions financières.

Lorsqu'un ministère est identifié comme responsable des pêches artisanales (ou de certains aspects relatifs aux pêches artisanales), l'objectif de celui-ci ainsi que les responsabilités du ministre et des hauts fonctionnaires doivent être précisés. Généralement, en présence d'un ministère, les éléments suivants seront prévus: les pouvoirs et responsabilités du ministère, les responsabilités du ministre, les responsabilités des hauts fonctionnaires tels que le chef des pêches ou le directeur des pêches, et les principes régissant la prise de décisions en accord avec les [Directives sur la pêche artisanale](#).

En outre, dans les deux cas de figure, impliquant une autorité statutaire ou un ministère responsable du secteur de la pêche artisanale, la législation primaire doit également prévoir la mise en place ainsi que l'objectif et la composition d'organes et de comités consultatifs (tels qu'un comité interministériel), représentant des secteurs interdisciplinaires afin de prendre en compte les aspects sociaux, économiques et environnementaux de la pêche artisanale. Ces organes et comités sont conçus pour fournir des conseils et des recommandations politiques à l'autorité statutaire ou au ministère. Les détails de la composition et des fonctions de ces organes consultatifs sont donnés au [Chapitre 6.2](#).

Partie III: Gestion, conservation et développement de la pêche artisanale

Cette partie énonce les objectifs et principes sur lesquels reposent toutes les décisions en matière de gestion, de conservation et de développement en relation avec la pêche artisanale, comme indiqué dans le CCPR, les [Directives sur la pêche artisanale](#) et les autres instruments internationaux pertinents. En substance, les deux principaux objectifs de gestion de la pêche artisanale sont les suivants:

- (i) la durabilité (sociale, économique et environnementale) à long terme, et
- (ii) la conduite responsable des opérations.

Afin de parvenir à une gestion durable des ressources, les États sont encouragés à promouvoir des systèmes de gestion qui soient participatifs. Plus spécifiquement, les [Directives sur la pêche artisanale](#) (paragraphe 5.15) recommandent «... que les États associent les communautés d'artisans pêcheurs – en veillant tout particulièrement à la participation équitable des femmes et des groupes vulnérables ou marginalisés – à la conception, la planification et, le cas échéant, à la mise en œuvre de mesures de gestion, y compris les aires protégées, ayant une incidence sur l'éventail de leurs moyens d'existence. Les systèmes de gestion participative, comme la cogestion, doivent être encouragés dans le cadre de la législation nationale.»

Les procédures d'élaboration des mesures et des plans de gestion et de conservation doivent être mises en place à travers un processus transparent, inclusif et accessible permettant des résultats équitables et constructifs pour les communautés d'artisans pêcheurs. La législation relative à la pêche artisanale devrait définir les procédures d'élaboration et de finalisation des plans, incluant les consultations avec toutes les parties prenantes à tous les niveaux, comme le précisent les [Directives sur la pêche artisanale](#). Dans certaines juridictions, les zones aquatiques à l'usage exclusif (ou préférentiel) des artisans pêcheurs sont clairement identifiées (de plus amples informations sur les droits d'accès préférentiels sont données au [Chapitre 7.2](#)). Les droits et responsabilités des artisans pêcheurs et des travailleurs de la pêche doivent également être délimités. Les plans de gestion des pêches artisanales doivent prendre en compte les facteurs biologiques, sociaux, économiques et environnementaux. Ces plans peuvent se concentrer sur des pêches et des produits spécifiques ou avoir une portée plus large. La législation relative à la pêche artisanale devrait définir les procédures concernant l'élaboration et la finalisation des plans, en incluant des consultations avec toutes les parties prenantes concernées à tous les niveaux.

Des dispositions encourageant le développement du secteur de la pêche artisanale ainsi que le développement social et économique des pêcheurs et des travailleurs de la pêche devraient être incluses dans la législation relative à la pêche et dans la législation connexe (de plus amples informations sur le développement social des pêcheurs et des travailleurs de la pêche sont proposées au [Chapitre 9](#)). Celles-ci seront influencées par les intérêts et priorités politiques du pays. Ainsi, par exemple, des subventions peuvent être octroyées aux artisans pêcheurs remplissant les conditions requises pour l'achat de petits bateaux de coopératives de pêche peuvent être mises en place.

Les éléments constitutifs de la gestion et du développement du secteur de la pêche artisanale devraient inclure les aspects suivants:

- (i) les objectifs et l'administration de la conservation, de la gestion et du développement des pêcheries artisanales;
- (ii) la désignation des pêches artisanales d'importance nationale;
- (iii) les plans de gestion et de développement du secteur de la pêche artisanale;
- (iv) les interdictions ou restrictions relatives à certains équipements et méthodes de pêche ainsi qu'à l'utilisation d'explosifs, de produits chimiques, de poisons ou d'autres substances toxiques;
- (v) les zones, saisons et espèces soumises à des restrictions ou à des interdictions de pêche;
- (vi) les infractions ou violations qui y sont liées et les sanctions correspondantes.

Pour toute prise de décision nécessaire à l'opérationnalisation de ces éléments, il est important que la législation prévoit des procédures administratives correspondantes afin de garantir la participation de toutes les parties prenantes de manière transparente et efficace. Cela pourrait prendre la forme de dispositions exigeant la mise en place d'auditions publiques, ou l'organisation de réunions itinérantes avec les communautés locales, ou encore la création de comités de cogestion (ou similaires) au niveau local ou au niveau de la zone de pêche, lesquels incluent les pêcheurs et d'autres personnes concernées par la gestion des ressources, comme les femmes exerçant une activité dans le secteur des opérations de post-capture. (De plus amples informations concernant des initiatives de cogestion figurent au [chapitre 8.3](#)).

Partie IV: Exigences relatives à l'exercice de la pêche artisanale et aux activités connexes

Cette partie présente les exigences fondamentales requises pour l'exercice de la pêche artisanale et des activités connexes. Elle doit être conforme aux recommandations contenues dans le CCPR et les [Directives sur la pêche artisanale](#), entre autres instruments.

Les éléments constitutifs spécifiques de la partie IV devraient inclure les aspects suivants:

- (i) les exigences pour entreprendre des opérations de pêche artisanale;
- (ii) les exigences relatives à l'exercice d'activités connexes;
- (iii) les activités pouvant être exemptées de ces exigences;
- (iv) les exigences relatives à l'enregistrement des artisans pêcheurs;
- (v) les exigences relatives au marquage et à l'identification des navires et des engins de pêche;
- (vi) l'enregistrement des personnes exerçant des activités connexes³³;
- (vii) la conformité avec les autres législations écrites; et
- (viii) les infractions ou violations pertinentes et sanctions correspondantes..

L'État a la prérogative de fixer les exigences à imposer à chaque catégorie de pêche (artisanale ou industrielle) ainsi que les activités connexes à mener. En effet, certains États exemptent les pêcheurs de subsistance et les pêcheurs autochtones de certaines obligations. Par conséquent, selon les cas, l'État peut exiger l'enregistrement de certains ou de tous les petits navires de pêche, ainsi que leur marquage et leur identification, et/ou l'enregistrement des artisans pêcheurs - qu'ils pratiquent la pêche de subsistance, artisanale, coutumière ou indigène, ou commerciale. Il peut également prévoir une disposition exigeant l'enregistrement de toutes les personnes exerçant des activités connexes, y compris les personnes se livrant à des activités de transformation et de commerce des produits de la pêche artisanale. Il est à noter que l'enregistrement n'est qu'une des nombreuses méthodes de réglementation dont disposent les États. Quelle que soit la juridiction, la méthode de réglementation dépendra du contexte local. Il incombe aux États de choisir la méthode appropriée qui correspond le mieux à leurs besoins et qui permet une gestion efficace de la pêche artisanale.

Partie V: Dispositions sur les droits fonciers et les droits d'accès

Cette partie contient des dispositions visant à garantir et à sécuriser les droits fonciers sur les ressources halieutiques, incluant les droits sur les zones terrestres adjacentes, qu'elles soient côtières, riveraines ou lacustres, ainsi que celles adjacentes aux biens communs. Elle devrait prévoir l'octroi d'un accès préférentiel pour la pêche artisanale à des zones spécifiques, et restreindre ou interdire aux grands navires commerciaux de pêcher dans ces zones (de plus amples détails sont fournis au [Chapitre 7](#)). Cette partie devrait également prévoir la reconnaissance formelle des droits fonciers et d'accès coutumiers au sein de la législation (comme détaillé au [Chapitre 7.3](#)).

En outre, la partie V devrait décrire les modalités d'octroi de licences pour l'exercice de la pêche artisanale et des activités connexes telles que la transformation et le commerce. En tenant compte du contexte national, l'exercice de la pêche artisanale se rapportera aux activités de pêche qui sont considérées comme des «opérations de pêche à petite échelle», incluant, mais sans s'y limiter, la pêche de subsistance, la pêche artisanale, la pêche coutumière ou indigène, et la pêche commerciale

³³ Le terme «activité connexe» peut désigner toute activité entreprise en rapport avec la pêche artisanale qui aide, facilite ou renforce l'activité de la pêche artisanale. Elle peut inclure la transformation, le transport (y compris la distribution) et la commercialisation du poisson, ou toute autre activité qu'un État considère comme une activité connexe.

à petite échelle. Les procédures de présentation des demandes, ainsi que les critères d'approbation, doivent être définis en tenant dûment compte des processus non discriminatoires, substantiels, participatifs, consultatifs, à plusieurs niveaux et axés sur les objectifs, comme le préconisent les [Directives sur la pêche artisanale](#)³⁴. Les conditions (générales ou spécifiques) applicables à chaque catégorie de pêche artisanale devraient également être précisées. En outre, la cession d'une licence ou d'un droit doit être examinée avec soin, et des règles claires doivent être établies (de plus amples détails et des exemples législatifs sont fournis au [Chapitre 7.4](#)).

Des licences diverses devront être prévues pour les navires de pêche pratiquant la pêche artisanale et pour les personnes pratiquant la pêche sans bateau. L'institution ou l'agence responsable de l'octroi des licences devrait vérifier le respect de certaines exigences spécifiques, telles que les obligations de marquage et d'identification des navires, et la présence à bord de l'équipement de sécurité nécessaire. Il serait nécessaire de procéder à un enregistrement continu ou de créer un registre national de tous les navires pratiquant la pêche artisanale titulaires d'une licence, pouvant également indiquer les niveaux de conformité et les renouvellements périodiques des licences en fonction des résultats obtenus dans le respect des conditions d'octroi de celles-ci.

L'octroi de licences pour les activités connexes à la pêche artisanale (c'est-à-dire toute activité de soutien à celle-ci) doit également être prévu, y compris, mais sans s'y limiter, l'obligation fondamentale de remplir et de soumettre régulièrement des journaux de bord et de respecter les exigences en matière de documentation des captures. Parmi les activités connexes, on peut citer le débarquement, le transbordement, la transformation et le commerce. Bien que celles-ci ne fassent, peut être actuellement pas, l'objet d'une réglementation adéquate, il faudrait veiller à ce que les activités prédominantes soient réglementées et qu'un enregistrement continu ou un registre national des personnes exerçant des activités liées à la pêche artisanale soit tenu. En outre, il peut être requis une licence pour la transformation et le commerce de produits commercialement lucratifs tels que la vessie natatoire, le bec-de-mer et l'ormeau. De telles licences devraient être distinctes des prescriptions exigées pour l'exportation de ces produits.

Normalement, les dispositions prévues dans cette partie devraient inclure:

- (i) les conditions à remplir pour l'obtention d'une licence de pêche artisanale dans des zones déterminées;
- (ii) les exigences relatives à l'octroi de licences pour les navires de pêche et les engins utilisés pour pratiquer la pêche artisanale;
- (iii) les exigences relatives à l'octroi de licences pour les activités liées à la pêche artisanale;
- (iv) les termes et conditions de chaque licence;
- (v) les procédures de demande de licence;
- (vi) les critères et les procédures d'octroi, de refus ou de renouvellement d'une licence;
- (vii) les procédures et les critères de suspension ou d'annulation d'une licence;
- (viii) les recours;
- (ix) l'enregistrement ou l'immatriculation des navires de pêche autorisés à pratiquer la pêche artisanale;
- (x) l'enregistrement ou l'immatriculation des personnes autorisées à exercer des activités liées à la pêche artisanale; et,
- (xi) les infractions ou violations pertinentes et les sanctions correspondantes.

³⁴ Voir les Directives sur la pêche artisanale, paragraphe 2.4.

Partie VI: Commerce du poisson et des produits de la pêche

Le commerce du poisson et des produits halieutiques devra être couvert par la législation relative à la pêche artisanale (ainsi que par la législation portant sur le secteur de la pêche en général). Il faut veiller à ce que les mesures ou programmes tiennent compte des règles et de la jurisprudence de l'OMC afin d'éviter de contrevenir au droit commercial international, sauf dans les cas autorisés par l'article XX de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

La **partie VI** contient les dispositions relatives à la transformation du poisson et des produits halieutiques provenant de la pêche artisanale, ainsi qu'au commerce national, régional et international de ceux-ci. Ces dispositions veillent à ce que tous les artisans pêcheurs, y compris les femmes participant au sous-secteur après capture, tirent des bénéfices justes et équitables de leurs activités. Dans le souci de garantir une activité appropriée et efficace des artisans pêcheurs sur les marchés intérieurs et d'exportation, la législation devrait prévoir l'autonomisation des pêcheurs en veillant, par exemple, à ce qu'ils soient officiellement reconnus et spécialement protégés par les réglementations commerciales en vigueur. Dans la mesure du possible, en fonction des priorités du pays, des dispositions relatives à l'allocation de fonds visant à promouvoir l'accès des artisans pêcheurs aux marchés devraient être envisagées (voir le Chapitre 9.2 sur les initiatives de développement social).

Pour des raisons de santé et de sécurité sanitaire, tous les poissons et produits de la pêche commercialisés devront être conformes à la législation relative à la salubrité et à la sécurité sanitaire des aliments. Les normes et règles établies par la législation devront tenir compte du Codex Alimentarius et prévoir:

- (i) les bonnes pratiques de manipulation, de conservation, de transformation et d'emballage des produits de la pêche;
- (ii) une meilleure utilisation des poissons sans valeur, des captures accessoires et des rejets; et,
- (iii) le développement de sous-produits.

Par ailleurs, la sécurité sanitaire des produits de la pêche devrait être favorisée au travers d'un renforcement des services et systèmes d'inspection et de contrôle de la qualité, en plus des efforts de sensibilisation concernant l'importance de la sécurité sanitaire des aliments et les éventuels avantages commerciaux que présentent des produits de haute qualité. La législation relative à la pêche artisanale devra imposer le respect des prescriptions et normes en matière de salubrité et sécurité sanitaire des aliments, ainsi que d'autres réglementations pertinentes. En outre, une autorité compétente devrait être mise en place pour assurer un encadrement et superviser le respect de la législation.

Cette partie devrait également inclure la reconnaissance des droits des artisans pêcheurs (y compris les femmes) exerçant toute activité du sous-secteur après capture à un accès approprié aux marchés régionaux et internationaux, à des avantages équitables découlant des réglementations commerciales en vigueur et à la protection nécessaire. En outre, les points suivants devraient être couverts:

- (i) l'établissement (ou la reconnaissance d'une autorité déjà existante) d'une autorité compétente en charge du commerce du poisson et des produits halieutiques provenant de la pêche artisanale;
- (ii) les fonctions et responsabilités de l'autorité compétente;
- (iii) la nomination et les mandats des vérificateurs/inspecteurs de la qualité du poisson;
- (iv) les exigences requises pour l'importation et l'exportation de poissons et de produits halieutiques provenant de la pêche artisanale;

- (v) les critères d'éligibilité pour la certification à des fins d'exportation;
- (vi) l'octroi de licences et l'enregistrement des installations pour les opérations de post-capture;
- (vii) l'interdiction d'étiqueter les poissons et les produits halieutiques capturés dans le cadre d'activités de pêche artisanale pratiquées dans un pays donné comme étant un produit provenant d'un autre pays;
- (viii) l'interdiction de la fraude au poisson, comprenant, sans s'y limiter, l'exigence d'un étiquetage correct du poisson et des produits halieutiques qui sont commercialisés au niveau national, importés ou exportés; et,
- (ix) les infractions ou violations en la matière et les sanctions correspondantes.

Partie VII: Suivi, contrôle et surveillance

L'objectif d'un système de suivi, contrôle et surveillance (SCS) est de garantir que la législation et les politiques en matière de pêche en général, ainsi que les dispositions de conservation et de gestion pour des pêches spécifiques, sont pleinement et efficacement mises en œuvre. Les États doivent veiller à ce que tout système de SCS soit adapté à la pêche artisanale, mais aussi à ce que les artisans pêcheurs participent à ces arrangements en tant que co-gestionnaires. (De plus amples détails concernant l'importance et les éléments d'une mise en œuvre réussie d'un système de SCS, ainsi que des exemples de législation, sont fournis au [Chapitre 9](#)).

Les éléments du SCS ont été définis tel que présenté dans l'**encadré 4**.

Encadré 4. Suivi, contrôle et surveillance

- **Suivi:** comprend la collecte, le relevé et l'analyse des informations sur les activités de pêche, y compris, mais sans s'y limiter, les captures, la composition des espèces, l'effort de pêche, les rejets et la zone d'opération. Ces informations représentent les données primaires que les responsables des pêches exploitent pour prendre des décisions en matière de gestion. Si ces informations ne sont pas disponibles, sont inexactes ou incomplètes, les décideurs seront confrontés à des difficultés lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures de gestion.
- **Contrôle:** implique la spécification des termes et conditions dans lesquels les ressources halieutiques peuvent être capturées. Ces spécifications se trouvent normalement inscrites dans la législation nationale relative à la pêche et dans d'autres dispositions qui peuvent être convenues au niveau national, sous-régional ou régional. La législation fournit la base à partir de laquelle les accords de gestion des pêches, par le biais du système SCS, sont mis en œuvre. Pour une efficacité maximale, la législation doit être flexible (pour s'adapter à des circonstances diverses et changeantes) et facilement applicable.
- **Surveillance:** comprend le contrôle et la supervision des activités de pêche afin de veiller au respect de la législation et les dispositions nationale, les conditions d'accès et les mesures de gestion. Cette activité est cruciale pour garantir la prévention des risques de surexploitation des ressources, la réduction du braconnage et la mise en place de mesures de gestion.

La législation relative à la pêche artisanale devrait contenir des dispositions efficaces en matière de SCS et établir les institutions et les mécanismes nécessaires à sa mise en œuvre. Les procédures de nomination et les pouvoirs des agents ayant des responsabilités en matière de SCS en vertu de la législation devraient être clairs et transparents, et permettre la participation adéquate des artisans pêcheurs à chaque composante du SCS. La nomination, les fonctions et les pouvoirs des agents autorisés sont expliqués plus en détail dans le [Chapitre 10.2](#).

En outre, la législation devrait fournir la base juridique concernant les pouvoirs et la protection des agents chargés du SCS; la mise en place et les fonctions des programmes des observateurs et des programmes de suivi des captures dans les ports ou sur les sites de débarquement; l'utilisation de dispositifs de surveillance électronique; et la déclaration des captures.

Pour appliquer les dispositions de la partie VII, la législation peut inclure les éléments suivants:

- (i) la participation obligatoire des représentants du secteur de la pêche artisanale, y compris les femmes, à la conception des cadres de SCS;
- (ii) la participation des organismes et entités reconnus du secteur de la pêche artisanale à la mise en œuvre du système de SCS;
- (iii) la nomination des agents de SCS autorisés;
- (iv) les devoirs dus aux agents de SCS autorisés;
- (v) les pouvoirs des agents de SCS autorisés;
- (vi) la nomination et les fonctions des observateurs ainsi que des contrôleurs et échantillonneurs des ports ou des sites de débarquement;
- (vii) la nomination et les responsabilités des vérificateurs externes chargés du contrôle de la qualité du poisson;
- (viii) la nomination et les responsabilités des gardes-pêche pour la pêche artisanale;
- (ix) la mise en place et les fonctions des dispositifs et systèmes de surveillance électronique et autres outils de SCS;
- (x) infraction pour obstruction ou interférence envers les agents de SCS autorisés;
- (xi) la protection contre toute poursuite en responsabilité des agents de SCS autorisés agissant de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions; et,
- (xii) les infractions ou violations pertinentes et les sanctions et mécanismes de recours correspondants.

Partie VIII: Juridiction et procédure

Le contenu de cette partie est spécifique à chaque pays et dépend de la *lexfori*³⁵. Néanmoins, dans les zones de grande proximité géographique entre États riverains ou États côtiers voisins, comme celles des mers fermées ou semi-fermées ou le long d'un cours d'eau international, les États devraient envisager de réglementer les potentielles activités de pêche artisanale transfrontalières dans le cadre de la législation relative à la pêche artisanale. Cette considération peut être pertinente lorsque les activités de pêche artisanale ont lieu au-delà de la juridiction nationale (y compris les frontières maritimes) dans l'exercice des droits de pêche traditionnels. Elle peut prévenir ou résoudre les problèmes liés à l'immobilisation des navires de pêche et des équipages (dans certains cas) ainsi que les problèmes de certification des captures (sur l'origine du poisson capturé dans une juridiction et débarqué dans une autre).

³⁵ Expression d'origine latine, elle signifie la loi de la juridiction dans laquelle une action en justice est intentée.

Si la législation sur la pêche artisanale a une portée extraterritoriale, il faut préciser que la compétence d'un tribunal s'étend aux activités menées par ses ressortissants en dehors de sa juridiction nationale. La juridiction devrait s'étendre à toutes les activités entrant dans le champ d'application de la législation. Les procédures et responsabilités normalisées, y compris la responsabilité indirecte (le cas échéant) des propriétaires de navires pour les actes ou omissions du capitaine ou de l'employé d'un navire, devraient être énoncées dans cette partie.

En règle générale, la partie VIII peut comprendre les éléments suivants:

- (i) la juridiction, y compris l'identification du tribunal de première instance et d'appel;
- (ii) la procédure;
- (iii) les responsabilités, les amendes, les pénalités, etc;
- (iv) la saisie et les critères de remise des biens saisis; et
- (v) la confiscation des biens.

Partie IX: Procédures administratives

Les régimes de sanctions administratives ne sont pas un concept nouveau, surtout dans les pays qui suivent une tradition de droit civil. Ils ont été appliqués dans de nombreuses juridictions pour assurer le respect des lois relatives à l'aviation civile, aux douanes, à l'immigration, au commerce et aux infractions au code de la route. La résolution des infractions par un processus administratif, entre autres, permet d'éviter l'accumulation des affaires devant le système judiciaire et pourrait être particulièrement utile pour les affaires de pêche artisanale qui impliquent généralement des violations mineures³⁶. Les sanctions administratives qui peuvent être appliquées varient, et peuvent inclure:

- (i) l'imposition d'une sanction pécuniaire;
- (ii) la perte d'un droit ou d'un quota de pêche;
- (iii) la suspension ou l'annulation d'une licence ou d'une autre autorisation;
- (iv) une inéligibilité temporaire à la détention d'une licence;
- (v) la confiscation des captures, des engins ou du navire.

Cette partie du cadre juridique devrait fournir un système permettant d'identifier les infractions ou les violations qui peuvent être traitées par une procédure administrative. En général, si une personne ayant commis une telle infraction ou violation s'acquitte l'amende imposée, elle peut reprendre la pêche ou une autre activité et ce, sans avoir à subir de longues procédures judiciaires. Chaque juridiction détermine les procédures administratives sommaires qui sont appropriées. Pour les juridictions qui utilisent de telles procédures, la législation devra inclure les dispositions suivantes:

- (i) la composition des infractions (et les procédures connexes);
- (ii) l'amende forfaitaire prononcée pour les infractions ou violations mineures; et
- (iii) les procédures de notifications des amendes forfaitaires.

La législation devrait également prévoir des procédures de recours. Ces dispositions devraient être garantes de l'égalité devant la loi, de la protection contre les abus des fonctionnaires et de l'accès à la justice tout au long de la procédure.

³⁶ Pour plus d'informations, voir par exemple: Cacaud, P., Kuric, M. & Spreij, M. 2003. *Administrative Sanctions in Fisheries Law*. Rome, FAO

Partie X: Preuves

Le terme «preuve» désigne les témoignages, les pièces, les documents ou les éléments probants qui prouvent ou réfutent quelque chose dans une instance juridictionnelle (par exemple un tribunal ou une cour). Les règles de preuve de chaque juridiction régissent la recevabilité ou la force probante des preuves admises dans une procédure judiciaire ou administrative. Dans de nombreuses juridictions, la législation sur les pêches prévoit l'admissibilité de certains types de preuves. Dans certains cas, l'acceptation de preuves orales peut être nécessaire, notamment lors de l'examen de droits historiques. Dans le cas des droits autochtones au Canada, par exemple, les tribunaux canadiens ont admis les preuves orales comme une exception à la règle du oui-dire.

Les dispositions de la **partie X** sont particulièrement importantes car les responsables de la gestion des pêches et les agents autorisés devront veiller à ce que les preuves recueillies au cours des enquêtes soient admissibles devant les tribunaux. Les responsables de la gestion des pêches et les agents autorisés pourraient également avoir à préparer des attestations de preuve pour les procédures judiciaires. Légalement, ces attestations ont valeur de preuves initiales pouvant être réfutées par l'accusé ou le défendeur, et à ce titre, la présence de la personne qui a établi l'attestation n'est pas requise. Cela permet une économie de temps et d'argent et renforce l'idée d'équité dans les procédures judiciaires. Les attestations doivent revêtir une certaine forme et sont généralement signifiées à l'accusé ou au défendeur dans un délai déterminé avant le procès. Ils recouvrent divers sujets que les responsables et les agents autorisés doivent maîtriser.

Dans diverses juridictions, des présomptions de preuve facilitent les procédures devant les tribunaux. Par exemple, lorsqu'un navire de pêche est reconnu coupable d'une infraction à la législation sur la pêche, le poisson trouvé à bord est présumé avoir été capturé lors de la commission de cette infraction, sauf preuve du contraire. Ces présomptions peuvent bien sûr être réfutées par l'accusé ou le défendeur, mais cela signifie que le responsable de la gestion des pêches ou l'agent autorisé n'a pas à prouver que le poisson a bien été capturé lors de la commission de l'infraction.

La législation relative à la pêche peut également accorder la reconnaissance requise à des équipements spécifiques, tels que les dispositifs électroniques à bord d'un navire ou les systèmes de surveillance des navires. Bien que ces équipements soient installés principalement à des fins de contrôle et de surveillance, ils peuvent également être utilisés à des fins de sécurité. La reconnaissance facilite l'admissibilité des informations provenant de ces dispositifs ou systèmes dans les procédures judiciaires. Notamment, dans de nombreuses juridictions, les systèmes de surveillance des navires sont décrits comme étant «notoirement précis»³⁷.

Dans certaines législations, la charge de la preuve peut être inversée: par exemple, en exigeant que le capitaine d'un navire (plutôt que le procureur de l'État) prouve qu'il était titulaire d'une licence au moment considéré.

Généralement, dans les pays de Common Law, les dispositions relatives à la preuve contenues dans la législation sur la pêche portent notamment sur:

- (i) la preuve par attestation;
- (ii) les procédures de délivrance des attestations;

³⁷ Voir par exemple: Samoa, Loi sur la gestion des pêches de 2016, section 49(3) [MTU]; Îles Salomon, Loi de 2015 sur la gestion des pêches, section 121(3) [MTU]; Vanuatu, Loi de 2014 relative aux pêches, section 140(3) [machines désignées]; Fidji, Décret de 2012 sur la gestion des pêches en mer, section 84(4) [MTU]; Îles Cook, Loi de 2005 sur les ressources marines, section 62(3) [ALC]; Ghana, Loi de 2002 sur les pêches, section 120(3) [machines désignées]; Papouasie-Nouvelle-Guinée, Loi de 1998 sur la gestion des pêches, section 69(2)(g) [ALC].

- (iii) l'interdiction de détruire ou d'éliminer des preuves;
- (iv) les preuves photographiques;
- (v) les preuves provenant du système de suivi du navire (telles que les preuves provenant d'une unité mobile d'émission et de réception (MTU), d'un système de localisation automatique par communication ou d'une installation spécifique); et
- (vi) les preuves provenant d'appareils électroniques.

Partie XI: Réglementation ou législation secondaire

Cette partie devrait habiliter le ministre ou toute autre autorité à établir des réglementations ou à permettre la mise en place d'une législation secondaire couvrant des sujets spécifiques liés à la pêche artisanale et, en général, à toute fin nécessaire pour donner effet à la législation primaire.

Partie XII: Abrogation, sauvegardes et dispositions transitoires

Les éléments de cette partie concernent les dispositions relatives à la gestion des affaires courantes. Elle devrait stipuler que toutes les lois antérieures qui sont remplacées par la nouvelle législation sont abrogées, mais que les licences, contrats, accords et actions en justice existants restent valables jusqu'à leur annulation en vertu de la nouvelle loi. Si une autorité statutaire est établie, les actifs sont transférés à la nouvelle autorité, et les nominations faites sous l'ancienne législation peuvent ou non être annulées.

5. LA PRATIQUE LÉGISLATIVE EN MATIÈRE DE PÊCHE ARTISANALE: ÉLÉMENTS DE LA SECTION PRÉLIMINAIRE

Ce chapitre complète la **partie I** du [Chapitre 4.3](#) du présent Guide législatif, en précisant certains des éléments que la section préliminaire de la législation devrait contenir, à savoir: les objectifs, les principes, les définitions, la portée et l'application. Dans certaines juridictions, le contenu de ce Chapitre se trouve dans la partie finale du texte de loi.

5.1 Objectifs

Lors de la définition des objectifs de la législation, il conviendra de tenir compte des objectifs présentés au paragraphe 1.1 des [Directives sur la pêche artisanale](#), et de les adapter en conséquence:

- (i) améliorer la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire et à la nutrition et favoriser la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate;
- (ii) contribuer au développement équitable des communautés d'artisans pêcheurs et à l'éradication de la pauvreté, et améliorer la situation socio-économique des pêcheurs et des travailleurs du secteur de la pêche dans le cadre d'une gestion durable des pêches;
- (iii) assurer une exploitation durable des ressources halieutiques, leur gestion prudente et responsable et leur conservation;
- (iv) promouvoir la contribution de la pêche artisanale à la construction d'un avenir économiquement, socialement et écologiquement durable.

La réalisation de ces objectifs doit s'inscrire dans une approche fondée sur les droits de l'homme (tel que recommandé au paragraphe 1.2 des Directives) afin de garantir la participation, la non-discrimination et la responsabilisation des artisans pêcheurs. De même, la législation devrait également intégrer les bonnes pratiques de développement telles que la participation, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation. Le document final de l'atelier tenu par la FAO en 2016, intitulé *Exploring the human rights-based approach in the context of the implementation and monitoring of the SSF Guidelines* (Explorer l'approche basée sur les droits de l'homme dans le contexte de la mise en œuvre et du suivi des [Directives sur la pêche artisanale](#)), fournit aux États des orientations supplémentaires concernant la mise en œuvre de l'approche HRBA lors de l'élaboration de nouvelles législations (FAO, 2017b).

Selon l'approche HRBA, les artisans pêcheurs et leurs communautés devraient être formés afin de pouvoir participer aux processus décisionnels et assumer la responsabilité d'une exploitation durable des ressources halieutiques. En effet, comme l'indique le CCPR: «Le droit de pêcher implique l'obligation de le faire de manière responsable afin d'assurer effectivement la conservation et la gestion efficaces des ressources bio-aquatiques.³⁸»

³⁸ CCPR, para. 6.1.

Dans la réglementation sur la pêche à l'échelle mondiale, les États ont intégré les concepts de durabilité environnementale, sociale et économique, d'utilisation rationnelle des ressources et de conservation à long terme. Par exemple, en Argentine, l'État encourage la pêche maritime dans le cadre d'un développement maximal qui soit compatible avec l'exploitation rationnelle des ressources marines vivantes, la protection effective des intérêts nationaux liés à la pêche, et la durabilité afin de garantir la conservation à long terme des ressources³⁹. Le Conseil fédéral des pêches du pays a entre autres pour fonctions de veiller à ce que l'exploitation excessive soit interdite, que les effets néfastes sur l'environnement soient évités et que l'unité du système écologique soit préservée⁴⁰.

Les politiques en matière de pêche peuvent également contenir des objectifs spécifiques. Par exemple, l'objectif de la politique en matière de pêche artisanale en Afrique du Sud (*Marine Living Resources Act in law*) stipule «l'adoption d'une approche de développement et d'un système d'allocation intégré et basé sur les droits qui reconnaît la nécessité d'assurer la durabilité écologique des ressources; identifie les artisans pêcheurs comme une catégorie de pêcheurs aux fins de la Loi concernant les ressources marines vivantes; et prévoit une orientation communautaire en matière de gestion des ressources marines vivantes capturées par ces pêcheurs»⁴¹.

5.2 Principes

Dans une législation type sur les pêches, les objectifs généraux de la loi peuvent être distingués des principes qui s'appliquent à la gestion des pêches, notamment les principes qui concernent la large participation des parties prenantes à la prise de décisions, l'attribution ou l'octroi de droits d'accès ou d'utilisation, l'octroi de licences, le SCS et la mise en application de la législation. Ces principes peuvent être définis conjointement aux objectifs généraux de la loi dans la section introductive ou préliminaire de la législation (comme dans le cas de l'Afrique du Sud et des Îles Salomon) ou dans les dispositions législatives spécifiques à la gestion des pêches (comme dans le cas de la Papouasie-Nouvelle-Guinée). Les États sont libres d'incorporer des principes en même temps que les dispositions sur les objectifs dans la section préliminaire de la loi ou après celles-ci, conformément à leur pratique législative. Pour les besoins de ce Guide législatif, la nature des dispositions relatives aux principes est abordée de manière générale dans cette section, tandis que les principes spécifiques à la gestion des pêches dans le contexte de la pêche artisanale, tels que l'approche écosystémique des pêches, sont abordés au [Chapitre 8](#).

Les pays qui définissent les objectifs et les principes généraux dans la même partie de la législation relative à la pêche énoncent un ensemble de principes qui couvrent de nombreux aspects du développement durable. Ceux-ci incluent la prise en compte des ressources naturelles du pays comme atout et patrimoine naturel à développer pour le bénéfice de la population; la réalisation de bénéfices socio-économiques tout en appliquant une approche écosystémique de la pêche; la minimisation des déchets et de la pollution; et, la garantie d'une participation large et responsable des parties prenantes du secteur de la pêche.

Outre la pratique législative en matière de pêche, l'intégration des principes clés qui devraient guider l'interprétation et la mise en œuvre de la législation est également une pratique émergente dans d'autres domaines du droit national, comme par exemple les lois cadres relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition (FAO, 2010a).

³⁹ Argentine: *Regimén federal de pesca*. Ley 24.992, Art. 1.

⁴⁰ Idem, Art. 17.

⁴¹ Afrique du Sud: *Policy for the Small-Scale Fisheries Sector in South Africa*, Government Notice No. 474 (20 June 2012), pp. 15–16.

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) contiennent un certain nombre de principes en matière de droits de l'homme, de pêche responsable et de développement durable qui devraient guider la mise en œuvre des législations et politiques relatives à la pêche artisanale:

- 1) droits de l'homme et dignité humaine;
- 2) respect des cultures;
- 3) non-discrimination;
- 4) l'équité et l'égalité entre les hommes et les femmes;
- 5) équité et égalité;
- 6) consultation et participation;
- 7) respect du droit;
- 8) transparence;
- 9) obligation de rendre des comptes;
- 10) viabilité économique, sociale et environnementale à long terme;
- 11) approches globales et intégrées;
- 12) responsabilité sociale; et
- 13) praticabilité et viabilité sociale et économique.

Ces principes pourraient constituer la base sur laquelle seront établis les principes directeurs de la mise en œuvre de la législation relative à la pêche artisanale au niveau national. De nombreux principes des législations nationales existantes sont généralement en accord avec les 13 principes directeurs des [Directives sur la pêche artisanale](#), mais pourront être enrichis en reflétant chacun de ceux-ci de manière plus spécifique.

Au niveau régional, la Loi modèle du Parlement latino-américain et Caribéen relative à la pêche artisanale (Parlatino, 2017) contient les principes directeurs suivants: Consultation et participation; Droits de l'homme et dignité humaine; Approche de planification territoriale de la pêche; Approches globales et intégrées; Équité et égalité; Équité et égalité entre les sexes; Faisabilité et viabilité socio-économique; Primauté du droit; Non discrimination; Obligation de rendre des compte; Respect des cultures; Responsabilité sociale et co-gestion; Viabilité économique, sociale et environnementale; Transparence.

Au-delà des principes qui doivent guider la mise en œuvre de la législation, des dispositions de fond concernant la manière dont ces principes doivent être appliqués sont tout aussi importantes. Par exemple, le principe de transparence sera mis en œuvre en veillant à ce que les décisions relatives à la gestion des pêches soient publiées et largement diffusées de manière à être accessibles aux personnes qui devraient les suivre, notamment les membres des communautés locales. Le principe de participation sera mis en œuvre en institutionnalisant des processus consultatifs et des forums au sein desquels les représentants des pêcheurs et des communautés de pêcheurs (hommes et femmes) sont régulièrement consultés.

5.3 Définitions

5.3.1 Vers une caractérisation mondiale de la pêche artisanale

La définition de la pêche artisanale dans la législation nationale est une entreprise importante qui nécessite une large consultation. Les définitions disponibles sont spécifiques au contexte de chaque pays et ne sont pas interchangeables avec d'autres pays ou régions. De plus, au sein d'une juridiction, il est probable que diverses catégories de pêche puissent être qualifiées de pêche artisanale. La diversité de la terminologie relative au secteur de la pêche artisanale (à petite échelle, de subsistance, autochtone, côtière, littorale, municipale, coutumière) complique encore la tâche pour établir une définition. Dans certains pays, les unités de pêche peuvent être classées dans plus de deux catégories, auxquelles s'ajoutent une ou plusieurs catégories intermédiaires. Cela signifie également qu'en définissant la pêche artisanale, une ou plusieurs sous-catégories peuvent être identifiées. Par exemple, dans un pays, une unité de pêche peut être identifiée comme appartenant à la fois à la catégorie de la pêche artisanale, mais également, à la sous catégorie (ou catégorie distincte) de la pêche de subsistance.

Des difficultés se posent également lorsque les pays fondent leurs définitions sur un ensemble limité de mesures quantitatives (telles que la taille et la puissance du navire, le type d'engin ou la zone d'opération). Les caractérisations étroites tendent à exclure les pêcheurs qui devraient être considérés à juste titre comme étant des artisans, ou à permettre aux grands navires d'être inclus dans la flotte artisanale. Cela conduit à des litiges, des conflits et des mécontentements par rapport à la réglementation des pêches. Cela peut également avoir de graves conséquences économiques ou des effets indésirables sur les ressources.

Au niveau mondial, il n'existe actuellement que des définitions souples de la pêche artisanale qui fournissent des caractéristiques générales, plutôt que des mesures quantitatives. La définition la plus complète a été fournie par le Comité consultatif de la FAO de la recherche halieutique:

La pêche artisanale peut être largement caractérisée comme un sous-secteur dynamique et évolutif de la pêche qui emploie des technologies de capture, de transformation et de distribution à forte intensité de main-d'œuvre pour exploiter les ressources halieutiques marines et continentales. Les activités de ce sous-secteur, menées à temps plein ou à temps partiel, ou simplement de façon saisonnière, visent souvent à fournir du poisson et des produits halieutiques aux marchés locaux et nationaux, et à des fins de consommation de subsistance. Cependant, la production orientée vers l'exportation a augmenté dans de nombreuses pêcheries artisanales au cours des deux dernières décennies en raison d'une plus grande intégration et mondialisation des marchés. Bien que généralement ce soient les hommes qui pratiquent la pêche et les femmes qui s'occupent de la transformation et de la commercialisation du poisson, il est également avéré que les femmes exercent des activités de pêche côtière et que les hommes s'occupent de la commercialisation et de la distribution du poisson. D'autres activités auxiliaires telles que la fabrication de filets, la construction de bateaux, la réparation et l'entretien des moteurs, etc. peuvent fournir des emplois et des revenus supplémentaires dans les communautés qui pratiquent la pêche maritime et continentale. La pêche artisanale opère à des niveaux d'organisation très différents, depuis les simples pêcheurs indépendants jusqu'aux entreprises du secteur formel, en passant par les micro-entreprises informelles. Ce sous-secteur n'est donc pas homogène tant à l'intérieur des pays et des régions qu'entre ceux-ci, et il convient d'en tenir compte lors de la formulation de stratégies et de politiques visant à renforcer la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté.

Malgré ces difficultés, il est utile et nécessaire de caractériser l'échelle d'une unité de pêche dans la législation, afin de fournir des informations précieuses en matière de gestion des pêches, d'élaboration des politiques, de recherche et de gouvernance aux niveaux national et régional, et améliorer la transparence.

La méthode utilisée devrait permettre de déterminer l'échelle des unités de pêche sans imposer une définition étroite et, conformément au paragraphe 2.4 des [Directives sur la pêche artisanale](#), faciliter un processus de caractérisation participatif. La méthode devrait comporter une description des caractéristiques de la pêche artisanale combinant des descriptions quantitatives et qualitatives, et se baser sur un seuil unique pour chacune d'entre elles afin de définir la pêche artisanale par rapport à la pêche à grande échelle.

Afin d'aborder une telle complexité de manière systématique et objective, la diversité des caractéristiques que présentent la pêche artisanale peut être évaluée à l'aide d'une méthode par score: elle consiste à évaluer une série d'éléments liés aux unités de pêche, qui, combinés, peuvent être utilisés pour établir dans quelle mesure une unité de pêche est à grande ou à petite échelle. Chacune des caractéristiques considérées (englobant les types de navires et d'engins, les opérations de pêche, le degré d'organisation, la conservation et l'élimination des captures) est évaluée à différentes échelles, de la petite pêche à la pêche industrielle (divisée en quatre types). Une matrice correspondant à cette évaluation est présentée à l'[annexe B](#).

La matrice fournit un score pour chaque caractéristique. Une unité de pêche peut avoir des caractéristiques typiquement associées à la pêche artisanale et à la pêche à grande échelle, donc elle recevra des scores plus bas dans certaines catégories et des scores plus élevés dans d'autres. L'agrégation des scores de toutes les catégories fournit une image complète qui facilite la différenciation entre la pêche à grande échelle et la pêche artisanale. L'attribution de scores permet une caractérisation objective de l'unité de pêche, indiquant ainsi si celle-ci se rapproche davantage de la pêche artisanale ou de la pêche à grande échelle. Ensuite, il est décidé, sur la base d'un classement en fonction du score total, de départager les opérations à petite et à grande échelle.

Le classement peut être appliqué à la pêche dans un pays ou une région. Il peut également être appliqué à d'autres régions, si un nombre suffisant de cas concrets ont été utilisés pour tester la méthode de manière rigoureuse.

Il est important de souligner que cette caractérisation ne comporte aucun jugement de valeur sur la nature de l'unité de pêche (cela ne signifie nullement que cette activité est «bonne» ou «mauvaise»).

L'analyse des scores pour les différentes unités de pêche permet de déterminer rapidement s'il existe des différences claires entre la pêche artisanale et la pêche à grande échelle. Elle permet également d'identifier rapidement les caractéristiques clés qui déterminent cette distinction.

L'avantage de cette approche est qu'elle permet de tenir compte des diverses caractéristiques des unités de pêche, tout en offrant une distinction relativement claire entre les petites et les grandes unités. Elle évite également les classifications inappropriées qui peuvent apparaître lorsqu'on se fie à une unique caractéristique ou à un nombre très limité de critères, tels que le type d'engin et la longueur du navire.

En théorie, la matrice devrait mettre en évidence les types de pêches qui peuvent être à la limite de la pêche artisanale et de la pêche à grande échelle (par exemple, un petit navire avec un moteur puissant et un niveau d'effort de pêche élevé), en leur attribuant une catégorie propre.

La nature flexible de la matrice implique que l'unité de pêche évaluée peut être soit une flotte entière, ou une partie de celle-ci, soit un navire ou un pêcheur individuel. Cette flexibilité permet d'appliquer la matrice à divers types d'activités de pêche.

L'approche par matrice constitue un outil de recherche efficace permettant un examen des caractéristiques des pêches de petite et grande échelle. Elle peut également être utilisée par les États lors de l'élaboration de leur législation et comme base à un processus participatif visant à développer une définition nationale de la pêche artisanale.

Il convient de noter que la matrice ne couvre que la partie pêche des activités exercées au sein de la chaîne de valeur. Des critères différents et un processus participatif similaire seront nécessaires pour définir les autres activités liées à la pêche artisanale, en particulier dans le sous-secteur des opérations de post-capture (Funge-Smith, 2019).

La définition de la pêche artisanale pose également les bases permettant de définir les termes «artisan pêcheur», «travailleur du secteur de la pêche artisanale» et «communauté d'artisans pêcheurs».

5.3.2 «Artisan pêcheur» et «travailleur du secteur de la pêche artisanale»

Sur base de la définition de la pêche artisanale discutée ci-dessus, les «artisans pêcheurs» et les «travailleurs du secteur de la pêche artisanale» ont été définis comme étant les personnes impliquées dans des activités de pêche artisanale. Par conséquent, le terme «artisans pêcheurs» peut également inclure: les pêcheurs coutumiers ou autochtones, les pêcheurs de subsistance, etc.

Il est important de souligner l'inclusion des femmes artisans pêcheurs et travailleuses du secteur de la pêche dans cette définition. Le terme «pêcheur» est neutre du point de vue du genre et désigne donc à la fois les hommes et les femmes. Environ la moitié de la main-d'œuvre du secteur de la pêche artisanale est représentée par des femmes et il est donc essentiel de mentionner expressément ces dernières dans les définitions des termes «artisan pêcheur» et «travailleur du secteur de la pêche artisanale», où le terme «pêcheur» se réfère aux personnes qui pratiquent la capture du poisson et le terme «travailleur du secteur de la pêche» aux personnes qui sont impliquées dans d'autres activités en amont et en aval dans la chaîne de valeur.

5.3.3 «Communauté d'artisans pêcheurs»

La définition de «communauté d'artisans pêcheurs» n'est pas courante dans les législations. Toutefois, lorsqu'une définition est adoptée, sa formulation doit tenir compte de l'approche et des considérations mises en avant pour définir le terme «pêche artisanale» au point 5.3.1 ci-dessus. Une définition générale peut être incluse afin de garantir que les artisans pêcheurs et les travailleurs du secteur de la pêche artisanale qui remplissent les conditions requises soient pris en compte. En outre, certains groupes peuvent être qualifiés dans la législation comme étant des «communautés d'artisans pêcheurs» et peuvent être identifiés directement ou indirectement. Par exemple, les titulaires de droits de pêche coutumiers à Fidji sont identifiés par une commission qui détermine les droits de pêche coutumiers, et les titulaires de ces droits (voir **encadré 5**).

Encadré 5. Fidji: Commission des pêches autochtones

14. Le Ministre chargé des affaires fidjiennes (*Ministry of fjijsaffairs*) peut nommer une Commission des pêches autochtones (ci-après dénommée «la Commission»), composée d'un ou de plusieurs commissaires, chacun d'entre eux étant doté des pouvoirs de la Commission, qui est chargée de déterminer quels droits de pêche coutumiers dans chaque province fidjienne sont la propriété légitime et héréditaire des titulaires autochtones, par *Mataqali* [lignage fidjien ou unité de propriété foncière] ou de toute autre manière ou par toutes autres divisions ou subdivisions de la population.

Source: Fidji: *Fisheries Act (Chapter 158)*

5.3.4 «Pêcher»

La définition du terme «pêcher» est normalement fournie séparément, et dans la législation primaire, elle s'applique à tous les types de pêches. Les États ont utilisé plusieurs approches pour définir le terme «pêcher», allant des plus générales aux plus prescriptives. La définition du terme «pêcher» au Canada est un exemple de définition générale: «S'entend de l'action de capturer ou tenter de capturer du poisson par tout moyen ... »⁴².

Pour l'approche prescriptive, les définitions varient en fonction du niveau de normativité souhaité (voir encadrés 6, 7, 8 et 9). Les définitions les plus prescriptives couvrent toutes les activités de soutien à la pêche, y compris les activités connexes. Ces dernières englobent toutes les activités de support à la pêche telles que le transport et le stockage du poisson et des produits halieutiques.

Encadré 6. Nouvelle-Zélande: définition de «pêcher»

Pêcher-

- (a) désigne la capture, la prise ou la récolte de poissons, animaux aquatiques ou algues marines; et
- (b) inclut-
 - (i) toute activité dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle entraîne la capture, la prise ou la récolte de poissons, animaux aquatiques ou algues marines; et
 - (ii) toute opération de support ou de préparation des activités décrites dans la présente définition.

Source: Nouvelle-Zélande, *Fisheries Act 1996*(No. 88 of 1996), Part 1, s2..

⁴⁴ Canada: Loi sur les pêches, L.R.C. (1985), ch. F-14 (Canada), art. 2(1).

Encadré 7. Seychelles: définition de «pêcher»

«Pêcher»

(a) désigne-

- (i) la recherche, la capture, la prise ou la récolte de poissons ou la tentative d'une telle activité;
- (ii) la mise en place, la recherche ou la récupération d'un dispositif de concentration de poissons ou d'un équipement associé, incluant une balise radio; et

(b) inclut les activités exercées en appui à la pêche;

Source: Seychelles: *Fisheries Act 2014*, s. 3.

Encadré 8. Barbade: définition de «pêcher»

«Pêcher» désigne

- (a) la capture, la prise ou la récolte de poissons ou de la flore aquatique;
- (b) la tentative de capture, de prise ou de récolte de poissons ou de la flore aquatique; ou
- (c) toute opération en mer en rapport avec, ou en préparation à, la capture, la prise ou la récolte de poissons ou de flore aquatique, y compris la mise en place, la recherche ou la récupération de tout dispositif de concentration de poissons et la recherche de poissons ou de flore;

Source: Barbade: *Fisheries Act, 1993, Cap. 391*, s. 2.

Encadré 9. Namibie: définition de «pêcher»

«Pêcher» (*harvest*) désigne

- (a) la recherche, la capture, la prise ou la tentative de capture ou de prélèvement de toute ressource marine;
- (b) la mise en place ou la possession d'engins de pêche dans la mer ou leur utilisation sur le littoral ou sur une île;
- (c) toute autre activité dont on peut raisonnablement attendre qu'elle entraîne la localisation, la capture ou la prise de ressources marines ;
- (d) entreprendre toute opération en mer ou sur une île en vue de préparer toute activité mentionnée au sous-paragraphe (a), (b) ou (c);

Source: Namibie: *Marine Resources Act 2000*, s.

5.4 Portée et application

La législation doit clairement définir sa portée et son application (voir la partie I du [Chapitre 4.3](#) ci-dessus). Les [Directives sur la pêche artisanale](#) ont une portée large, elles s'appliquent à toutes formes de pêche artisanale, qu'elle soit continentale ou marine, et impliquent les hommes et les femmes tout au long de la chaîne de valeur⁴³.

S'il existe différentes sous-catégories de pêche artisanale, les exigences de chacune d'entre elles doivent être clairement identifiées. Chaque catégorie de pêche devrait être assortie de termes et conditions clairement élaborés. Par exemple, la «pêche de subsistance» peut être exemptée de l'obligation de licence dans certaines juridictions, tandis que d'autres peuvent exiger une licence mais assortie de conditions minimales.

Par exemple, l'article 2 de la Résolution argentine⁴⁴ établit son champ d'application, qui inclut les actes d'extraction ou de récolte mentionnés ci-dessous, menés à terre ou par des petits navires, nécessitant l'intervention directe des pêcheurs ou des collecteurs: a) l'utilisation de filets de plage, de trémails, de filets maillants, de filets fixes, de pièges, d'hameçons et de tout autre engin non interdit; b) l'extraction manuelle par plongée depuis le rivage ou le bateau; et, c) la collecte manuelle dans la zone intertidale.

⁴³ Voir Directives sur la pêche artisanale, Chapitre 2.

⁴⁴ Argentine:Resolución 3/2000 (Argentina).

6. les dispositions institutionnelles et administratives

Les dispositions institutionnelles et administratives qui sont mises en place dépendent du contexte national. Dans certaines juridictions, un organe statutaire est établi; dans d'autres, un ministère (ou un organe décisionnel) peut assumer cette responsabilité. Dans un système fédéral, il existe en outre au moins deux niveaux établis respectivement au niveau national et au niveau des États. De même, dans un système de gouvernement provincial, il existe au moins deux niveaux de gestion: le niveau national et le niveau provincial. Ce chapitre complète la partie II du [Chapitre 4.3](#) du présent Guide en fournissant une explication plus détaillée et des exemples législatifs.

Parallèlement aux institutions primaires, des organes consultatifs ou similaires devront également être prévus. Ceux-ci peuvent avoir un objectif général, tel un conseil consultatif sur la pêche qui fournit des recommandations politiques au décideur; ou bien ils peuvent être spécifiques, tel un comité scientifique qui entreprend des analyses et fournit des recommandations scientifiques. Dans les juridictions qui reconnaissent les communautés de pêche coutumières ou autochtones, des institutions spécifiques seront établies pour, entre autres, identifier les membres des communautés de pêche coutumières ou autochtones, délimiter les zones de pêche associées, réglementer la pêche dans ces zones, établir une législation secondaire ou faire respecter les exigences.

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) encouragent les structures institutionnelles décentralisées avec des liaisons à tous les niveaux, depuis les réseaux locaux jusqu'aux réseaux mondiaux, et des points de contact dans les administrations et agences gouvernementales pour les communautés d'artisans pêcheurs, afin que toutes les institutions concernées soient en mesure de mettre en œuvre des politiques cohérentes et de collaborer les unes avec les autres. Une illustration pertinente de ces interactions de coordination entre les institutions gouvernementales peut être observée au Venezuela (voir **encadré 10**).

Encadré 10. Venezuela: coordination entre les institutions gouvernementales

Le Décret n° 1408 du 13 novembre 2014 sur la pêche et l'agriculture témoigne de la coordination entre le Ministère du Pouvoir populaire (*Ministerio del Poder Popular*), l'Institut social de la pêche et de l'aquaculture (*Instituto Socialista de la Pesca y Acuicultura*) et d'autres institutions et organismes gouvernementaux.

D'une part, le Ministère du Pouvoir populaire a compétence sur la pêche et l'aquaculture et est l'organe directeur du secteur. Il a notamment pour attributions de formuler la politique nationale en matière de pêche et d'aquaculture; d'approuver le volet pêche et aquaculture du Plan global de développement agricole; de suivre, évaluer et contrôler la politique nationale; et, d'élaborer le plan national et les normes de gestion technique dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture (article 50).

D'autre part, l'Institut socialiste de la pêche et de l'aquaculture est une entité autonome, avec ses propres biens et actifs indépendants du Trésor national. Il est l'entité responsable de l'exécution de la politique nationale en matière de pêche et d'aquaculture, ainsi que du Plan global de développement agricole (article 52) formulé par le Ministère du Pouvoir populaire.

En outre, ses compétences incluent la préparation, l'exécution, la promotion et le développement de plusieurs programmes en coordination avec d'autres institutions, par exemple:

- Fournir des conseils techniques aux organismes et entités compétents pour toutes les questions liées à la pêche, à l'aquaculture et aux activités connexes.
- Élaborer, promouvoir et coordonner, en collaboration avec les producteurs et autres entités liées au secteur, la mise en œuvre de programmes consolidés pour la pêche commerciale artisanale, visant à soutenir la création de coopératives et d'entreprises, ainsi que coordonner en collaboration avec les organismes compétents les plans d'amélioration de l'éducation, du développement social et des conditions de vie dans les communautés et les villes d'artisans pêcheurs.
- Définir les programmes de recherche à mener dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, et les développer en coordination avec les organismes compétents.
- Établir des mécanismes de coordination pour la mise en œuvre des plans de développement de la pêche définis dans les juridictions respectives, dans le respect de la répartition des compétences établie dans la Constitution nationale.
- Créer des mécanismes permettant de garantir les droits des hommes et des femmes artisans pêcheurs, en coordination avec les organismes compétents en matière de travail et de sécurité sociale (article 53).

Source: Venezuela: *Decreto Ley Nº 1.408/14 - Ley de Pesca y Acuicultura*.

6.1 Types de dispositions institutionnelles

Il existe diverses institutions gouvernementales (et agences non gouvernementales) qui interviennent dans le secteur de la pêche artisanale ou sur des questions concernant les communautés de pêcheurs, telles que l'éducation, la santé, les questions de genre et la sécurité alimentaire. Habituellement, le cadre législatif identifie spécifiquement les principales institutions gouvernementales et, lorsque des agences non gouvernementales font partie intégrante de la gouvernance, elles sont généralement intégrées dans des organes et des comités consultatifs. Le Décret exécutif du Costa Rica de 2015 fournit un exemple de législation spécifique identifiant les institutions responsables de la mise en œuvre des [Directives sur la pêche artisanale](#) (encadré 11). En effet, le Costa Rica a été le premier pays à mettre en œuvre les [Directives sur la pêche artisanale](#) avec l'élaboration d'un projet de loi visant à améliorer les moyens de subsistance dans le secteur de la pêche artisanale, qui va au-delà des questions conventionnelles relatives à la pêche (FAO, 2017c).

Encadré 11. Costa Rica: dispositions institutionnelles

Le 7 août 2015, le Gouvernement du Costa Rica a publié le Décret exécutif n° 39195 MAG-MINAE-MTSS qui intègre officiellement les Directives sur la pêche artisanale dans le système juridique national. Ce décret a confié la promotion et le suivi de la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale à plusieurs ministères et en dehors du secteur de la pêche lui-même, à savoir au Ministère de l'agriculture et de l'élevage, au Ministère de l'énergie et de l'environnement, au Ministère du travail et de la sécurité sociale et à l'Institut de la pêche et de l'aquaculture du Costa Rica (INCOPESCA). En outre, le décret détermine que les autorités doivent inclure les Directives sur la pêche artisanale dans leurs plans opérationnels institutionnels.

Source: *Aplicación oficial de las Directrices voluntarias para lograr la sostenibilidad de la pesca en pequeña escala en el contexto de la seguridad alimentaria y la erradicación de la pobreza* No. 39195 MAG-MINAE-MTSS, (Article 1) (disponible sur http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=80178&nValor3=101643&strTipM=TC).

En Argentine, la réglementation de la pêche artisanale a été élaborée de manière plus conventionnelle, n'impliquant que les institutions de pêche traitant des questions habituelles relatives à la pêche (encadré 12).⁴⁵

Encadré 12. Argentine: dispositions institutionnelles

Le Conseil fédéral de la pêche (*Consejo Federal Pesquero*), organisme intergouvernemental, est l'organe directeur de la politique nationale de la pêche et son principal régulateur. Le Conseil est composé de cinq représentants provinciaux et de cinq représentants de l'État national et est présidé par le Secrétaire chargé des pêches. Ses fonctions sont notamment les suivantes: établir la politique nationale en matière de pêche; déterminer le maximum de prises autorisées par espèce; approuver les permis de pêche commerciale et expérimentale; conseiller l'Autorité d'exécution dans les négociations internationales; et réglementer l'exercice de la pêche artisanale notamment en établissant une réserve de quotas de pêche pour différentes espèces (Article 9 du Régime fédéral de pêche).

L'Autorité d'application (établie en vertu du Décret n° 214, qui correspond au Secrétariat de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'alimentation du Ministère de l'économie et des travaux et services publics) est chargée de mettre en œuvre la politique nationale de pêche, et de réglementer l'exploitation, l'inspection et les investigations. L'Autorité d'exécution est chargée notamment de délivrer les permis de pêche (avec l'autorisation du Conseil fédéral de la pêche), d'établir les méthodes et techniques de capture, d'appliquer les sanctions, de créer un registre des contrevenants et de collecter les droits d'extraction (Article 7 du Régime fédéral de pêche).

⁴⁷ Voir: *Resolución 3/2000 Argentina* (disponible sur http://www.agroindustria.gob.ar/sitio/areas/d_recursos_humanos/concurso/normativa/archivos/000001_Resoluciones/000000_RESOLUCI%C3%93N%203-2000%20Consejo%20Federal%20Pesquero-Pesca%20Artesanal%20Mar%C3%ADtima.pdf)

La Direction nationale de la coordination des pêches relevant du Sous-secrétariat chargé de la pêche et de l'aquaculture est responsable de la réalisation des inspections à bord des navires, incluant les navires de pêche, de soutien, de transport et tout autre navire directement impliqué dans les opérations de pêche.

L'Institut National de Recherche et de Développement des Pêches (INIDEP) est responsable de la planification et de l'exécution des activités scientifiques et techniques, et doit déterminer chaque année la production maximale équilibrée de l'espèce (Article 12 du Régime fédéral de pêche).

Source: Argentine: *Regimén federal de pesca. Ley 24.992*

6.1.1 Systèmes de gouvernement fédéral et provincial

Dans un système de gouvernement fédéral et unitaire, les responsabilités de gestion des pêches sont souvent déléguées ou attribuées (selon le cas) par le niveau fédéral/national aux États, aux provinces ou aux régions.

Dans un système fédéral⁴⁶, les gouvernements des États, peuvent avoir compétence sur des zones aquatiques spécifiques, qu'il s'agisse de zones continentales ou maritimes⁴⁷. La législation primaire des gouvernements des différents États devrait fournir des dispositions concernant la pêche artisanale et définir les fonctions et responsabilités des institutions de l'État. Les dispositions doivent notamment définir les fonctions spécifiques des institutions gouvernementales des états, les liens avec le gouvernement national et la création d'organes et de comités consultatifs. Les fonctions des institutions gouvernementales des États peuvent inclure la gestion et la conservation des zones relevant de leur juridiction ou de leur compétence, l'enregistrement et l'octroi de licences pour la pêche artisanale, la réglementation des petits bateaux de pêche, le suivi, contrôle et surveillance de la pêche artisanale et l'application de la législation en matière de pêche artisanale.

Les gouvernements des États peuvent avoir compétence sur les eaux intérieures et sur les zones maritimes situées en deçà d'une certaine distance des côtes, le gouvernement fédéral conservant sa compétence sur les zones plus éloignées du littoral. En Australie, par exemple, les gouvernements des États exercent certaines compétences dans un rayon de 12 milles nautiques, conformément à la délimitation des pouvoirs établie dans la Constitution et une législation spécifique⁴⁸. Au Brésil, la gestion des pêches a été régionalisée. Le système fédéral confère aux gouvernements des États et aux municipalités la responsabilité de la gestion des pêches pour les zones intérieures et côtières (encadré 13).

⁴⁸ Quelques exemples de systèmes de gouvernement fédéral avec responsabilités dans le domaine de la pêche artisanale: Australie, Brésil, Palau et États-Unis d'Amérique.

⁴⁹ Voir par exemple la délimitation des pouvoirs des gouvernements des États et du Commonwealth en Australie: *Coastal Waters (State Powers) Act 1980 (Commonwealth)*- Loi fédérale visant à étendre les pouvoirs législatifs des États dans les eaux côtières et en relation avec celles-ci; et *Coastal Waters (State Title) Act 1980 (Commonwealth)* - Loi fédérale visant à conférer à chacun des États des droits de propriété et des titres concernant certaines terres situées sous les eaux côtières adjacentes à l'État et relevant de la souveraineté du Commonwealth

⁵⁰ Voir en particulier: *Coastal Waters (State Powers) Act 1980 (Commonwealth)* et *Coastal Waters (State Title) Act 1980 (Commonwealth)*.

Encadré 13. Brésil: gestion régionalisée de la pêche

Au Brésil, l'organisation politico-administrative est prévue par la Constitution de la République fédérative du Brésil (CFRB), qui comprend l'Union fédérale, les États et les municipalités¹. Outre le gouvernement fédéral, les 27 unités fédérales (les 26 États et le District fédéral) et environ 5 570 municipalités² disposent de pouvoirs autonomes en matière de gouvernance des questions de pêche (et d'aquaculture) dans les zones intérieures et côtières. Chacune de ces entités fédérales détient l'autorité nécessaire pour développer, organiser et mettre en place ses propres institutions administratives et politiques pour répondre à ses intérêts particuliers tout en ayant l'obligation de coopérer afin d'assurer un développement et un bien-être équilibrés au niveau national³. Le nombre d'institutions se consacrant ou étant liées à la pêche et à l'aquaculture, dont la pêche artisanale, est donc très élevé et ces institutions sont présentes tant au niveau national que dans les structures administratives des États et des municipalités.

Certains états et municipalités du Brésil ont créé leurs propres organismes compétents pour la gestion de la pêche et de l'aquaculture sur leur territoire. Par exemple, alors que les États de Bahia, Ceará, Goiás, Mato Grosso, Rondônia et Sergipe ont mis en place un secrétariat aux compétences étendues englobant les questions de pêche et d'aquaculture, d'autres États tels que Amazonas, Maranhão, Minas Gerais, Pará, Paraíba, Pernambuco, Rio de Janeiro et Rio Grande do Sul ont créé un secrétariat, un conseil, une agence ou un institut spécifique chargé de la mise en œuvre de la politique en matière de pêche et d'aquaculture. Certaines municipalités disposent également d'un secrétariat chargé de ces questions (telles que Belmonte dans l'État de Bahia et Ananindeua dans l'État de Pará)⁴.

¹ CFRB, articles 1 et 18.

² Le nombre de municipalités est indiqué par l'Institut brésilien de géographie et de statistique selon les informations de 2012. Voir <http://brasilensintese.ibge.gov.br/territorio/dados-geograficos.html> (consulté le 12 juin 2017).

³ Il s'agit d'une «compétence commune» partagée par l'Union fédérale, les États, le District fédéral et les municipalités (voir CFRB, article 23, VI et VIII et paragraphe unique).

⁴ L'autonomie des États et des municipalités en matière d'organisation et de structure administrative est conférée par la CFRB (articles 25 et 30, I).

Dans une juridiction où les gouvernements provinciaux sont responsables de la réglementation de la pêche artisanale, la législation primaire doit clairement définir les fonctions et responsabilités qui seront déléguées aux gouvernements provinciaux ou locaux et établir comment ces gouvernements coopéreront avec le gouvernement national et avec les représentants de la pêche artisanale, les communautés et autres parties prenantes⁴⁹. En général, de telles dispositions porteront sur la délégation de fonctions spécifiques au(x) gouvernement(s) provincial(aux), ainsi que sur la détermination de leurs fonctions et responsabilités, y compris mais sans s'y limiter: leur rôle en matière de gestion et conservation des zones relevant de leur juridiction ou de leur compétence; l'enregistrement et l'octroi de licences pour la pêche artisanale; la réglementation des pêcheurs ou des petits bateaux de pêche; le suivi, le contrôle et la surveillance de la pêche artisanale; et l'application de la législation relative à la pêche artisanale. L'inclusion d'obligations en matière de

⁵¹ Exemples de juridictions avec des gouvernements provinciaux ayant des responsabilités en matière de pêche artisanale: Canada, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Îles Salomon.

rapports est essentielle afin de permettre à l'autorité compétente, que ce soit au niveau local, provincial ou national, de recevoir et de tenir à jour une base de données consolidée des navires et des pêcheurs, ainsi que de leurs respectives captures et activités.

Les systèmes de gouvernement provinciaux peuvent être impliqués de différentes façons dans la gouvernance de la pêche artisanale. En général, l'administration provinciale peut avoir un rôle actif en matière de gouvernance ou un rôle passif de soutien à l'administration nationale. Cette dernière approche se retrouve par exemple au Canada, où la Loi constitutionnelle de 1867 confère au Parlement national l'autorité législative en matière de pêche, incluant «les pêcheries des côtes de la mer et de l'intérieur»⁵⁰. Les ressources halieutiques du pays sont gérées par un ministère fédéral (Pêches et Océans Canada). Dans le contexte canadien, une grande partie des activités de pêche artisanale est menée par les peuples autochtones. Le texte de la Loi sur les Pêches révisé en 2012 n'utilise pas les termes «artisan pêcheur» ou «pêche artisanale», mais reconnaît officiellement les pêches autochtones. La loi utilise le terme «pêche autochtone» et le définit de la manière suivante: «Autochtone, en ce qui concerne une pêche, signifie que le poisson est récolté par une organisation autochtone ou l'un de ses membres dans le but de l'utiliser comme nourriture, à des fins sociales ou cérémonielles ou à des fins énoncées dans l'accord sur les revendications territoriales conclu avec l'organisation autochtone.» Cette disposition a été abrogée par les dernières modifications apportées à la Loi en 2019⁵¹.

Les Îles Salomon représentent un exemple de rôle actif des gouvernements provinciaux, car ils disposent des pouvoirs nécessaires pour légiférer en matière de pêche artisanale (quoique sous forme de législation secondaire)⁵². Ces ordonnances sont toutefois soumises à l'approbation du Ministre du gouvernement national responsable des pêches.

6.2 Organes consultatifs

Comme expliqué au [Chapitre 4.3](#) (partie II), les organes consultatifs en matière de pêche sont établis par la législation primaire relative à la pêche. Les lois établissant et habilitant ces organes doivent garantir la représentation de la société civile dans les processus de prise de décisions, de planification et de mise en œuvre ayant une incidence sur le secteur de la pêche artisanale, et également fournir des conseils et des recommandations stratégiques en matière de pêche artisanale à l'organe statutaire ou au ministère.

Les organes consultatifs devraient prévoir la participation des associations professionnelles locales, régionales et nationales concernées et d'autres organismes du secteur de la pêche représentant les artisans pêcheurs, comme le soulignent les Chapitres 3 et 5 des [Directives sur la pêche artisanale](#). Ils devraient être composés d'un représentant de chaque ministère ou autorité gouvernementale importante ayant des fonctions liées à la pêche artisanale ainsi que de représentants des parties prenantes (p.ex. les membres des communautés d'artisans pêcheurs et des peuples autochtones). Conformément au paragraphe 5.18 des [Directives sur la pêche artisanale](#), les questions de parité hommes-femmes doivent être prises en compte dans la constitution de ces organes et comités consultatifs. En particulier, des mesures spéciales devraient être adoptées pour assurer une participation équitable des femmes.

⁵⁰ Voir Art. 91.12. La législature de chaque province a compétence exclusive pour légiférer en matière ressources naturelles non renouvelables et de ressources forestières de la province.

⁵¹ Canada: Loi sur les pêches de 1985 (Canada) [Dernière modification le 28 août 2019].

⁵² Voir: Îles Salomon: *Provincial Government Act 1997*, ss. 30 and 31, *Schedule 3 et Fisheries Management Act 2015*, s.14

La législation devrait stipuler que ces organes consultatifs (et autres instances décisionnelles) sont tenus de respecter les principes de bonne gouvernance. Les dispositions fixent généralement la composition et les fonctions de ces organes. Dans de nombreux cas, ces organes peuvent convoquer des comités pour traiter d'aspects spécifiques liés au secteur. La représentation des agences gouvernementales et des parties prenantes du secteur de la pêche est prévue dans de nombreuses juridictions. Au Malawi (**encadré 14**), les artisans pêcheurs sont explicitement inclus dans les organes consultatifs nationaux traitant de la pêche. Cela présente l'avantage que les représentants de la société civile travaillent directement avec des membres de haut rang du gouvernement, et ont donc une plus grande possibilité de s'exprimer lors de la prise de décisions.

Encadré 14: Malawi: représentation des agences gouvernementales et des parties prenantes du secteur de la pêche

5. Conseil consultatif sur la pêche

- (1) En vertu de la présente Loi, il est établi un Conseil dénommé Conseil consultatif de la pêche (dans la présente Loi, autrement appelé «le Conseil») qui se compose de—
 - (a) un président nommé par le Ministre;
 - (b) un vice-président élu par les membres du conseil d'administration et en leur sein;
 - (c) les membres de droit suivants
 - (i) le Secrétaire Général chargé des ressources naturelles;
 - (ii) le Directeur;
 - (iii) le Secrétaire Général chargé des services à la communauté, ou son représentant désigné;
 - (iv) le Secrétaire Général chargé de l'agriculture, ou son représentant désigné;
 - (v) le Secrétaire Général chargé de la recherche et des affaires environnementales, ou son représentant désigné; et
 - (vi) le Secrétaire Général chargé de l'irrigation, ou son représentant désigné;
 - (d) trois membres choisis parmi les artisans pêcheurs commerciaux, désignés par leurs pairs et nommés par le Ministre;
 - (e) trois membres choisis parmi les agents de protection de la pêche, désignés par leurs pairs et nommés par le Ministre;
 - (f) un membre choisis parmi les grands pêcheurs commerciaux, désignés par leurs pairs et nommés par le Ministre;
 - (g) un membre choisi parmi les commerçants de poisson, désignés par leurs pairs et nommés par le Ministre; et
 - (h) trois membres désignés par le Ministre et choisis parmi le grand public, dont l'un doit être une personne compétente en matière de protection des consommateurs.
- (2) Lorsqu'il n'existe pas d'association représentant l'une des catégories de personnes mentionnées aux alinéas d), e), f) ou g) du paragraphe (1), les membres sont nommés par le Directeur après consultation appropriée des agents de protection des pêches, des pêcheurs ou des commerçants de poisson, selon le cas.

Source: Malawi: *Fisheries Conservation and Management Act 1997*, s.5

6.3 Dispositions institutionnelles coutumières ou autochtones

De nombreux États sont dotés de dispositions institutionnelles coutumières ou autochtones établies ou reconnues dans la législation relative à la pêche, qui peuvent être pertinentes pour le secteur de la pêche artisanale. Selon le contexte, les institutions coutumières ou autochtones peuvent avoir le pouvoir de prendre en charge une série de fonctions, y compris, mais sans s'y limiter:

- (i) la validation des droits de pêche coutumiers ou autochtones;
- (ii) la détermination des limites dans lesquelles ces droits peuvent être exercés;
- (iii) l'identification des titulaires de droits de pêche coutumiers ou autochtones;
- (iv) la supervision de la gestion des lieux de pêche coutumiers; ou
- (v) la réglementation de la pêche dans les zones soumises à des droits de pêche coutumiers ou autochtones.

Les principes directeurs des [Directives sur la pêche artisanale](#), conformément à la UNDRIP, appellent les États à «assurer une participation active, libre, efficace, utile, et en connaissance de cause des communautés d'artisans pêcheurs, y compris les peuples autochtones». Par exemple, la Commission des pêches autochtones des Fidji est chargée de désigner les titulaires de droits de pêche légitimes et héréditaires et de déterminer les limites dans lesquelles ces droits peuvent être exercés (**encadré 5**).

Le conseil de village (ou *Fono*) de Samoa est un autre exemple d'institution coutumière directement impliquée dans la réglementation de la pêche artisanale dans les zones de gestion villageoise des pêches⁵³. Le *Fono* peut également édicter des règlements de pêche en conformité avec la législation primaire en matière de pêche (**encadré 15**). Le contrôle du respect de ces règlements incombe aux comités villageois de gestion des pêches⁵⁴.

⁵³ Samoa: *Fisheries Management Act 2016*, s.19; et *Village Fono Act*.

⁵⁴ Samoa: *Fisheries Management Act 2016*, s.87.

Encadré 15. Samoa: disposition institutionnelle coutumière

86. Élaboration des règlements de pêche

(1) Un Fono villageois peut promulguer des règlements villageois en matière de pêche, en conformité avec la présente loi, dans le but de conserver, protéger, gérer, développer et maintenir la récolte de poissons dans la zone de gestion villageoise des pêches, incluant un ou plusieurs des points suivants:

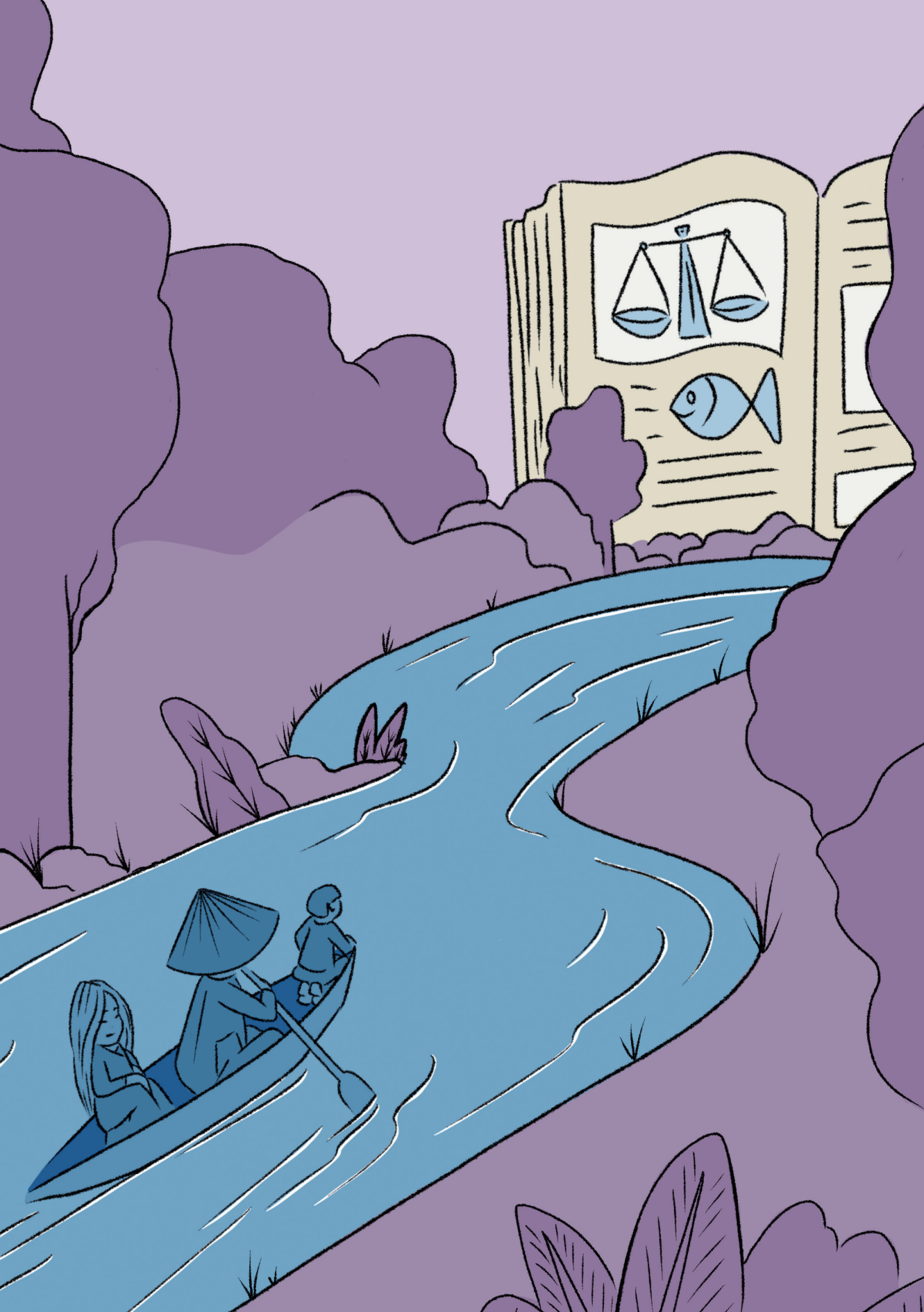
- (a) interdire la capture de certains types de poissons;
- b) interdire le recours à des méthodes de pêche destructrices ou dommageables;
- c) prévoir la fermeture périodique de la pêche dans certaines zones;
- d) limiter ou restreindre la taille des poissons pouvant être capturés ou pêchés;
- e) limiter la taille des mailles des filets de pêche;
- f) restreindre l'importation ou l'exportation de poisson;
- g) réglementer toute activité susceptible d'avoir des effets néfastes sur le milieu marin et les zones côtières de pêche;
- h) prévoir toute autre mesure nécessaire pour protéger les zones côtières de pêche.

(2) Les règlements en matière de pêche doivent être:

- (a) être élaborés conformément aux directives émises en vertu de l'article 6; et
- b) être approuvés par le Procureur général; et
- c) être approuvés par le Cabinet; et
- d) être signés par le Directeur exécutif du Ministère chargé de la pêche; et
- e) être publiés dans le Savali après leur signature; et
- f) entrés en vigueur à compter du quatorzième jour suivant leur première publication dans le Savali; et
- g) être distribués (copies des règlements) aux parties prenantes, y compris les communautés villageoises voisines, par le Directeur exécutif du Ministère chargé de la pêche.

87. Suivi des règlements - Le comité villageois de gestion de la pêche est chargé du suivi des règlements villageois en matière de pêche.

Source: Samoa: *Fisheries Management Act 2016*, s.86 et s.87



7. DROITS FONCIERS ET DROITS D'ACCÈS EN MATIÈRE DE PÊCHE

7.1 Importance des droits fonciers et des droits d'accès pour la pêche artisanale

L'accès aux ressources halieutiques et aux zones de pêche est indispensable à la subsistance des communautés d'artisans pêcheurs, et est un élément essentiel pour l'existence d'une activité de pêche. De nombreux artisans pêcheurs, travailleurs du secteur de la pêche et communautés de pêcheurs ne jouissent pas de droits d'accès sécurisés aux ressources dont ils dépendent, et par conséquent, ils ne disposent pas d'outils juridiques solides pour les défendre. Le présent chapitre fait référence au chapitre 5 des [Directives sur la pêche artisanale](#) portant sur la gouvernance responsable des régimes fonciers, et complète la partie V du Chapitre 4.3 du présent Guide législatif.

Les États doivent faciliter, garantir et sécuriser les droits fonciers et d'accès aux ressources halieutiques, incluant les biens communs, dans leur législation nationale. L'accès aux biens communs n'est pas mentionné en tant que tel dans les [Directives sur la pêche artisanale](#); cependant, celles-ci stipulent paragraphe 5.6) que: «Les États se doivent, s'il y a lieu, de reconnaître et protéger les ressources publiques qui font l'objet d'une utilisation et d'une gestion collectives, en particulier de la part de communautés d'artisans pêcheurs.»

Le droit d'accès aux ressources halieutiques doit comprendre l'accès aux terres adjacentes. Sans un accès sécurisé à la terre (par ex. la terre par laquelle on peut accéder aux zones de pêche; sur laquelle les bateaux, les filets et autres engins peuvent être stationnés; et sur laquelle des activités vitales après capture telles que le nettoyage peuvent être effectuées) le droit d'accès à ces ressources perd son sens. De plus, les droits fonciers des pêcheurs peuvent être facilement compromis par la croissance des secteurs compétitifs dans la région. Les droits fonciers, dans le contexte de la pêche artisanale, représentent une combinaison de droits couvrant à la fois la terre et l'eau (FAO, 2014).

Le niveau de prescription en matière de régimes fonciers et de droits d'accès dépend, entre autres, des caractéristiques des pêches et des droits reconnus aux artisans pêcheurs, qu'ils pratiquent une pêche de subsistance, familiale, commerciale à petite échelle ou autre.

Conformément à ce qui précède, les [Directives sur la pêche artisanale](#) (paragraphe 5.1) stipulent que «les communautés d'artisans pêcheurs doivent bénéficier de la sécurité de jouissance de droits fonciers sur les ressources sur lesquelles reposent essentiellement leur bien-être social et culturel, leurs moyens d'existence et leur développement durable». Les Directives stipulent également que les États doivent adopter «des mesures visant à favoriser l'accès équitable des communautés d'artisans pêcheurs aux ressources halieutiques» (paragraphe 5.8). Ceci est soutenu par le CCPR, qui (dans son article 10.1.3) demande aux États de «mettre en place, le cas échéant, des cadres institutionnels et juridiques en vue de déterminer les utilisations possibles des ressources côtières et régir l'accès à ces ressources, en tenant compte des droits des communautés côtières de pêcheurs...».

En outre, la cible ODD 14.b est centrée sur l'accès aux ressources et aux marchés pour les artisans pêcheurs, conformément au document final de Rio+20 qui établit que la garantie d'un accès sûr nécessite un environnement favorable qui reconnaisse et protège les droits de pêche artisanale.

Il est important de noter que les droits fonciers et les droits d'accès n'impliquent pas nécessairement la privatisation des ressources en vertu de droits fonciers individuels, mais devraient inclure des options relatives aux biens communs et aux arrangements communautaires (FAO, 2013a).

Les droits fonciers et les droits d'accès peuvent être détenus par des individus, des groupes d'individus ou des communautés qui satisfont aux conditions requises pour être considérés comme des artisans pêcheurs, dans le contexte national, en tenant compte de groupes spécifiques tels que les titulaires de droits de pêche coutumiers ou autochtones.

Encadré 16. Définir le foncier et les biens communs

Foncier: Les systèmes fonciers définissent et réglementent la façon dont les personnes, les individus, les communautés et les autres acteurs accèdent aux ressources naturelles, à travers des procédures juridiques formelles ou des arrangements informels. La réglementation foncière détermine qui peut utiliser ces ressources, pendant quelle durée et sous quelles conditions. Les systèmes fonciers peuvent être basés sur des politiques, des règles ou des lois écrites comme sur des pratiques et des traditions non écrites.

Biens communs: Le terme «biens communs» signifie qu'un groupe de personnes (souvent entendu comme «communauté») utilise et gère de manière collective les ressources naturelles telles que les terres, les pêches, les forêts et les étendues d'eau comme des biens communs. Les membres du groupe, appelés titulaires de droits, peuvent détenir des faisceaux de droits différents, multiples et flexibles sur la ressource commune. Ils peuvent également détenir des droits de propriété collective sur la ressource commune.

Source: FAO. 2016. *La gouvernance foncière des biens communs: Guide technique pour promouvoir la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*. Rome (également disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/b-i6381f.pdf>).

Encadré 17. Droits fonciers dans le secteur de la pêche

Le régime foncier applicables aux pêches - comme à d'autres secteurs des ressources naturelles - fait référence à la manière dont les relations entre les personnes sont définies et négociées dans le contexte de l'utilisation des ressources halieutiques et connexes. Le régime foncier définit qui est considéré comme un usager et, par conséquent, qui a un droit légitime sur une ressource et qui n'en a pas. La gouvernance foncière traite ensuite de la manière dont les droits fonciers sont attribués, modifiés (légalisés, transférés, etc.) et administrés.

Alors que les droits fonciers formels sont généralement encore un concept en développement dans le secteur de la pêche, les communautés de pêcheurs ont depuis longtemps développé des systèmes fonciers coutumiers et traditionnels (Cordell, 1989). Ces systèmes ont eu tendance à prendre la forme de droits (de pêcher) dans certaines zones (à savoir des droits d'accès ou d'utilisation de l'espace) et se sont souvent révélés être en conjonction avec les régimes fonciers applicables aux terres. Dans de nombreux endroits, par exemple dans les petits États insulaires d'Océanie, les ressources naturelles et l'espace qu'elles occupent n'ont traditionnellement pas été divisées en deux composantes différentes, à savoir la terre et l'eau (Aswani, 2005).

Au contraire, la nature - incluant les êtres humains et la société - a été considérée de manière holistique, les communautés disposant d'un espace de ressources multifonctionnelles comme base de leurs moyens d'existence (Ruddle, 1988).

Par conséquent, les régimes fonciers applicables aux pêches ne peuvent pas être considérés de manière isolée, mais doivent être envisagés en relation avec le contexte plus large des terres et des moyens d'existence (FAO, 2011).

Les VGGT fournissent des orientations concernant les droits fonciers, et le Chapitre 5 des Directives sur la pêche artisanale s'inspire largement de ces dispositions.

7.2 Accès préférentiel pour la pêche artisanale

L'octroi d'un accès préférentiel aux eaux nationales pour le secteur de la pêche artisanale est inscrit dans la CCPR, qui prévoit que les États doivent garantir les droits des artisans pêcheurs «à des conditions de vie sûres et justes ainsi que, le cas échéant, à un accès préférentiel à des fonds de pêche traditionnels et aux ressources se trouvant dans les eaux relevant de la juridiction nationale» (article 6.18). Se fondant sur ce principe, les [Directives sur la pêche artisanale](#) indiquent que les États devraient envisager «la mise en place de mesures spécifiques en faveur des artisans pêcheurs, entre autres la création et la protection effective de zones de pêche exclusives pour la pêche artisanale. Celle-ci doit faire l'objet de toute l'attention nécessaire préalablement à la conclusion d'un quelconque accord sur l'accès aux ressources avec des pays tiers et des tierces parties» (paragraphe 5.7).

L'accès préférentiel pour les pêches artisanales peut prendre la forme d'un accès exclusif aux artisans pêcheurs, ou être qualifié en restreignant ou en interdisant l'accès à d'autres personnes ou groupes de personnes. Un accès restreint ou interdit à une zone de pêche artisanale spécifique peut limiter ou interdire un certain nombre de personnes ou de groupes de personnes, de navires ou d'engins de pêche dans une zone spécifique. Généralement, la législation identifie les zones dans lesquelles des activités de pêche artisanale peuvent être exercées et définit les conditions d'accès.

La réglementation sud-africaine en matière de pêche artisanale⁵⁵, par exemple, pose les bases de la délimitation de zones de pêche exclusives pour les artisans pêcheurs, et limite ou interdit d'autres activités telles que celles des grandes entreprises de pêche commerciale (**encadré 18**).

Encadré 18. Réglementation encadrant le secteur de la pêche artisanale en Afrique du Sud

Zones de pêche artisanale

- 5 (1) Afin de faciliter l'établissement de zones dans lesquelles les artisans pêcheurs peuvent pratiquer la pêche, le Département doit instaurer une procédure pour engager et consulter la communauté des artisans pêcheurs en proposant des zones délimitées qui peuvent être établies comme zones dans lesquelles les artisans pêcheurs peuvent pratiquer la pêche..
- (2) Aux fins du paragraphe (1), la délimitation des zones doit –
 - (a) se faire de manière à réduire les conflits entre les communautés d'artisans pêcheurs; et
 - (b) tenir compte de la mobilité de chaque espèce dans le panier d'espèces attribué, les espèces sessiles nécessitant des zones de pêche plus petites tandis que les espèces nomades et migratrices nécessitent des zones plus grandes.
- (3) Si d'autres activités se révèlent avoir un impact grave sur les activités de pêche des artisans pêcheurs, le Département doit, par le biais de son journal officiel (Gazette), établir des zones d'exclusion qui peuvent soit réglementer soit interdire ces activités dans cette zone.

Source: Afrique du Sud: *Marine living resources act, 1998 (ACT No.18)- Regulations relating to small scale fishing*. Disponible en anglais à l'adresse suivante: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/saf155134.pdf>

L'étendue des droits d'accès accordés aux artisans pêcheurs varie d'un État à l'autre, comme l'illustrent les exemples ci-dessous:

- Au Chili, les artisans pêcheurs ont des droits exclusifs pour l'exploitation des ressources hydrobiologiques, à condition qu'ils soient inscrits au Registre national des artisans pêcheurs⁵⁶. Les zones réservées à la pratique de la pêche artisanale sont celles situées à moins de 5 milles nautiques des lignes de base ainsi que les eaux intérieures du Chili, la zone située à moins de 1 mille nautique des lignes de base étant réservée aux activités de pêche avec des bateaux de 12 m ou plus dans certaines périodes temporaires autorisées. Des dispositions sont également prévues pour étendre la zone dans le cas de pêcheurs artisanaux opérant dans plus d'une région lorsqu'ils se consacrent à la capture d'espèces de poissons démersaux de haute mer et de grands migrants⁵⁷.

⁵⁵ Afrique du Sud: *Regulations relating to Small-Scale Fishing*, No. 229. 8 March 2016.

⁵⁶ Chili: *Ley n.18.892/89, Ley general de pesca y acuicultura et Decreto 635/92*.

⁵⁷ Chili: *Decreto n° 430/91, art. 47, art. 47bis, art. 50*.

- La Loi ghanéenne portant sur les pêches (Ghana Fisheries Act) de 2002 prévoit l'établissement d'une zone côtière réservée à l'usage exclusif des petits bateaux semi-industriels, des canoës et des bateaux de pêche sportive (*Inshore Exclusive Zone*)⁵⁸. Cette zone est décrite comme «les eaux côtières entre le littoral et les isobathes de 30 mètres ou la limite de 6 miles nautiques au large des côtes, selon ce qui est le plus éloigné»⁵⁹ (voir encadré 19)⁶⁰.

Encadré 19. Zone côtière exclusive du Ghana

Établissement de zones et interdiction de pêcher à l'intérieur des zones

81. (1) La zone aquatique spécifiée dans les Annexes de la présente Loi est déclarée comme Zone côtière exclusive (inshore exclusive zone - IEZ) du Ghana.
- (2) La IEZ est réservée à l'usage exclusif des petits navires semi-industriels (SIV), canoës et embarcations de pêche récréative.
- (3) Il est interdit d'utiliser de grands navires semi-industriels ou de pratiquer la pêche industrielle à l'intérieur de la IEZ.
- (4) Nul ne peut utiliser un bateau de support de canoë pour pêcher dans la IEZ.
- (5) Le remorquage est interdit dans la zone de 30 mètres de fond ou à toute profondeur prescrite par le règlement.
- (6) Nonobstant toute disposition du présent article, la Commission peut, aux périodes qu'elle juge appropriées, autoriser de grands navires semi-industriels à entrer dans la IEZ pour la capture de céphalopodes.

Source: Ghana: *Fisheries Act 2002*, ss. 81 et s.51.

- L'accès aux eaux intérieures et à la mer territoriale (12 milles nautiques) de la Guinée-Bissau est autorisé pour la pratique de la pêche artisanale sous certaines conditions:
 - (i) dans les eaux continentales, pour les navires artisanaux propulsés par des pagaies, des voiles ou dotés de moteurs dont la puissance est \leq à 15 chevaux;
 - (ii) dans les eaux maritimes intérieures, pour les navires équipés de moteurs dont la puissance est \leq à 40 chevaux; et
 - (iii) dans la mer territoriale, pour tous les navires dont la puissance du moteur est \leq à 60 chevaux⁶¹.
- Au Honduras, le droit d'accès à la pratique de la pêche artisanale est prévu dans un rayon de 3 miles nautiques des lignes de base. Il existe des zones autorisées (dans les 12 miles nautiques de la mer territoriale, dans le golfe de Fonseca et dans les eaux continentales) pour la capture d'espèces par des pêcheurs artisanaux titulaires d'une licence appropriée⁶².

⁵⁸ L'article 81(3) de la Loi sur les pêches (Fisheries Act 2002, s. 81(3)), prévoit que les grands navires semi-industriels ou les navires de pêche industrielle sont interdits de pêche dans la zone côtière exclusive.

⁵⁹ Ghana: *Fisheries Act 2002*, s. 81(1) and Schedule

⁶⁰ Pour les zones de pêche exclusives, voir également:

République du Congo: Arrêté No. 6 du 23 janvier 2014 portant interdiction aux navires de pêche et autres embarcations l'exercice de la pêche maritime dans la zone de navigation réservée à la pêche artisanale et à l'aquaculture, et Loi No. 2-2000 portant organisation de la pêche maritime en République du Congo, Art. 10 et,

Timor-Leste: *Decree-Law n° 6/2004*, Arts. 45 et 88 (disponible sur <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/tim63488E.pdf>).

⁶¹ Guinée-Bissau: *Decreto-Lei n.10/2011*, art. 24; *Decreto n.24/2011*, Arts. 8 y 13.

⁶² Honduras: *Acuerdo N°1098-2001*, Reglamento (art. 6, art. 10), *Decreto 172/99* (art. 2).

- Au Nicaragua, les zones réservées sont constituées:
 - (i) des eaux intérieures et de la zone située à moins de 3 milles nautiques mesurés à partir de la ligne de marée basse le long de la côte du Pacifique et de la mer des Caraïbes;
 - (ii) des régions autonomes, qui ont des droits exclusifs pour la pêche communale et artisanale dans les 3 miles adjacents au littoral et dans les 25 miles autour des cayes et des îles adjacentes; et
 - (iii) du fleuve San Juan, où seule la pêche artisanale est autorisée et où la pêche industrielle est expressément interdite.⁶³
- Au Pérou, les droits préférentiels dont bénéficient les communautés paysannes et autochtones pour l'utilisation durable des ressources naturelles de leurs terres sont inscrits dans la législation du pays⁶⁴. En outre, la législation prévoit une zone réservée à la pêche artisanale et à la pêche à petite échelle située dans un rayon de 5 milles nautiques de la côte.⁶⁵
- Par ailleurs, les droits d'accès accordés aux artisans pêcheurs du Venezuela, en particulier aux femmes pêcheurs, sont particulièrement intéressants. L'encadré 20 présente un résumé de ces droits.

Encadré 20. Venezuela: droits d'accès des artisans pêcheurs

Le Décret 1408/14 du Venezuela établit des droits d'accès préférentiels et d'autres dispositions spécifiques pour les pêches artisanales, en mentionnant spécifiquement les femmes pêcheurs comme suit:

La législation vise à:

(i) protéger les campements et les communautés d'artisans pêcheurs et assurer l'amélioration de la qualité de vie des artisans pêcheurs; (ii) protéger les lieux de pêche des hommes et femmes pratiquant la pêche commerciale artisanale, dans les eaux continentales et à proximité de la ligne côtière maritime, ainsi que les zones traditionnelles de pêche commerciale artisanale; (iii) garantir aux artisans pêcheurs les pleines prestations sociales et l'accès à la sécurité sociale; et (iv) établir de véritables modalités de participation des artisans pêcheurs aux décisions prises par les autorités publiques concernant la pêche, l'aquaculture et les activités connexes (article 2, paragraphes 4, 5, 8 et 12).

⁶³ Nicaragua: *Ley 489/04, Arts. 79 et 82.*

⁶⁴ Pérou: *Ley N° 26821, art. 18.*

⁶⁵ Pérou: *Decreto Ley N° 25977/1992, art. 33; Decreto Supremo N°012-2001-PE, art. 63.*

Les pêcheurs et les femmes pratiquant la pêche artisanale et de subsistance, ainsi que leurs organisations, détiennent des droits exclusifs sur:

- l'exploitation de ressources hydrobiologiques spécifiques (*sardine, pepitona, ostra perla, guacuco, chipichipi, almeja, mejillón, ostra mangle*, etc);
- les ressources halieutiques disponibles jusqu'à 6 milles nautiques de la ligne côtière, ainsi que dans les rivières et autres écosystèmes aquatiques continentaux (article 36).

Les conseils communaux, les conseils de pêcheurs et d'autres organisations ont le droit de participer et de contrôler les activités de pêche et d'aquaculture ainsi que les activités connexes (article 79).

Source: Venezuela: *Decreto Ley N°1408/14- Ley de Pesca y Acuicultura*

7.3 Droits fonciers et droits d'accès coutumiers dans la législation

Les droits fonciers et les droits d'accès coutumiers devraient être formellement reconnus dans la législation afin que les titulaires de droits puissent bénéficier d'un accès protégé aux ressources, et soient en mesure de défendre ces droits en cas de concurrence avec d'autres usagers ou industries utilisant les ressources, tels que les projets d'infrastructure et de tourisme.

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) prévoient que «les États, conformément à leur législation, ... reconnaissent, respectent et protègent toutes les formes de droits fonciers légitimes, compte tenu, le cas échéant, des droits coutumiers dont jouissent les communautés d'artisans pêcheurs sur les ressources aquatiques et les terres et zones de pêche artisanale». Les Directives stipulent également que «les normes et usages locaux, ainsi que l'accès préférentiel, coutumier ou autre, des communautés d'artisans pêcheurs, y compris chez les peuples autochtones et les minorités ethniques, aux ressources halieutiques et aux terres, doivent être reconnus, respectés et protégés par des moyens conformes au droit international relatif aux droits de l'homme» (paragraphe 5.4).

En ce sens, outre les [Directives sur la pêche artisanale](#) et le CCPR, il existe d'autres instruments internationaux qui protègent les droits fonciers des communautés. Par exemple, la UNDRIP consacre les droits collectifs et individuels des peuples autochtones, en stipulant que «les peuples autochtones ont le droit aux terres, territoires et ressources qu'ils possèdent et occupent traditionnellement ou qu'ils ont utilisés ou acquis» (article 26.1) et que «les États accordent reconnaissance et protection juridiques à ces terres, territoires et ressources» (article 26.3). De plus, l'article 27 du ICCPR portant sur le droit à la culture des minorités ethniques, linguistiques et religieuses, et l'article 21 de la Convention américaine des droits de l'homme consacré au droit à la propriété, sont interprétés comme protégeant les droits fonciers coutumiers des peuples autochtones sur les ressources naturelles telles que les pêches. Cette attention particulière portée à la protection des droits fonciers et droits d'accès coutumiers est fortement liée aux principes fondamentaux des droits de l'homme et, par conséquent, correspond à la notion d'une approche fondée sur les droits de l'homme (HRBA) pour la réalisation des objectifs des [Directives sur la pêche artisanale](#) (FAO, 2017b).

Dans certaines législations, les droits coutumiers peuvent déjà être protégés par la législation sur les pêches ou une législation connexe, comme par exemple en Nouvelle-Zélande à travers la *Marine and Coastal Area (Takutai Moana) Act 2011* (Loi sur les zones marines et côtières) (**encadré 21**) et dans les îles Salomon à travers la *Fisheries Management Act 2015* (Loi sur la gestion des pêches) (**encadré 22**); dans d'autres États, cette reconnaissance fait encore défaut.

Encadré 21. Nouvelle-Zélande: droits coutumiers

droit coutumier protégé désigne une activité, une utilisation ou une pratique —

- (a) établie par un groupe demandeur conformément à la partie 3, sous-partie 2, et
- (b) reconnue par
 - (i) une ordonnance de protection des droits coutumiers; ou
 - (ii) un accord

zone de droits coutumiers protégés: la partie de la zone maritime et côtière commune où s'applique un décret ou un accord sur les droits coutumiers protégés

groupe de droits coutumiers protégés -

- (a) désigne un groupe demandeur auquel s'applique un ordonnance de protection des droits coutumiers ou avec lequel un accord est conclu; et
- b) inclut un délégué ou un transféré du groupe si la délégation ou le transfert est effectué conformément *autikanga* (concept Māoridésignant les règles traditionnelles, la coutume, la culture, etc.).

Note: Voir également Nouvelle-Zélande: *Fisheries Act 1996* No. 88, s.2.

Source: Nouvelle-Zélande: *Marine and Coastal Area (Takutai Moana) Act 2011*, s. 9.

Encadré 22. Îles Salomon: droits coutumiers

«Zone de droits coutumiers» les zones situées à l'intérieur des eaux territoriales des Îles Salomon que les communautés autochtones des Îles Salomon possèdent, utilisent ou occupent selon l'usage coutumier en vigueur.

«Droits coutumiers» désigne les droits que les communautés autochtones des îles Salomon établissent concernant les zones coutumières situées dans les eaux de pêche en vertu de leur utilisation historique et de leur lien avec ces zones en vertu de la reconnaissance de ces droits par les chefs traditionnels.

«Titulaire de droits coutumiers» par rapport à toute zone située dans les eaux territoriales de pêche des Îles Salomon, désigne la ou les personnes qui peuvent être autorisées, en vertu du droit coutumier, à donner en tant que titulaires de droits de pêche coutumiers l'autorisation de pêcher.

Source: Îles Salomon: *Fisheries Management Act 2015*, s.2.

Aux Fidji, les titulaires de droits coutumiers disposent de droits de jouissance préférentiels lorsqu'ils pratiquent la pêche non commerciale à l'intérieur des zones de pêche coutumières⁶⁶. Toutefois, si un titulaire de droits coutumiers se livre à la pêche commerciale, que ce soit dans les zones de pêche coutumières où il est enregistré ou ailleurs, il doit obligatoirement posséder une licence.

⁶⁶ Fidji: *Fisheries Act, Cap. 158*

7.4 Exigences en matière d'octroi de licences et d'enregistrement des droits

Les VGGT appellent les États à «mettre en place des systèmes (enregistrement foncier, cadastre ou permis, par exemple) permettant d'inventorier les droits fonciers individuels et collectifs dans le but d'améliorer la sécurité des droits fonciers... Ces systèmes devraient permettre d'enregistrer, d'archiver et de rendre publics les droits fonciers et les devoirs qui y sont associés, y comprises détenteurs de ces droits et devoirs, ainsi que les parcelles et exploitations(terres, pêches ou forêts) auxquelles ces droits et ces devoirs se rattachent»⁶⁷.

Il est important que les titulaires de droits individuels et communautaires soient en mesure de défendre ces droits sur le plan juridique. Par conséquent, les droits doivent être clairement enregistrés et des licences doivent être octroyées. Il est aussi généralement important pour la gestion des pêches de disposer d'informations concernant le nombre de titulaires de droits, les types de droits qu'ils détiennent et les quantités pêchées. Ces informations constituent la base des décisions en matière de gestion (FAO, 2013b).

Les obligations en matière d'enregistrement des droits et d'octroi de licences ne doivent pas être trop onéreuses ou contraignantes et doivent être fondées sur une évaluation de l'impact des activités de pêche sur les stocks de poissons et l'écosystème. Pour les activités de pêche menées à un niveau plus structuré et hautement commercial (industriel et semi-industriel), l'enregistrement et la délivrance de permis sont nécessaires en tant que mécanisme de contrôle. Pour les activités de pêche menées à un niveau de subsistance ou à un niveau de commercialisation faible (consommation des ménages ou troc), l'octroi de licences n'est peut-être pas l'outil de régulation le plus efficace car l'activité est minimale, et son impact potentiel sur les stocks de poissons est faible. Toutefois, un État peut envisager d'instituer une forme de réglementation de base ciblant les méthodes de pêche. Cela peut s'avérer nécessaire pour garantir que les pêcheurs de subsistance ne pratiquent pas une pêche illicite au moyen de méthodes interdites.

Les exigences et les procédures en matière d'octroi de licences pour la pêche artisanale et les activités connexes doivent être efficaces, transparentes et accompagnées d'une administration clairement définie, qu'elle soit centralisée ou décentralisée, afin de permettre la coordination de leur gestion. Elles devraient prendre en compte les différences entre les artisans pêcheurs, leurs intérêts et les éventuelles opportunités dont ils pourraient bénéficier. Ces avantages consistent notamment en la reconnaissance formelle de leurs activités professionnelles leur permettant d'obtenir un revenu juste et adéquat, et en des investissements dans de meilleures infrastructures et de meilleurs services pour le secteur. Les exigences doivent également être suffisamment souples pour mettre en œuvre les décisions de gestion de manière rapide et réactive. En outre, elles devraient être larges en termes de zone d'application afin de couvrir les petits bateaux de pêche qui peuvent pêcher au-delà des eaux relevant de la juridiction de leur État. Les gestionnaires du secteur doivent rendre les outils normatifs accessibles aux artisans pêcheurs afin d'assurer une réglementation efficace. À défaut de dispositifs normatifs facilement accessibles couvrant l'ensemble des zones géographiques et adaptés aux besoins linguistiques ou au niveau d'alphabétisation des populations ciblées, le cadre réglementaire sera poreux et inefficace, ce qui réduira le niveau de respect des normes établies.

⁶⁷ VGGT, par. 17.1 (Enregistrement des droits fonciers).

Cette section complète la **partie V** du [Chapitre 4.3](#).

Il est évident que dans de nombreux États, l'obtention d'une licence pour les artisans pêcheurs est une condition préalable à la pêche. Les exigences requises au Ghana pour l'obtention d'une licence pour les embarcations en sont un exemple typique (**encadré 23**).

Encadré 23. Ghana: exigences en matière de licences

Licence pour les embarcations et conditions d'obtention de la licence

52. (1) Nul ne peut utiliser une embarcation pour pêcher dans les zones de pêche à moins qu'une licence à des fins de pêche n'ait été délivrée pour l'embarcation.

(2) Une licence de pêche pour l'embarcation ne peut être délivrée que si l'embarcation:

(a) est la propriété d'un citoyen du Ghana, d'une société ou d'un partenaire enregistré au Ghana conformément à la loi en vigueur et dont les actions sont détenues par un citoyen ghanéen;

(b) a été enregistrée auprès de la Commission par l'intermédiaire de l'assemblée de District de la zone où elle doit être utilisée; et

(c) arbore les marques d'identité qui lui sont attribuées par la Commission.

(3) Toute personne qui agit en violation de l'une des dispositions du paragraphe (1) commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende comprise entre 25 et 500 unités d'amende; l'embarcation ou l'engin utilisé lors de la commission de l'infraction est, après déclaration de culpabilité, confisqué(e) au profit de l'État.

Note: Le terme «embarcation» est défini comme tout bateau en bois, creusé ou fabriqué qui est propulsé au moyen de voiles, de rames, de pagaies, de perches, d'un moteur hors-bord ou d'une combinaison de ces éléments.

Source: Ghana: *Fisheries Act 2002*, s. 52.

En matière d'enregistrement, le Chili et l'Argentine ont tous deux mis en place un système d'inscription obligatoire des pêcheurs artisanaux au Registre national de la pêche artisanale. Dans le cas du Brésil, l'inscription doit être faite dans le Registre général des pêches, sauf pour les communautés indigènes qui exercent des activités de pêche de subsistance et les pêcheurs qui pratiquent des activités de pêche exclusivement pour la consommation du ménage⁶⁸.

⁶⁸ Brésil: *Decreto N° 8.425, de 31 de Março de 2015* (Executive Decree No. 8.425 of 2015, regulating Arts. 24 and 25 of Law No. 11.959, Art. 3) «Les personnes physiques ou morales, nationales ou étrangères, et les propriétaires ou responsables de navires de pêche doivent demander au Ministère de la pêche et de l'aquaculture l'inscription au RGP dans l'une des catégories prévues à l'Art. 2 et l'octroi d'une autorisation, d'une permission ou d'une licence pour exercer une activité de pêche au Brésil.

Paragraphe unique. Sont dispensés de l'inscription mentionnée dans le caput:

I - les pêcheurs de subsistance et les pêcheurs qui pratiquent la pêche à des fins non lucratives de consommation domestique ou de troc et qui utilisent des équipements prévus par une législation spécifique;

II - les pêcheurs amateurs et les pêcheurs sportifs utilisant une ligne à main ou une canne à pêche simple; et,

III - Les autochtones et les Indiens qui pratiquent l'activité de pêche à des fins de subsistance».

8. GESTION, CONSERVATION ET DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE ARTISANALE

8.1 Principes régissant la gestion de la pêche artisanale

Les principes spécifiques qui régissent la gestion des pêches sont importants, tels que la participation des artisans pêcheurs et des communautés de pêcheurs au développement, à la conservation et à la gestion des pêches artisanales. Le CCPR prévoit que «...Conformément aux procédures appropriées, lors de la prise de décision relative à l'élaboration des lois et des orientations de politiques concernant l'aménagement et le développement des pêcheries, ainsi que l'assistance et les prêts internationaux, les États devraient faciliter la consultation et la participation effective de l'industrie, des travailleurs du secteur, des organisations environnementales et autres organisations intéressées» (Article 6, § 6.13).

La législation devrait prévoir une gestion participative impliquant divers degrés de décentralisation des fonctions de l'État et l'introduction d'un système de gestion basé sur les droits, adapté à la pêche artisanale et aux situations locales. Les [Directives sur la pêche artisanale](#) encouragent l'implication de tous les acteurs du secteur de la pêche artisanale, hommes et femmes, tout au long de la chaîne de valeur, afin que toutes les personnes concernées puissent participer et coopérer à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans et des accords de cogestion. Ces dispositions complètent le CCPR qui fournit des directives générales en matière de gestion, de conservation et de développement des pêches. Il stipule également que «...Le droit de pêcher implique l'obligation de le faire de manière responsable afin d'assurer effectivement la conservation et la gestion des ressources bio-aquatiques».⁶⁹

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) contiennent également des dispositions visant à soutenir la gestion durable des ressources, encourageant «les États et tous les intervenants participant à la gestion des pêches adoptent des mesures permettant d'assurer la conservation à long terme des ressources halieutiques et leur exploitation durable et d'asseoir la production vivrière sur des bases écologiques» (paragraphes 5.13 et 5.14).

Dans une perspective HRBA, la participation et la consultation des citoyens sont particulièrement importantes car elles permettent d'intégrer les intérêts, les valeurs et les connaissances du secteur de la pêche artisanale, des intervenants du secteur et des communautés d'artisans pêcheurs dans le développement, la conservation et la gestion des ressources. Les [Directives sur la pêche artisanale](#) indiquent que «Toutes les parties doivent en principe veiller à ce que les savoirs, la culture, les traditions et les usages des communautés d'artisans pêcheurs, y compris des peuples autochtones, soient reconnus et, selon qu'il conviendra, appuyés, et qu'ils soient pris en compte dans les processus de gouvernance locale responsable et de développement durable. Les connaissances spécifiques des

⁶⁹ CCPR, par. 6.1.

pêcheuses et des travailleuses de la pêche doivent être reconnues et soutenues. Il est nécessaire que les États enquêtent et établissent une documentation sur les techniques et les connaissances traditionnelles en matière de pêche afin d'évaluer leur éventuelle applicabilité à une conservation, une gestion et une mise en valeur durables des pêches» (paragraphe 11.6).

Bien qu'il existe de nombreux principes de développement, de conservation et de gestion qui s'appliquent à la pêche artisanale, ce guide législatif développe brièvement: l'approche écosystémique des pêches; les approches participatives, en particulier les initiatives de cogestion; l'approche de précaution; l'utilisation des meilleures données scientifiques disponibles; et la nécessité de processus transparents.

8.2 Approche écosystémique des pêches

L'approche écosystémique des pêches (AEP) «s'efforce d'équilibrer divers objectifs de la société en tenant compte des connaissances et des incertitudes relatives aux composantes biotiques, abiotiques et humaines des écosystèmes et de leurs interactions, et en appliquant à la pêche une approche intégrée dans des limites écologiques valables» (FAO, 2003). Cette approche implique, entre autres, l'évaluation des impacts de la pêche et d'autres facteurs sur les stocks visés ainsi que sur les espèces qui appartiennent au même écosystème que les stocks visés⁷⁰. Les mesures adoptées en matière de gestion d'espèces appartenant à un même écosystème ont pour objectif de garantir que le niveau de reproduction de ces espèces ne soit pas gravement menacé.

L'AEP est soutenue par divers instruments internationaux. Elle adhère aux principes convenus dans, entre autres, la Déclaration de Stockholm, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, la CDB, l'UNFSA, le CCPR et les [Directives sur la pêche artisanale](#).

Dans les [Directives sur la pêche artisanale](#), l'AEP est inscrite dans les principes directeurs (au paragraphe 3.1.11) comme l'essence d'une approche globale et intégrée, qui «incorpore(r) les notions d'intégralité et de durabilité de tous les éléments des écosystèmes – ainsi que les moyens d'existence des communautés d'artisans pêcheurs – et assure(r) une coordination intersectorielle compte tenu du fait que la pêche artisanale est étroitement liée à de nombreux autres secteurs, dont elle est tributaire».

Les États devraient s'efforcer d'intégrer l'AEP dans leur législation nationale, en reconnaissant son importance et en prévoyant des dispositions pour sa mise œuvre. Ces dispositions devraient inclure des mécanismes de participation des parties prenantes à la prise de décisions et des mécanismes de gestion des conflits ainsi que la définition claire et transparente des rôles et des responsabilités, notamment les prérogatives de gestion et de réglementation des autorités responsables.

Un cadre juridique devrait en outre prévoir la mise en place de plans de gestion AEP et désigner clairement les institutions chargées de leur mise en œuvre et de leur application. À cette fin, la législation devrait préciser: les entités décisionnelles aux différents niveaux de juridiction; la zone géographique couverte par la politique ou la législation; les parties prenantes; et les modalités de résolution des conflits institutionnels et juridictionnels (Cacaud et Consentino-Roush, 2016).

Les instruments juridiques existants doivent donc être évalués et adaptés lorsque cela est nécessaire et possible. La mise en œuvre et la pérennité effectives d'une AEP nécessitent non seulement une

⁷⁰ Voir UNFSA, art. 5(d) et (e); CCPR, para. 6.2.

législation appropriée en matière de pêche, mais bénéficieraient également de cadres juridiques adaptés dans d'autres secteurs. Il convient toutefois de noter que, puisque cette approche évolue le plus souvent sur base des pratiques en vigueur en matière de gestion des pêches, certaines réglementations et dispositions légales peuvent déjà être mises en place et n'ont pas besoin d'être remplacées, mais seulement adaptées en fonction des besoins⁷¹.

Les exemples suivants des Seychelles (**encadré 24**) et de Saint-Kitts-et-Nevis (**encadré 25**) montrent comment des États font référence à l'AEP dans leur législation.

Encadré 24. Seychelles: L'AEP dans la législation

«Approche écosystémique des pêches» signifie une approche qui équilibre divers objectifs de la société en tenant compte des connaissances et des incertitudes relatives aux composantes biotiques, abiotiques et humaines des écosystèmes et de leurs interactions, et en appliquant à la pêche une approche intégrée dans des limites écologiquement valables.

Source: Seychelles, *Fisheries Act No.20 of 2014*, s. 3.

Encadré 25. Saint-Kitts-et-Nevis: L'AEP dans la législation

(f) L'approche écosystémique doit être appliquée pour gérer et développer les pêches et pour promouvoir la préservation de l'environnement marin et aquatique en général.

Source: Saint-Kitts-et-Nevis, *Fisheries Aquaculture and Marine Resources Act 2016*, s.5(1)(f).

D'autres indications sur la manière d'intégrer l'AEP dans la législation relative aux pêches peuvent être tirées du Guide pratique pour légiférer en vue d'une approche écosystémique des pêches (Cacaud et Cosentino-Roussillon, 2016), qui présente les moyens de mettre en œuvre l'approche dans 17 composantes de la législation portant sur les pêches (**encadré 26**).

⁷¹ De plus amples informations concernant l'approche écosystémique des pêches sont disponibles dans: FAO. 2008. Directives techniques pour une pêche responsable, No. 4.

Encadré 26. Mise en œuvre d'une AEP dans la législation

Composante 1: les objectifs et les principes de la législation favorable à l'AEP devraient tenir compte des grands concepts clés de l'AEP.

Composante 2: dans la mesure du possible, la constitution des limites de gestion devrait être écologiquement valable et les mesures de gestion devraient être harmonisées à travers les frontières et les juridictions, localement, nationalement et internationalement, si cela est pertinent sur le plan écologique.

Composante 3: l'approche de précaution devrait être décrite.

Composante 4: les mécanismes de participation des parties prenantes et de transparence doivent être décrits.

Composante 5: des mécanismes de coopération, de coordination et d'intégration de l'approche, régissant les relations entre l'institution chargée de la gestion des pêches et les autres institutions concernées, devraient être établis.

Composante 6: les autorités, organismes et parties prenantes de niveau inférieur devraient être intégrés aux processus de gestion.

Composante 7: les mécanismes de gestion des conflits devraient être décrits.

Composante 8: des mécanismes de gestion intégrée des écosystèmes aquatiques devraient être établis.

Composante 9: les méthodes de contrôle des opérations de pêche, telles que le contrôle des prises/de la production, de l'effort/des intrants, des engins de pêche, spatial et temporel, devraient être décrites.

Composante 10: la conception, la mise en œuvre de plans de gestion halieutique (PGH), ainsi que leur suivi et leur révision devraient être obligatoires.

Composante 11: les mesures de suivi, contrôle, surveillance et coercition (SCSC) devraient être décrites.

Composante 12: les infractions, les sanctions et les procédures administratives et judiciaires en matière de pêche devraient être décrites.

Composante 13: les recherches en matière d'AEP devraient être encouragées et prévues.

Composante 14: les mécanismes de conservation et de restauration de l'habitat et de la biodiversité devraient être décrits.

Composante 15: les dépenses énergétiques, la pollution, l'introduction d'espèces et toute autre activité potentiellement nocive devraient être réglementées afin de limiter leurs impacts sur les écosystèmes côtiers et marins.

Composante 16: une exigence de production, de soumission et d'examen des notices d'impact sur l'environnement (NIE) ou des évaluations de l'impact sur l'environnement (EIE), pour ce qui concerne les activités potentiellement nocives, devrait être décrite.

Composante 17: le suivi et la révision périodiques des mesures de gestion devraient être obligatoires.

Source: Cacaud, P. et Cosentino-Roush, S. 2016. Un guide pratique pour légiférer en vue d'une approche écosystémique des pêches. in FAO, Projet EAF-Nansen, rapport n° 27. Rome, FAO.

8.3 Approches participatives: cogestion

La cogestion désigne un système de gestion des pêches dans lequel les responsabilités sont partagées entre les parties qui portent un intérêt aux ressources. Il s'agit d'un processus de prise de décisions participatif et collaboratif impliquant les pêcheurs et autres usagers des ressources, les agences gouvernementales à différents niveaux, ainsi que, éventuellement, les ONG et autres organisations de parties prenantes.

La cogestion ne suit pas une approche standardisée, mais consiste plutôt en une série d'arrangements, de niveaux de partage des responsabilités et d'autorité, et de dispositifs d'intégration des mécanismes de gestion locaux et des systèmes gouvernementaux plus formalisés.

Cette pratique est particulièrement importante dans le secteur de la pêche artisanale, pour lequel la capacité de gestion et la responsabilité locales, combinées aux cadres juridiques formels et aux systèmes de prise de décision, peuvent offrir des avantages particuliers. Elle s'appuie sur la notion d'AEP mais favorise une participation encore plus importante de la communauté en termes de prises de décision. Toutefois, son potentiel dépend de l'environnement politique et juridique existant, du soutien local et national aux initiatives communautaires et des capacités des différents partenaires⁷².

L'application d'une HRBA dans le cadre de la cogestion doit être considérée comme un moyen de concilier des intérêts divergents et de permettre une participation significative et efficace des communautés d'artisans pêcheurs, tout en tenant compte des systèmes traditionnels dans les accords de cogestion et en accordant une attention particulière aux questions liées à la représentation équilibrée entre hommes et femmes, à la transparence et à la responsabilité dans le processus décisionnel.

Dans ce contexte, les [Directives sur la pêche artisanale](#) indiquent explicitement que les gouvernements devraient impliquer les communautés d'artisans pêcheurs dans la conception, la planification et, la mise en œuvre de mesures de gestion des ressources et que «les systèmes de gestion participative, comme la cogestion, doivent être encouragés dans le cadre de la législation nationale» (paragraphe 5.15). «Les États sont censés veiller à ce que les rôles et les responsabilités respectifs des intervenants et des parties concernées dans le contexte des accords de cogestion soient clairement définis et arrêtés en commun dans le cadre d'un processus participatif et assis sur des fondements juridiques» (paragraphe 5.17). Elles soulignent en outre que «il appartient aux États et aux parties prenantes du secteur de la pêche artisanale d'encourager la participation de tous les acteurs, hommes et femmes, et de les soutenir dans l'exercice de leur rôle, ... dans le contexte de la gestion...» (paragraphe 5.18).

Dans une perspective purement axée sur les pêches, la cogestion s'est avérée efficace en matière de promotion de l'égalité entre les sexes, des droits de l'homme et du bien-être subjectif au sein du secteur de la pêche. Elle est probablement plus efficace pour atteindre les objectifs fixés dans les [Directives sur la pêche artisanale](#) lorsqu'elle s'accompagne de changements structurels importants dans la législation et d'efforts pour améliorer la cohérence dans toutes les zones de juridiction (FAO, 2019).

Pour que les accords de cogestion soient opérants, et notamment par le biais de la législation, le rôle des États dans la mise en place de la base juridique de ces accords est crucial. Les États doivent définir les droits fonciers et les droits d'accès (voir le [Chapitre 7](#) ci-dessus), établir des cadres politiques et juridiques appropriés et faire participer pleinement les communautés à ce processus.

⁷² FAO. Site web institutionnel. In: Division des pêches, Pêche artisanale - Co-management <http://www.fao.org/fishery/topic/16625/fr>

Bien qu'aucune Loi fondamentale (Constitution) ne traite de la cogestion des pêches en tant que telle, il convient de déterminer si celle-ci permet la mise en place d'une gestion participative, que ce soit explicitement ou par implication nécessaire. Si la Loi fondamentale ou la Constitution stipule que certains éléments de la cogestion ne sont pas possibles, alors la cogestion au sens le plus large du terme peut être entravée.

Les dispositions concernant la décentralisation sont essentielles à la réussite des initiatives de cogestion. La mise en place d'institutions décentralisées est souvent prévue directement dans la Constitution d'un État ou dans la législation nationale relative à la décentralisation.

Lorsque la décentralisation ou la délégation des pouvoirs sont prévues par la législation, il faut vérifier dans quelle mesure la cogestion est facilitée par les institutions de décentralisation telles que les gouvernements/conseils régionaux, provinciaux ou locaux, et comment ces institutions s'intègrent et entretiennent des relations avec les structures décentralisées de gestion des pêches.

Bien souvent, les dispositions relatives à la décentralisation, ou à la délégation des pouvoirs, ne se trouvent pas dans la législation sur les pêches, mais bien dans d'autres législations portant sur les gouvernements locaux ou d'autres ressources naturelles. Par conséquent, des dispositions légales portant sur d'autres secteurs pourraient, selon les circonstances, être appliquées à la cogestion des pêches.

Cependant, une législation relative à la décentralisation non spécifique au secteur de la pêche détermine souvent la nature des pouvoirs à transférer aux autorités désignées (par exemple, provinces, districts, communes), mais uniquement en termes généraux. Il convient donc d'évaluer si une telle législation fait référence à la cogestion ou au secteur de la pêche. Le rôle des institutions décentralisées dans la cogestion est essentiel et doit donc être précisé et défini dans une législation spécialisée plutôt que dans une loi sur la décentralisation (Macfadyen, Cacaud et Kuemlangan, 2005).

L'exemple des Îles Salomon présenté ci-dessous illustre une délégation des pouvoirs (**encadré 27**).

Encadré 27: Îles Salomon: délégation des pouvoirs

Plan de gestion des pêches communautaires

18.

- (1) En dérogation à l'article 17(1)1, un Plan de gestion des pêches communautaires peut être établi pour les communautés par les détenteurs de droits coutumiers, ou en leur nom, pour une ou plusieurs zones de droits coutumiers en consultation avec le Directeur et l'Exécutif provincial, et peut prévoir sans limitation les questions énoncées dans le Deuxième programme.
- (2) Chaque Plan de gestion des pêches communautaires s'applique à une zone correspondant à la zone dans laquelle les droits coutumiers de la communauté concernée sont exercés et, en tout état de cause, ne doit pas s'étendre au-delà du bord extérieur du récif ou du récif frangeant et des eaux provinciales dans lesquelles ces droits sont exercés et ladite zone doit être clairement délimitée dans le Plan.
- (3) ...

- (4) Tout Plan de gestion des pêches communautaires doit être conforme aux Ordonnances provinciales, aux règlements et aux plans de gestion des pêches applicables aux eaux provinciales.
- (5) Tout Plan de gestion des pêches communautaires établi conformément au présent article doit être soumis simultanément à l'Exécutif provincial et au Directeur, pour examen et approbation respectifs.
- (6) En cas de commentaire ou d'objection de la part de l'Exécutif provincial ou du Directeur sur un projet de Plan de gestion des pêches communautaires-
 - a) l'Exécutif provincial ou le Directeur(selon le cas) notifie à la communauté concernée son commentaire ou son objection ...
 - b) l'Exécutif provincial est également tenu d'informer le Directeur...

mais si aucune notification n'a été faite, leurs approbations respectives sont réputées avoir été données.

1. 17. (1) Le Directeur peut demander à ce que soient préparés des Plans de gestion des pêches aux niveaux national, provincial et communautaire ou de toute activité de pêche dans les zones de pêche et doit procéder aux consultations prévues dans le Deuxième programme.

Source: Îles Salomon, *Fisheries Management Act (No. 2 of 2015)*, s.18.

Un autre élément clé en matière de cogestion est la participation de la communauté et des autres parties prenantes à l'élaboration de la législation relative aux pêches. Ce faisant, la législation est plus susceptible de favoriser les initiatives de cogestion, et lorsqu'elle a un effet direct sur la cogestion, elle est alors plus susceptible de répondre aux besoins et aux souhaits des différents partenaires impliqués dans la cogestion, et de jouir une certaine légitimité.

La législation nationale relative aux pêches devrait prévoir un cadre législatif large et flexible qui permette de choisir les modalités et les règles de cogestion et qui puisse être adapté aux circonstances locales. Un cadre législatif de cogestion souple doit permettre de procéder à des changements de politique, et devrait de préférence prévoir une loi-cadre permettant de définir des mécanismes détaillés contenus dans des réglementations pouvant être facilement modifiées si nécessaire.

La législation en matière de cogestion doit encourager la mise en place des comités de gestion des pêches, leur conférer des pouvoirs et stipuler que leurs membres doivent être des représentants des pêcheurs, des organisations sociales, des organisations de pêche et des gouvernements locaux (FAO, 2016).

Les modalités d'application de la gestion sont propres à chaque site. Par conséquent, toute législation visant à instituer un système de cogestion doit être de préférence une loi-cadre. Cette législation doit essentiellement permettre la pratique de la cogestion par le biais de dispositions qui garantissent la sécurité, l'exclusivité et la permanence des droits susceptibles d'être attribués. Toutefois, le cadre juridique doit également, au minimum, garantir que des pouvoirs sont conférés ou que des entités sont désignées pour invoquer la cogestion en cas de nécessité.

Il convient de noter qu'un système de gestion peut évoluer indépendamment des dispositions de jure correspondantes, qui sont un droit de pêche légalement consacré. Cependant, il est probable que ce système sera plus efficace si la communauté ou le groupe de cogestion dispose à terme de droits exclusifs légalement protégés.

La législation des Seychelles définit le terme «accord de gestion» comme «un accord de partenariat dans lequel le gouvernement, les usagers locaux des ressources (pêcheurs), les organisations, y compris les ONG, et d'autres parties prenantes du secteur de la pêche et des ressources marines, y compris les opérateurs touristiques, partagent la responsabilité et l'autorité de la prise de décisions en matière de gestion d'une zone de pêche»⁷³.

Un État peut explicitement prévoir des zones dans lesquelles la cogestion est mise en œuvre par le biais de la législation. Par exemple, une loi sur la pêche promulguée par le Chili en 2017 prévoit les normes de déclaration et d'attribution pour ces zones, accompagnées d'un soutien spécifique (dans l'article 4) pour le renforcement des capacités et le développement des infrastructures⁷⁴. Aux Tonga, la législation nationale en matière de pêches prévoit des Zones de gestion spéciale, lesquelles sont cogérées avec des communautés côtières désignées (**encadré 28**).

Encadré 28. Tonga: cogestion par le biais des Zones de gestion spéciale

14 Désignation des communautés côtières

1. Le Ministre peut, en consultation avec le Comité, désigner toute communauté locale des Tonga comme communauté côtière aux fins de la gestion communautaire des pêches et peut-
 - (a) attribuer à une communauté côtière toute ou partie de Zone de gestion spéciale dont elle sera responsable en vertu de la présente Loi;
 - (b) prescrire les droits et responsabilités de cette communauté côtière en ce qui concerne les Zones de gestion spéciale ou partie de celles-ci.
2. Le Ministre, lors de la désignation d'une communauté comme communauté côtière en vertu du paragraphe (1), est tenu de prendre en compte -
 - (a) les préoccupations des communautés vivant à proximité de la Zone de gestion spéciale;
 - (b) l'organisation des communautés, villes, districts ou autres institutions.
5. Une communauté côtière est tenue de s'organiser et d'organiser ses opérations ou son administration de manière à favoriser la conservation et la gestion efficaces des ressources halieutiques dans la Zone de gestion spéciale.

Source: *Tonga: Fisheries Management Act 2002 (No. 26 of 2002), s.14.*

⁷³ Seychelles, *Fisheries Act No.20 of 2014*, s. 3.

⁷⁴ Chili: *Ley Núm. 21.027 - Regula el desarrollo integral y armónico de caletas pesqueras a nivel nacional y fija normas para su declaración y asignación* (Loi n° 21.027 - Réglemente le développement intégral et harmonieux des criques de pêche au niveau national et fixe des normes pour leur déclaration et leur attribution) disponible sur: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/chl170933.pdf>.

L'application de la cogestion ne signifie pas nécessairement la promulgation d'une nouvelle législation. Les modalités de cogestion peuvent être mises en œuvre au travers de la législation existante concernant des questions telles que la création d'associations communautaires et/ou de producteurs (droit des sociétés, droit des associations publiques, etc.). En fonction de chaque cas spécifique, les États peuvent disposer d'instruments juridiques adéquats pouvant être appliqués au contexte de la pêche artisanale.

Lors de l'élaboration ou de l'adaptation de la législation relative à la cogestion des pêches, les États devraient s'efforcer d'inclure (entre autres) les éléments suivants dans leurs dispositions:

- (i) la définition des objectifs dans les dimensions biologiques, socioculturelles et économiques;
- (ii) la mention explicite de la question de la parité hommes-femmes dans toute la législation;
- (iii) des dispositions relatives au renforcement des capacités;
- (iv) l'intégration des connaissances;
- (v) des processus de consultation des communautés clairement définis;
- (vi) la désignation claire des autorités de décision et d'exécution;
- (vii) des dispositions qui définissent les responsabilités sociales et environnementales;
- (viii) des dispositions relatives au partage des bénéfices;
- (ix) les mécanismes de surveillance et de conformité;
- (x) des dispositions garantissant la transparence;
- (xi) l'attribution des droits fonciers et/ou des droits basés sur la pêche; et
- (xii) des dispositions visant à garantir le financement.

La législation relative à la cogestion doit également fournir une protection aux individus contre les abus des autorités locales, ainsi que des mécanismes de résolution des conflits.

En outre, le système de cogestion étant basé sur le principe de confiance entre les associations de pêcheurs et les organes de gestion, il est particulièrement important de prévoir dans la législation des dispositions relatives à des mécanismes de transparence et d'accès à l'information actualisés.

8.4 Approche de précaution

L'approche de précaution est un principe fondamental qui permet d'intégrer l'incertitude dans les prises de décisions (FAO, 2010b). La définition la plus couramment utilisée est contenue dans le Principe 15 de la Déclaration de Rio de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui stipule que «Pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les États selon leurs capacités. En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement»⁷⁵.

⁷⁵ La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992 31 ILM 874 (1992). Voir également le paragraphe 17.21 de l'Agenda 21.

En vertu des principes généraux énoncés à l'article 6.5 du CCPR, une approche de précaution doit être adoptée pour toutes les pêches, dans tous les systèmes aquatiques, et quelle que soit leur nature juridictionnelle, compte tenu du fait que les principaux problèmes qui touchent le secteur résultent d'un manque de précaution dans les régimes de gestion lorsque ceux-ci sont confrontés à des niveaux d'incertitude élevés.

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) s'appuient sur les dispositions du CCPR et encouragent l'application de l'approche de précaution dans leurs principes directeurs (au paragraphe 3.1.10): «appliquer le principe de précaution en matière de gestion des risques afin d'éviter des résultats non souhaités, eu égard à la surexploitation des ressources halieutiques et aux effets négatifs environnementaux, sociaux et économiques». Par conséquent, l'approche de précaution doit non seulement être appliquée dans la législation pour atténuer ou prévenir les effets négatifs de la pêche sur les ressources bio-aquatiques et l'environnement, mais elle doit également être appliquée de manière beaucoup plus large pour atténuer les conséquences sociales et économiques négatives sur la pêche artisanale et les artisans pêcheurs.

La Loi de 2016 sur la pêche, l'aquaculture et les ressources marines de Saint-Kitts-et-Nevis constitue un exemple pratique d'intégration de l'approche de précaution dans la législation nationale: «(e) l'approche de précaution doit être appliquée à la gestion et au développement des pêcheries selon une norme égale ou supérieure à celle de tout instrument international applicable»⁷⁶.

Les États devraient être particulièrement prudents lorsque les informations sont incertaines, peu fiables ou inadéquates, et le manque d'informations scientifiques ne peut servir d'excuse pour reporter la prise de mesures ou y renoncer.

La législation de Vanuatu (**encadré 29**) offre un exemple de la manière dont certains États ont intégré dans leur législation le principe selon lequel l'absence de certitude, l'insuffisance ou l'absence d'informations ne doit pas justifier le report ou l'absence de mesures.

Encadré 29. Vanuatu: principe de précaution

5. Application du principe de précaution

(1) Nonobstant les dispositions de toute autre Loi, toute personne ou tout organisme ayant des responsabilités en vertu de la présente Loi, ou dont les fonctions ou les pouvoirs peuvent se rapporter à toute question ou chose impliquant l'utilisation des ressources halieutiques, doit appliquer le principe de précaution dans l'exercice de ses responsabilités et de ses fonctions, ou dans l'exercice de ses pouvoirs.

(2) Aux fins de la présente Loi, l'absence de certitude scientifique absolue concernant l'ampleur des effets néfastes d'une menace ou d'un dommage aux ressources halieutiques existant à Vanuatu ne peut être invoquée pour empêcher ou éviter qu'une décision soit prise en vue de minimiser les effets néfastes ou les risques potentiels de cette menace ou de ce dommage.

Source: Vanuatu: *FisheriesAct (No. 10 of 2014)*, s.5.

⁷⁶ Saint Kitts and Nevis: *Fisheries Aquaculture and Marine Resources Act 2016* (), s. 5(1)(e).

Il convient de noter que l'approche de précaution fait partie intégrante de l'AEP. Par conséquent, l'incorporation de l'AEP dans son sens le plus large au sein de la législation nationale, conformément aux orientations fournies ci-dessus, devrait permettre l'incorporation et l'application de l'approche de précaution en matière de conservation et de gestion des pêches artisanales.

8.5 Utilisation des meilleures données scientifiques disponibles et des connaissances traditionnelles

L'utilisation des meilleures données scientifiques disponibles est essentielle pour la prise de décision. Ce principe figure dans plusieurs instruments internationaux, notamment la CNUDM (article 6.13), l'UNFSA, le CCPR et les [Directives sur la pêche artisanale](#), ainsi que dans les principes et approches y afférents, notamment l'approche de précaution et l'AEP. Toutefois, il peut toujours exister des situations dans lesquelles les données scientifiques sont insuffisantes ou incertaines. De telles situations nécessiteront que les savoirs traditionnels et les connaissances des communautés d'artisans pêcheurs soient pris en compte lors de la prise de décisions, en se basant sur la HRBA et la participation du public, le CCPR et les [Directives sur la pêche artisanale](#).

Le CCPR stipule que «Les États et tous ceux qui participent à l'aménagement des pêcheries devraient, par le biais d'un cadre juridique, institutionnel et de définition des politiques appropriés, adopter des mesures pour assurer la conservation à long terme et l'utilisation durable des ressources halieutiques. Les mesures de conservation et d'aménagement, [...] devraient reposer sur les données scientifiques les plus fiables disponibles ...» (article 7.1.1). Ces mesures devraient également tenir compte «des connaissances traditionnelles relatives aux ressources et à leur habitat, ainsi que des facteurs environnementaux, économiques et sociaux pertinents» (article 6.4). En outre, «...les États et les organisations [...] devraient appliquer largement l'approche de précaution à la conservation, la gestion et l'exploitation des ressources aquatiques vivantes [...] en tenant compte données scientifiques les plus fiables disponibles» (article 6.5).

Les [Directives sur la pêche artisanale](#) demandent aux États de reconnaître les communautés d'artisans pêcheurs en tant que «détenteurs, fournisseurs et dépositaires de connaissances» (paragraphe 11.4). Outre les meilleures données scientifiques disponibles, les connaissances traditionnelles devraient également être prises en compte lors des prises de décisions concernant la conservation et la gestion des pêches artisanales. Ces connaissances sont issues de la culture, des traditions et des pratiques des communautés d'artisans pêcheurs et sont le fruit d'approches participatives et de processus consultatifs. Elles représentent un élément essentiel pour soutenir une gouvernance locale responsable et la conservation, la gestion et le développement durable des pêches. La législation doit donc prévoir des dispositions concernant la manière dont ces connaissances doivent être intégrées dans la gestion et le développement des pêches.

En Angola, la Loi de 2004 relative aux ressources biologiques aquatiques (Lei n. 6-A/04 – Recursos Biológicos Aquáticos) prévoit des mesures pour la protection des ressources biologiques aquatiques et de l'environnement, et définit des objectifs, dont «veiller à la protection, l'utilisation et la diffusion des connaissances traditionnelles concernant les ressources aquatiques et l'environnement, ainsi que les pratiques de protection et d'utilisation durable de ces ressources et de l'environnement aquatique» (article 63(t)). La Loi prévoit également des mesures pour la protection de ces ressources: à savoir, «la protection, la diffusion et l'application, le cas échéant, des connaissances traditionnelles concernant les ressources biologiques et les écosystèmes aquatiques et les ressources hydriques» (article 65(h)).

À Saint-Kitts-et-Nevis, la Loi relative à la pêche, à l'aquaculture et aux ressources marines de 2016 (Fisheries Aquaculture and Marine Resources Act – No.1 of 2016) énonce deux principes pertinents

qui doivent être lus et appliqués conjointement. Premièrement, le principe selon lequel «les mesures de conservation et de gestion des pêches doivent être fondées sur les meilleures connaissances techniques et données scientifiques disponibles pour maintenir ou restaurer les stocks à des niveaux permettant d'obtenir un rendement durable, compte tenu des facteurs environnementaux et économiques pertinents, y compris les modes de pêche, l'interdépendance des stocks et les normes internationales pertinentes» (article 5(c)). L'autre principe consiste à prendre en compte «les intérêts des artisans pêcheurs et des pêcheurs de subsistance, incluant leur participation à la gestion de leurs pêches respectives» (Section 5(m)).

8.6 Transparence des processus et obligation de rendre des comptes

La CCPR fournit ainsi des indications générales concernant les impératifs de transparence: «Les États devraient veiller à ce que, dans la mesure où les lois et les règlements nationaux le permettent, les processus de décisions soient transparents et permettent de résoudre en temps voulu des questions urgentes. Conformément aux procédures appropriées, lors de la prise de décision relative à l'élaboration des lois et des orientations de politiques concernant l'aménagement et le développement des pêcheries, ainsi que l'assistance et les prêts internationaux, les États devraient faciliter la consultation et la participation effective de l'industrie, des travailleurs du secteur, des organisations environnementales et autres organisations intéressées»⁷⁷.

Conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme, les [Directives sur la pêche artisanale](#) inscrivent la transparence et l'obligation de rendre compte dans le cadre de leurs principes directeurs et des piliers de la bonne gouvernance à tous les niveaux. La transparence implique de «définir clairement et diffuser largement les politiques, les lois et les procédures, dans les langues appropriées, et faire largement connaître les décisions prises, dans les langues appropriées et sous une forme accessible à tous» (paragraphe 3.1.8). Afin de renforcer l'obligation de rendre des comptes, les Directives identifient la nécessité de «tenir les individus, les organismes publics et les acteurs autres que les États responsables de leurs actes et de leurs décisions, conformément aux principes du respect du droit» (paragraphe 3.1.9).

Dans la législation nationale, les principes de prise de décision devraient renforcer la transparence et les obligations de rendre des comptes. Ceci peut être réalisé, entre autres, par la publication des licences et des droits accordés par la loi, l'accès du public à l'information et la participation des représentants des artisans pêcheurs aux organes consultatifs et décisionnels. L'obligation de rendre des comptes doit également être prise en compte lors de l'élaboration de la législation en matière de recours et de réparation en cas de violation des droits.

Au Mozambique, la Loi relative à la pêche et l'aquaculture de 2013 (Lei n.22/2013 Aprova a Lei das Pescas) prévoit un modèle participatif de gestion des pêches, qui implique l'inclusion des communautés de pêcheurs dans les activités de planification et de gestion (article 23(2)(a)). Pour coordonner les efforts de protection, de conservation et d'utilisation durable des ressources halieutiques, cette même Loi prévoit la création du Comité de cogestion des pêches, un organe consultatif au niveau local qui représente tous les groupes intéressés (article 25(1)(b)(2)).

En Mauritanie, la Loi n°2015-017 du 29 juillet 2015 portant code des pêches maritimes stipule que «les mécanismes d'allocation des droits d'usage et de gestion des concessions y afférentes se feront dans le respect des règles de transparence et d'équité, dans l'intérêt général et dans le but d'atteindre un objectif de croissance inclusive pour le développement du pays» (article 25).

⁷⁷ CCPR, para. 6.13.

9. DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

9.1 Une approche globale du développement social

Le développement social est au cœur des besoins et des aspirations des communautés d'artisans pêcheurs et des acteurs du secteur de la pêche artisanale. C'est pourquoi les États devraient renforcer les capacités des acteurs de la pêche artisanale, notamment par le biais de la législation, afin de maximiser leurs capacités, leurs ressources et leurs opportunités pour améliorer leurs moyens d'existence en harmonie avec l'environnement.

Selon les résolutions adoptées par le Sommet mondial pour le développement social, les États sont tenus à créer un environnement économique, politique, social, culturel et juridique qui permette à toutes les communautés humaines de parvenir au développement social. A cette fin, ils se sont engagés au niveau national, à mettre en place, en accord avec le droit international et les obligations connexes, un cadre juridique stable qui permette de promouvoir «l'équité et l'égalité entre hommes et femmes, le plein respect de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la primauté du droit, l'accès à la justice, l'élimination de toutes les formes de discrimination, la transparence et la responsabilité dans la conduite des affaires publiques et dans l'administration, et qui encourage le partenariat avec des organisations libres et représentatives de la société civile»⁷⁸.

Le Chapitre 6 des [Directives sur la pêche artisanale](#) énonce diverses dispositions en faveur du développement social, de l'emploi et du travail décent, fondées sur une HRBA. Ces dispositions encouragent des approches globales, écosystémiques et intégrées en matière de gestion et de développement de la pêche artisanale. Il est recommandé aux États de «porter toute l'attention requise au développement économique et social afin d'assurer l'autonomisation des communautés d'artisans pêcheurs et de faire en sorte que celles-ci puissent jouir de leurs droits fondamentaux» (paragraphe 6.1).

Les États devraient promouvoir l'investissement dans le développement des ressources humaines, et notamment dans le développement social, la santé, l'éducation, l'alphabétisation, l'accès au numérique, les infrastructures, les services financiers, la sécurité sociale et dans des initiatives de protection du travail en faveur des communautés d'artisans pêcheurs et des travailleurs du secteur de la pêche.

La législation relative aux pêches ou à des domaines connexes devrait donc favoriser les initiatives de développement social, et adopter une approche globale afin de parvenir à une cohérence entre les différentes lois applicables de manière à couvrir les questions cruciales liées aux moyens d'existence, aux droits et aux responsabilités des pêcheurs, des travailleurs du secteur de la pêche et de tous les autres acteurs impliqués dans la chaîne de valeur de la pêche artisanale. Ces acteurs englobent tous les travailleurs, hommes, femmes, jeunes et migrants, qui participent aux activités liées à la pêche, ainsi qu'aux opérations de pré et de post-capture.

⁷⁸ ONU. 1995. Déclaration de Copenhague sur le développement social. A/Conf.166/9.

Plus précisément, les initiatives de développement social peuvent inclure:

- (i) les avantages fiscaux, mesures d'incitation et soutien financier;
- (ii) la protection de la sécurité sociale pour les travailleurs du secteur de la pêche artisanale;
- (iii) la mise en place de services appropriés tels que les systèmes d'épargne, de crédit et d'assurance et garantie d'accès à ceux-ci;
- (iv) les conditions de travail décentes et droit du travail;
- (v) les obligations en matière de santé et de sécurité au travail⁷⁹;
- (vi) la sécurité en mer;
- (vii) les infrastructures, l'éducation et la formation;
- (viii) la protection des droits de l'homme;
- (ix) la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs aux droits des peuples autochtones;
- (x) la facilitation de l'accès, et notamment aux lieux de pêche coutumiers;
- (xi) la participation effective aux processus décisionnels; et
- (xii) la reconnaissance des systèmes coutumiers traditionnels.

En Indonésie par exemple, la plupart des éléments du paragraphe précédent sont contenus dans diverses législations (**encadré 30**).

Encadré 30. Indonésie: dispositions en matière de développement social

- (i) Facilitation de l'aide au financement et de l'assistance financière aux artisans pêcheurs, aux pêcheurs traditionnels, aux petits éleveurs de poissons, y compris à leurs familles, sous forme de prêt de capital pour les entreprises de pêche, de subvention des intérêts de crédit et du rendement des services d'assurance, et utilisation du fonds de responsabilité d'entreprise ainsi que du fonds de partenariat et du programme de développement environnemental des personnes morales. Prêts accordés aux artisans pêcheurs et aux petits éleveurs de poissons, pour les besoins de fonds de roulement ou les coûts d'exploitation, assortis de conditions souples et de taux d'intérêt bas. - *Law of the R.I. No. 7/2016 on the Protection and Empowerment of Fishermen*(Article 61), *Fish Raisers and Salt Farmers* et *Fisheries Law No. 31/2004*(Article 60).
- (ii) Fournir des garanties de sécurité et de sûreté aux pêcheurs durant les opérations de pêche, garantir la sécurité des équipements aux pêcheurs avant la pêche et «porter secours aux pêcheurs en cas d'accident de manière rapide, appropriée, sûre, intégrée et coordonnée». Mise en place d'une assurance pêche pour les accidents du travail ou d'une assurance vie pour la perte de vie des pêcheurs. - *Law of the R.I. No. 7/2016 on the Protection and Empowerment of Fishermen, Fish Raisers and Salt Farmers*(Article 30(1)(2)(6), Articles 39, 40)).

⁷⁹ Voir par exemple: République du Congo: Loi n° 3-2010 du 14 juin 2010 portant organisation de la pêche et de l'aquaculture continentales, Art. 56.

- (iii) Mise en place d'un programme d'éducation, de formation et d'explication pour les pêcheurs artisanaux et les éleveurs de poissons afin d'améliorer les connaissances et les compétences dans les domaines de la capture, de l'élevage, de la transformation et de la commercialisation des poissons. Fourniture de conseils et d'assistance aux pêcheurs, aux éleveurs de poissons et à leurs familles. Mise en place de dispositifs d'assistance en matière d'assurance vie et de paiement des assurances pêche pour les artisans pêcheurs et les pêcheurs traditionnels - *Law of the R.I. No. 7/2016 on the Protection and Empowerment of Fishermen, Fish Raisers and Salt Farmers*(Article 33(2)(d), Articles 46, 47 and 49).
- (v) Reconnaissance du droit de la communauté à gérer les ressources dans les zones côtières et les petites îles sur la base de la législation coutumière qui ne soit pas contraire à la Loi et aux réglementations en vigueur - *Law 1/14*.

Par ailleurs, la législation en matière de pêche du Timor-Leste (**encadré 31**) prévoit des «tarifs de compensation» qui sont liés au développement du secteur de la pêche. Les ressortissants nationaux titulaires de permis de pêche artisanale et semi-industrielle ayant un impact direct sur le développement du secteur de la pêche peuvent bénéficier d'une réduction ou d'une exemption du tarif de compensation pour les activités de pêche.

Encadré 31. Timor-Leste: tarifs de compensation

Article 26 (Fixation d'un tarif de compensation)

1. Le tarif de compensation pour la pêche commerciale est payé sur une base annuelle et son montant est fixé par une décision du Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre.
2. Le montant du tarif visé au point 1 ci-dessus est fixé en tenant compte, notamment, de la valeur marchande des captures autorisées des espèces, des quotas de pêche alloués ou du volume des captures autorisées, de la jauge brute du navire de pêche, ainsi que des politiques tarifaires de pêche des autres pays, en particulier ceux de la région.
3. Sans préjudice du paiement d'un tarif de compensation, l'octroi de tout permis de pêche peut également faire l'objet de compensations supplémentaires, non monétaires.
4. Lorsque les investissements ont été dûment vérifiés, les titulaires nationaux de permis de pêche artisanale et semi-industrielle, qui ont un impact direct sur le développement de la pêche, peuvent, sur avis favorable du Conseil consultatif national du Ministère, bénéficier d'une réduction ou d'une exemption totale du tarif de compensation de pêche, pour une période allant jusqu'à trois ans, conformément aux modalités établies dans la réglementation en vigueur.

Source: Timor-Leste: *Decree-Law No. 6/2004 - Estabelece os princípios e as normas de base da exploração e do ordenamento dos recursos de pesca nas águas nacionais e no alto mar, bem como os princípios e as normas do estabelecimento e exercício da atividade de aquicultura.*) disponible sur <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/tim63488E.pdf>.

Un autre élément crucial du développement social est la sécurité en mer. Cette dernière doit être mise en avant afin de garantir la sécurité des artisans pêcheurs et des travailleurs de la pêche, l'efficacité de leurs opérations et la livraison du poisson sur le marché. Les [Directives sur la pêche artisanale](#) précisent que «Toutes les parties se doivent de prendre acte de la complexité des enjeux relatifs à la sécurité concernant les pêches continentales et maritimes, ainsi que des causes multiples des défauts de sécurité» (paragraphe 6.16).

Les petits navires de pêche ne sont généralement pas couverts par les traités maritimes internationaux en matière de construction et de navigabilité, de sécurité et d'exigences relatives à l'équipage. La législation relative aux pêches ou à d'autres domaines connexes devrait donc inclure des exigences de base appropriées visant à garantir la sécurité en mer. Par exemple, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, une législation distincte prévoit des exigences de sécurité pour les petits navires (encadré 32).

Encadré 32. Papouasie-Nouvelle-Guinée: sécurité en mer

ANNEXE 3.

NORMES DE SÉCURITÉ POUR LES PETITES EMBARCATIONS.

1. Pour toutes les petites embarcations immatriculées en vertu de la présente Loi, l'embarcation doit être munie de l'équipement de sécurité suivant, en bon état de fonctionnement, chaque fois qu'elle est utilisée ou prend la mer:
 - a) des gilets de sauvetage, approuvés par l'Administration nationale de la sécurité maritime de Papouasie-Nouvelle-Guinée (NMSA), pour toutes les personnes à bord de l'embarcation;
 - b) une paire de rames ou de pagaies;
 - c) une torche étanche avec une batterie et une ampoule de rechange;
 - d) un miroir en acier inoxydable;
 - e) une ancre, à laquelle est attachée une corde d'une longueur minimale de 20 m;
 - (f) une ancre de mer, à laquelle est attachée une corde dont la longueur permet un déploiement adéquat;
 - g) un seau ou une écope;
 - h) des outils et des pièces de rechange pour le moteur du bateau (si celui-ci est équipé d'un moteur);
 - i) une bâche de marin (de préférence de couleur orange vif) comme moyen de propulsion alternatif (si le bateau est équipé d'un moteur);
 - j) un sifflet ou un klaxon;
 - k) des réserves de nourriture et d'eau en cas d'urgence, en quantité suffisante pour toutes les personnes se trouvant à bord de l'embarcation pendant 24 heures.
2. Les embarcations qui se déplacent hors de vue de la terre doivent être équipées d'une boussole fiable.
3. Les embarcations circulant la nuit doivent être équipées de feux de navigation approuvés par la NMSA.

4. Les petites embarcations commerciales autorisées en vertu de la Loi doivent être dotées, en plus de l'équipement de sécurité prévu pour toutes les embarcations spécifié à la section 1 ci-dessus, de l'équipement de sécurité suivant, en bon état de fonctionnement, chaque fois que l'embarcation est utilisée ou prend la mer:

- (a) petite embarcation de transport de passagers à titre commercial: équipement de sécurité approuvé par la NMSA;
- (b) petites embarcations de pêche commerciale: équipement de sécurité approuvé par la NMSA;
- (c) petites embarcations de transport commercial de marchandises: équipement de sécurité approuvé par la NMSA;
- (d) petites embarcations commerciales à usage mixte: équipement de sécurité approuvé par la NMSA.

Source: Papouasie-Nouvelle-Guinée: *Small Craft Act 2011, Schedule 3*

9.2 Initiatives de développement social

Dans de nombreuses juridictions, un fonds est institué en vertu de la législation pour assurer la promotion et le développement des pêches. De tels fonds peuvent également soutenir le développement social et économique de la pêche artisanale, en accord avec les principes généraux des [Directives sur la pêche artisanale](#), selon lesquels la gestion des pêches et l'utilisation durable des ressources doivent aller de pair avec un développement social et économique.

Par exemple, au Ghana, la Loi portant sur les pêches de 2002 (**encadré 33**) permet d'utiliser des financements provenant de son fonds pour soutenir, entre autres, les entreprises coopératives de pêche artisanale.

Encadré 33. Ghana: fonds de développement social

Objectif du Fonds

38. Les ressources du Fonds seront allouées comme suit:

- (a) à la promotion et au développement de la pêche dans le pays;
- (b) à la couverture des obligations de la Commission en matière de suivi, contrôle et surveillance des zones de pêche;
- (c) à la fourniture d'une assistance aux entreprises coopératives de pêche artisanale;
- (d) à la promotion de la recherche et des études sur l'industrie de la pêche; et
- (e) à d'autres fins que la Commission, en consultation avec le Ministre, peut déterminer.

Source: *Fisheries Act 2002 (Ghana)*, s.38.

La législation peut également contribuer au développement du secteur de la pêche artisanale en favorisant, par exemple, le développement des infrastructures de débarquement de pêche artisanale, en établissant des zones réservées aux activités des petits bateaux de pêche, ou en donnant la priorité aux artisans pêcheurs dans l'attribution des licences ou des quotas de pêche. Un exemple de disposition en faveur du développement du secteur de la pêche artisanale peut être trouvé dans la Loi sur les pêches du Ghana (**encadré 34**)⁸⁰.

Encadré 34. Ghana: développement de la pêche artisanale

Développement de la pêche artisanale

51. (1) Dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par la présente Loi, la Commission peut prendre les mesures qu'elle juge nécessaires pour protéger et promouvoir la pêche artisanale et semi-industrielle, incluant les actions suivantes:
- a) fourniture de services de vulgarisation et de formation;
 - b) immatriculation des navires de pêche artisanale et de toute catégorie connexe d'engins de pêche;
 - c) exemption, pour la période dont elle recommande la durée au Ministre pour les activités de pêche qu'elle détermine, de toute exigence concernant l'octroi de licences et le paiement de droits en vertu de la présente Loi;
 - (d) promotion de la création et du développement de sociétés coopératives de pêche, de transformation et de commercialisation;
 - e) promotion du développement des infrastructures de débarquement de la pêche artisanale;
 - f) mise en place de zones réservées aux activités de pêche des navires de pêche artisanale et semi-industrielle;
 - g) priorité donnée à la pêche artisanale et semi-industrielle dans les attributions de licences ou de quotas de pêche; et
 - (h) promotion des conventions de coentreprise, des accords de transfert de technologie et du transfert de technologie et d'expérience.
- (2) La Commission est formellement tenue de ne pas établir, dans le cadre des actions entreprises en vertu du paragraphe (1), de zones de concession dans la Zone exclusive côtière pour des activités non autorisées par la présente Loi.

Source: Fisheries Act 2002 (Ghana), s. 51

⁸⁰ Voir également la Loi sur les pêches de la Tanzanie (*Fisheries Act* 2003), art. 9(1), qui impose au Directeur des pêches l'obligation de faciliter le développement du secteur de la pêche artisanale.

9.3 Mesures de protection pour les artisans pêcheurs et les acteurs du secteur de la pêche artisanale

Les garanties fondamentales en matière de droits des personnes sont normalement inscrites dans la Constitution d'un pays et dans d'autres textes législatifs. Elles comprennent des mesures de protection telles que le droit à un procès équitable en vertu de la Loi, conformément à la mise en œuvre d'une approche fondée sur les droits de l'homme. Les mesures de protection spécifiques en faveur des acteurs du secteur de la pêche artisanale sont contenues dans la législation relative à la pêche mais peuvent également être incluses dans d'autres textes de loi qui ne concernent pas spécifiquement le secteur de la pêche. Il est donc crucial, lorsque l'on aborde les mesures de protection en faveur des acteurs du secteur de la pêche artisanale, d'aller au-delà de la législation sur la pêche et d'adopter une approche interdisciplinaire pour parvenir à une cohérence politique entre les différentes législations en vigueur.

Un cadre législatif (conformément à une HRBA) qui prend en compte les acteurs du secteur de la pêche artisanale peut, par exemple, inclure des garanties concernant les droits fondamentaux et les processus associés à ces droits. Il peut s'agir, par exemple, de la sauvegarde des connaissances traditionnelles des communautés qui pratiquent la pêche coutumière ou autochtone; de la protection, de la promotion et du respect des droits des artisans pêcheurs et des acteurs du secteur de la pêche artisanale, incluant la protection sociale; la liberté d'expression, de réunion et d'association; le droit à un niveau de vie adéquat; le droit à la liberté de circulation; et les droits fonciers impliquant le droit de pêcher dans des zones réservées aux artisans pêcheurs. La protection et le respect de ces garanties par les États sont essentiels à une mise en œuvre efficace des [Directives sur la pêche artisanale](#).

Les connaissances et pratiques traditionnelles, y compris celles des communautés de pêcheurs coutumiers, doivent être protégées en raison de leur valeur sociale, culturelle et économique. Plusieurs pays disposent d'exemples pertinents dans leur législation. Au Brésil, la législation prévoit des mécanismes visant à garantir la protection et la sécurité des peuples possédant des connaissances traditionnelles⁸¹. En Thaïlande, la Constitution reconnaît le droit des communautés locales ou traditionnelles de conserver ou de restaurer leurs coutumes, les connaissances locales, les arts ou la culture de leurs communautés et de la nation⁸². Par ailleurs, au Pérou, la législation prévoit le droit de libre accès aux ressources naturelles, en particulier pour les communautés autochtones et paysannes, si aucun autre droit exclusif détenu par des tiers ou par l'État n'a été établi. Une reconnaissance des modalités traditionnelles conformes aux règles de protection de l'environnement est également prévue⁸³.

La reconnaissance et la protection des droits des artisans pêcheurs sont normalement contenues dans la législation sur la pêche artisanale et dans les textes législatifs connexes. La législation peut se limiter à reconnaître les droits fondamentaux, comme en Papouasie-Nouvelle-Guinée (**encadré 35**), aux Îles Salomon (**encadré 36**) ou au Pérou (**encadré 37**), ou prévoir des dispositions supplémentaires telles que des droits préférentiels ou exclusifs (expliqués dans la [section 7.2](#) ci-dessus).

⁸¹ Brésil: *Lei n. 11.959 – Dispõe sobre a Política Nacional de Desenvolvimento Sustentável da Aquicultura e da Pesca, regula as atividades pesqueiras*

⁸² Thaïlande: *Constitution of the Kingdom of Thailand, 2007, Art. 66.*

⁸³ Pérou: *Ley N°26821 – Ley Orgánica para el aprovechamiento sostenible de los recursos naturales, Art. 17 y 18.*

Encadré 35. Papouasie-Nouvelle-Guinée: reconnaissance des droits des artisans pêcheurs

26. La propriété coutumière des ressources

Les droits des propriétaires coutumiers des ressources halieutiques et des droits de pêche doivent être pleinement reconnus et respectés dans toutes les transactions concernant la ressource ou la zone dans laquelle le droit est exercé.

Source: Papouasie-Nouvelle-Guinée: *Fisheries Management Act, 1998, s.26.*

Encadré 36. Îles Salomon: reconnaissance des droits des artisans pêcheurs

Reconnaissance des droits coutumiers

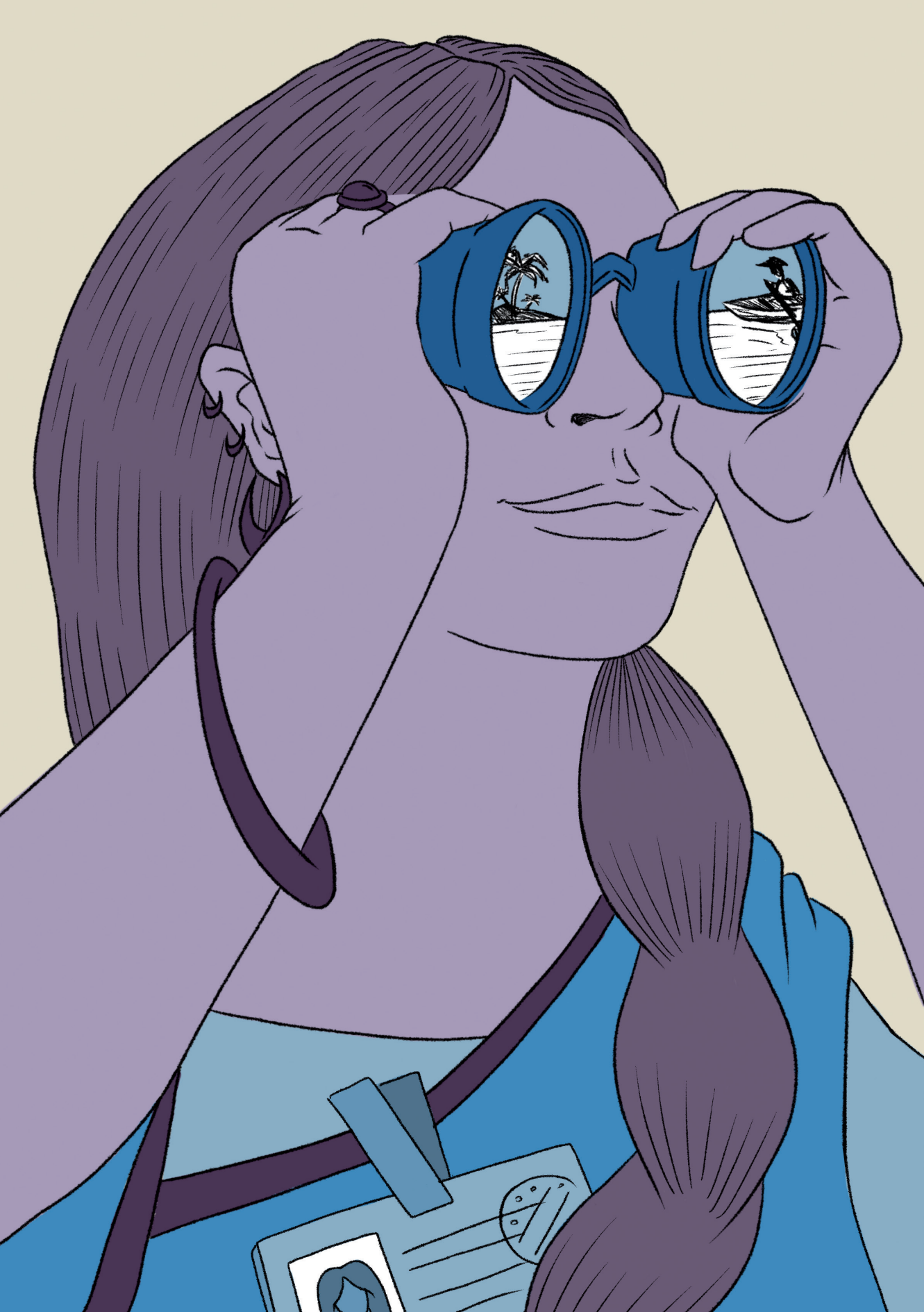
21. (1) Les droits coutumiers sont pleinement reconnus et respectés dans toutes les activités relevant du champ d'application de la présente Loi.
- (2) Nul ne peut, sans l'autorisation des titulaires de droits coutumiers concernés, se servir d'un bateau autre qu'un bateau destiné à la pêche coutumière, pour
- (a) pratiquer la pêche;
 - (b) entrer d'une autre manière; ou
 - (c) causer directement ou indirectement la destruction d'une zone soumise à des droits coutumiers.
- (3) Toute personne qui enfreint le paragraphe (2) commet une infraction et, sur déclaration de culpabilité, est passible d'une amende n'excédant pas le montant maximum décrit dans la première annexe ou d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas un an, ou de ces deux peines.
- (4) En cas de violation avérée des droits coutumiers, la Haute Cour peut ordonner le versement d'une indemnité au titulaire des droits coutumiers.

Source: Îles Salomon: *Fisheries Management Act 2015.*

Encadré 37. Pérou: reconnaissance des droits des artisans pêcheurs

La loi péruvienne sur la pêche établit un régime de promotion en faveur des personnes physiques et morales qui se livrent à des activités de pêche artisanale. Un programme national d'innovation en matière de pêche et d'aquaculture a été mis en place dans le cadre du Plan des peuples indigènes (Marco de Planificación de Pueblos Indígenas), un programme qui préconise l'innovation dans les activités de pêche et d'aquaculture, en respectant les droits ruraux ancestraux de ces peuples en matière de territoires, de ressources, d'identité ethnique et de traditions ancestrales.

Source: Pérou: Decreto Ley N° 25977 – *Ley General de Pesca*, Art. 36.



10. SUIVI, CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DE LA PÊCHE ARTISANALE

10.1 Introduction

Généralement, les prérogatives en matière de suivi, de contrôle et de surveillance sont stipulées dans la législation primaire et s'appliquent à tous les types de pêche, y compris la pêche artisanale. Les [Directives sur la pêche artisanale](#) (au paragraphe 5.16) soulignent la nécessité de mettre en place un système de SCS. Elles encouragent les États à mettre en place et à promouvoir des systèmes de SCS applicables et adaptés à la pêche artisanale. Les États doivent également s'efforcer de dissuader, de prévenir et d'éliminer les pratiques de pêche illicites et destructrices. Par ailleurs, les artisans pêcheurs devraient soutenir les systèmes de SCS et fournir aux autorités les informations nécessaires à la gestion des pêches.

Les systèmes de SCS pour la pêche artisanale, bien que d'ampleur variable, se concentrent également sur les opérations, l'application et le respect des règles. Par conséquent, les dispositions d'application doivent être explicites quant au rôle joué par les communautés de pêcheurs pour garantir la mise en œuvre des réglementations, ainsi que concernant la nécessité de travailler avec les autorités chargées de la vérification du respect des règles.

Ce Chapitre complète la partie VII du [Chapitre 4.3](#) ci-dessus.

10.2 Nomination, fonctions et pouvoirs des agents habilités

La nomination des personnes autorisées à exercer des fonctions de SCS dans le secteur de la pêche artisanale doit être explicitement prévue par la législation. Les nominations peuvent être faites par un Ministre ou une autre autorité. Les agents habilités, selon la juridiction, peuvent être des fonctionnaires des pêches, des personnes d'un service gouvernemental spécifique (comme la police, la garde côtière ou la marine) ou des personnes en charge du contrôle de la qualité du poisson. Dans divers États, des personnes autres que des agents du gouvernement peuvent également être nommées, tels que par exemple les gardes-pêche honoraires aux Fidji⁸⁴.

Les dispositions législatives relatives aux fonctions et aux pouvoirs des agents habilités peuvent être de nature générale ou spécifique. Ces fonctions et pouvoirs doivent être conformes à la Constitution et aux autres textes législatifs et doivent être suffisamment étendus pour soutenir la mise en œuvre effective de la législation sur les pêches.

Les pouvoirs spécifiques des agents habilités comprennent normalement les pouvoirs suivants: le pouvoir d'entrée et de perquisition; le pouvoir de prendre, détenir, enlever et mettre en sécurité des informations et des preuves; le pouvoir d'arrestation; le pouvoir de donner des ordres; le pouvoir de

⁸⁴ Fidji: *Fisheries Act, Cap. 158*, s. 3.

saisie; et le pouvoir d'enlever des pièces de navires ou de véhicules saisis dans le but d'immobiliser ce navire ou ce véhicule⁸⁵.

Les fonctions attribuées à ces agents (pour leur permettre de s'acquitter de leurs responsabilités par exemple) devraient être claires, et la communication et l'interaction entre eux et les artisans pêcheurs devraient être facilitées et garanties pour assurer que les informations sont effectivement collectées et enregistrées, et que les mesures de conservation et de gestion correspondantes sont respectées. La législation pourrait également nécessiter des dispositions visant à donner des responsabilités plus directes aux artisans pêcheurs (par exemple, en tant que gardes-pêche).

La législation et les pratiques opérationnelles des agents habilités doivent garantir que les pouvoirs de ces personnes sont exercés de bonne foi et conformément à la législation en vigueur. Par conséquent, il est courant que la législation relative aux pêches, qu'elle soit consolidée ou spécifique à la pêche artisanale, comprenne une disposition générale relative à l'indemnité des agents habilités. Cette disposition stipule que tout fonctionnaire habilité qui exerce de bonne foi les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi n'encourt aucune responsabilité civile ou pénale. Un exemple typique de disposition relative à l'indemnité est présenté dans l'**encadré 38**.

Les procédures à suivre dans l'exercice des pouvoirs doivent également être définies dans la législation primaire. Par exemple, si des objets sont saisis, la législation doit prévoir, entre autres, l'obligation de conserver et de restituer les objets saisis.

Encadré 38. Malte: disposition relative à l'indemnité

22. Aucune action civile ou pénale ne peut être intentée contre un agent de protection des pêches, ou un agent de pêche relevant de la Convention, pour tout acte accompli ou omis par celui-ci de bonne foi dans l'exercice supposé de ses pouvoirs en vertu de la présente Loi, s'il existe un motif raisonnable pour cet acte ou cette omission.

Source: Malte: *Fisheries Conservation and Management Act 2001, Cap. 425, s.22.*

10.3 Outils de suivi, contrôle et surveillance

Les obligations de déclaration des captures et de l'effort de pêche, l'échantillonnage des captures, l'échantillonnage au port, les observateurs, les exigences en matière de sécurité et les inspections obligatoires de la pêche font partie des outils de SCS disponibles pour la pêche artisanale. Ils peuvent être définis dans la législation (primaire ou secondaire) et rendus explicites dans les termes et conditions associés à une licence ou un permis de pêche.

⁸⁵ Voir par exemple Kenya: *Fisheries Management and Development Act 2016, ss. 138–145.*

10.4 Participation de la communauté au suivi, au contrôle et à la surveillance

Les États devraient s'efforcer d'impliquer les communautés d'artisans pêcheurs, y compris les femmes, dans les décisions relatives au SCS afin d'établir des relations de confiance et d'assurer des mécanismes efficaces pour dissuader, prévenir et éliminer toutes les formes de pratiques de pêche illicite et/ou destructrice ayant un effet préjudiciable sur les écosystèmes marins et continentaux.

Le SCS dans le secteur de la pêche artisanale est souvent une tâche complexe en raison de la coexistence de différents types de pêcheurs, de divers types d'engins de pêche, de pêcheurs migrants et de la prolifération des points de débarquement. Par conséquent, une approche communautaire en matière de SCS, conforme aux dispositions de cogestion contenues de la législation, constitue une approche viable (FAO, 2002).

Un nombre croissant d'États autorise explicitement la participation de la communauté au système de SCS. Par exemple, la Loi sur les pêches du Canada contient des dispositions relatives aux Premières Nations et confère des pouvoirs aux agents et aux gardes-pêche (**encadré 39**).

Encadré 39. Canada: Dispositions relatives aux Premières nations

L'article 4 de la Partie 5, portant sur les Agents des pêches et gardes-pêche, et intitulé «Lois de certaines Premières Nations», stipule que: les pouvoirs et les protections dont disposent les agents des pêches et les gardes-pêche en vertu de la présente Loi s'appliquent aux agents des pêches et aux gardes-pêche qui sont chargés de l'application des lois des Premières Nations (Nisga'a, Tla'amines et Tsawwassenes).

Source: Canada: Loi sur les pêches (L.R.C.(1985), ch.F-14).

La participation communautaire en matière de SCS est également illustrée par la législation de l'Angola (**encadré 40**) qui précise le rôle des observateurs communautaires dans le suivi des activités de pêche et connexes. Il en est de même pour le rôle du conseil de village (ou *fono*) à Samoa. Le *fono* a des responsabilités importantes (en vertu de la Loi de 1990 relative au *Fono* de village) dans la supervision de la vie du village, et notamment dans la gestion et la conservation des ressources. La législation récente relative aux pêches prévoit le rôle du *fono* en matière de déclaration et de délimitation de la gestion des pêches villageoises, d'élaboration et de suivi des règlements relatifs aux pêches villageoises, et de surveillance de ces réglementations (voir **encadré 15** ci-dessus), ainsi que leur suspension et révocation (**encadré 41**)⁸⁶.

⁸⁶ Samoa, Fisheries Management ACT 2016 (No. 8 of 2016), section 19 (Village fisheries management areas), section 86 (making of fisheries bylaws) et section 87 (monitoring of bylaws).

Encadré 40. Angola: participation de la communauté au SCS

Article 151. Observateurs communautaires - Les observateurs communautaires sont des membres des communautés côtières et littorales désignés, selon une procédure à établir dans un règlement, pour le contrôle de la pêche et des activités liées à la pêche dans les zones réservées à la pêche artisanale et de subsistance (...)

Article 152. Fonctions de l'observateur communautaire - Les fonctions de l'observateur communautaire sont les suivantes:

- a) collecter des échantillons biologiques et des données relatives aux pêche, y compris des données sur les captures, dans les zones réservées telles que définies aux articles 78 et suivants¹;
- b) recueillir des preuves d'activités de pêche industrielle et semi-industrielle dans les zones de pêche réservées;
- c) signaler aux autorités compétentes toute infraction au sens de la présente Loi et aux règlements qui en découlent.

Article 153. Droits de l'observateur communautaire

- a) L'observateur communautaire doit présenter ses documents d'identification délivrés par le Ministère compétent.
- b) L'observateur communautaire peut utiliser tous les moyens nécessaires à l'exercice de ses fonctions, tels que jumelles, appareils photo, GPS manuel, radio et téléphones mobiles.
- c) Le Ministère compétent fournit à l'observateur communautaire les moyens nécessaires à l'exercice de ses fonctions ainsi qu'une formation adéquate.

¹ Définition des zones aquatiques protégées.

Source: Angola: *Lei n. 6-A/04 – Recursos Biológicos Aquáticos*.

11. Mise en application, accès à la justice, obligation de rendre compte et recours efficace dans la législation relative à la pêche artisanale

11.1 La mise en application en tant que composante de la législation relative aux pêches

La mise en application, ou l'acte de contraindre à l'observation ou au respect de la Loi, est un élément essentiel de toute législation relative aux pêches. Les dispositions législatives sur l'application de la loi, comme les dispositions de SCS, se trouvent normalement dans la législation primaire et sont applicables à toutes les pêches.

Dans la législation, bien qu'elles soient étroitement liées, les dispositions de SCS sont distinctes des dispositions d'application. Pour certaines juridictions, telles qu'à Trinité-et-Tobago, seuls les agents chargés de l'application de la loi peuvent exercer certaines fonctions d'exécution, comme le pouvoir d'arrestation. La législation doit identifier les personnes ou les catégories de personnes qui peuvent faire appliquer la loi, y compris les institutions de pêche côtière agréées.

11.1.1 Participation de la communauté à la mise en application de la législation relative à la pêche artisanale

Les États devraient garantir une mise en œuvre et une application efficaces de la législation concernant le secteur de la pêche artisanale en fournissant les informations et la formation nécessaires non seulement aux autorités administratives et judiciaires, mais aussi aux membres de la communauté - afin qu'ils puissent revendiquer une action. Un processus de consultation bien conçu et correctement mené aura un effet direct sur la mise en œuvre de la législation, en améliorant la crédibilité et la légitimité de l'action gouvernementale et en obtenant le soutien tant des groupes impliqués dans le processus de prise de décisions que des communautés en général.

La participation des communautés est également importante en ce qui concerne l'application de la législation. Les communautés devraient recevoir une formation juridique leur permettant de comprendre leurs droits et leurs obligations en vertu de la nouvelle législation élaborée. La législation devrait inclure des procédures de contrôle et d'examen des institutions, des processus et de la législation par les différentes parties prenantes, y compris les OSC et les communautés.

Dans divers États, l'application des règlements communautaires est prévue. La communauté participe à la surveillance et au signalement des infractions à ces lois afin qu'elles puissent être sanctionnées. La violation des règlements relatifs aux pêcheries villageoises à Samoa, par exemple, justifie une sanction importante qui peut inclure l'emprisonnement (**encadré 41**).

Encadré 41. Samoa: violation des règlements relatifs aux pêches villageoises

88. Violation des règlements:

- (1) Toute personne qui enfreint un règlement relatif aux pêches villageoises commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende ne dépassant pas 1 000 unités de pénalité ou de 12 mois d'emprisonnement, ou des deux.
- (2) Lorsqu'un tribunal impose une amende en vertu des règlements, il peut ordonner que l'amende soit déposée dans un fonds du Fono du village dont les règlements relatifs aux pêches ont été enfreints.
- (3) Une sanction imposée par un Fono de village en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi régissant les Fono de village de 1990 doit être prise en compte par:
 - (a) le Directeur exécutif ou le commissaire de police avant d'engager des poursuites en cas de violation des règlements; et
 - (b) un tribunal, en tant que facteur atténuant, lorsqu'il prononce une sentence ou traite avec le défendeur.

Source: Samoa: *Fisheries Management Act No. 8, 2016*.

11.2 Accès à la justice, obligation de rendre comptes et recours efficace

L'accès à la justice est fondamental dans tout système juridique. Parmi les principes directeurs des [Directives sur la pêche artisanale](#) figure le principe du respect de la loi, en vertu duquel les États sont encouragés à «adopter une approche de la pêche artisanale fondée sur les droits, au moyen de lois largement diffusées dans les langues appropriées, s'appliquant à tous, mises en œuvre sur la base de l'égalité, allant de pair avec l'indépendance de la justice, conformes aux obligations existantes».

Les États devraient assurer que les procédures nationales ne restreignent pas l'accès à la justice lorsque des individus et des communautés souhaitent faire valoir leurs préoccupations relatives à la mise en œuvre de la législation en matière de pêche artisanale. Souvent, les communautés n'ont pas un accès suffisant à la justice en raison des lourdeurs administratives, du coût économique élevé de la présentation d'un dossier, du manque de transparence des procédures, de l'analphabétisme, du manque d'éducation et de l'accès limité à des conseils juridiques professionnels. Les femmes, les personnes pauvres, les groupes minoritaires et les autres catégories de personnes qui subissent des discriminations sont souvent les plus touchés.

Dans la mesure du possible, les procédures juridiques doivent être menées dans la langue locale, en tenant compte des spécificités culturelles et locales, et une assistance sur le plan juridique (idéalement par le biais d'une aide légale) doit être accordée aux acteurs du secteur de la pêche artisanale.

Les États doivent garantir des systèmes judiciaires et administratifs accessibles aux niveaux national et local qui soient bien informés. En d'autres termes, les acteurs doivent maîtriser la législation relative à la pêche artisanale et respecter les normes en matière de droits de l'homme,

tout en reconnaissant et en intégrant les mécanismes de résolution des différends au niveau local. Ils devraient également adopter des mécanismes de médiation permettant de présenter des plaintes et de signaler des cas de mauvaise conduite ou de violation des droits.

L'intégration d'une HRBA aux normes et lois relatives aux droits de l'homme, notamment par un accès sécurisé à la justice en cas de violations potentielles, renforce l'obligation de rendre compte en cas de violation des droits, ce qui favorise une gouvernance plus efficace et un processus décisionnel plus réactif.

En outre, l'application d'une HRBA implique la mise en place de procédures permettant de tenir les individus, les autorités publiques et les acteurs non étatiques responsables de leur conduite et de leurs décisions, par le biais de mécanismes simples et accessibles pouvant apporter des réponses rapides et efficaces - ce qui se traduit par le droit à un recours réel et à une procédure régulière. Cela comprend la mise en œuvre, par exemple, de mécanismes participatifs et innovants (formels et informels) en matière d'évaluation d'impact, de retour d'information et de comptes rendus.

Dans certains États, il existe plus d'une voie pour traiter les infractions à la législation sur les pêches ou à la législation connexe. En général, il existe deux grandes approches: l'introduction d'une procédure judiciaire devant un tribunal, ou l'application d'une procédure administrative avec le consentement de la personne qui a commis l'infraction. La première peut inclure divers tribunaux à différents niveaux tels que les tribunaux de village, les tribunaux provinciaux ou les tribunaux nationaux. La seconde implique la préparation d'un accord pour la résolution de la violation, ou l'émission par l'administration d'un avis de sanction. Les avis de pénalité administrative sont généralement émis pour des infractions mineures à la législation sur les pêches.

L'accès à la justice suppose également le droit à un recours effectif pour toute personne dont les droits sont violés, ainsi que la garantie d'une procédure régulière dans toutes les procédures judiciaires. La législation relative à la pêche artisanale devrait établir une procédure d'appel spéciale et réaffirmer le droit de tous à demander réparation aux tribunaux en cas de violation des droits. Ce droit de recours devrait être interprété comme pouvant s'appliquer au processus d'enregistrement lorsqu'il est utilisé comme une forme de réglementation.

Les dispositions de la législation nationale relatives à l'accès à la justice et aux obligations de rendre compte peuvent être classées en plusieurs catégories, dont, entre autres, le soutien juridique aux pêcheurs, la diversification des mécanismes de règlement des différends et la création d'institutions spéciales. En outre, il est utile de noter que la législation sur la pêche peut s'en remettre à d'autres législations qui prévoient explicitement des dispositions fondamentales concernant le principe de la primauté du droit. Le tableau 1 présente des exemples de dispositions relatives à l'accès à la justice dans certains États.

Tableau 1. Exemples de dispositions en matière d'accès à la justice et d'obligation de rendre compte

a. Soutien juridique; b. Autres mécanismes de règlement des différends; c. Institution spéciale

Pays	a	b	c	
Indonésie	✓	✓	✓	<p>a. Facilitation et mise à disposition d'une aide juridique pour les artisans pêcheurs, les petits éleveurs de poissons, y compris pour les membres de leur famille impliqués dans des activités de transformation et de commercialisation, qui rencontrent des problèmes dans la gestion de leur entreprise; mise à disposition d'une aide juridique et d'une protection pour les pêcheurs confrontés à des problèmes liés à leur activité de pêche au sein du territoire d'autres pays. - <i>Law 7/16 (Article 3(f), Articles 41 and 42)</i></p> <p>b. Disposition prévoyant le déploiement d'efforts pour régler tout litige lié à la gestion des zones côtières et des îles en dehors des tribunaux, par le biais de consultations, d'évaluations spécialisées, de négociations, de médiations, de conciliations, d'arbitrages ou de coutumes/traditions/usages locaux. - <i>Elucidation on Law 27/07 (Article 64)</i></p> <p>c. Tribunal spécialisé dans les affaires de pêche, au sein de la juridiction publique, doté de l'autorité pour enquêter, juger et décider d'un acte criminel commis dans le domaine de la pêche. - <i>Law 45/09 (Article 71)</i></p>
Mozambique	-	✓	-	<p>b. Disposition pour l'adoption de mesures nécessaires à la prévention et à la résolution des différends qui découlent de la pratique de la pêche, tenant compte de la souscription anticipée et obligatoire de régimes d'assurance par les personnes impliquées dans des activités de pêche afin de garantir la réparation des dommages éventuellement causés; établissement de commissions de médiation et adoption de mesures qui mettent en œuvre les recommandations adoptées; implication des autorités communautaires. - <i>Lei das Pescas n°22/2013 (art. 24)</i></p>
Afrique du Sud	-	✓	-	<p>b. Dispositions pour la résolution des différends entre les membres des communautés d'artisans pêcheurs en termes de mécanismes internes de résolution des litiges convenus par les membres de l'entité juridique communautaire au moment de sa création; dispositions pour la médiation permettant d'aider à la résolution des litiges résultant de différends entre communautés d'artisans pêcheurs. - <i>Policy for the SSF Sector 474/12 (Section 6.2.8)</i></p>
Venezuela	-	✓	✓	<p>b. Disposition prévoyant une procédure administrative qui comprend des mesures provisoires, une audience de conciliation et une période probatoire avant de soumettre le dossier au tribunal. - <i>Decreto Ley N°1.408/14 (art. 145-154)</i></p> <p>c. Création de l'Institut Socialiste pour la Pêche et l'Aquaculture, doté du pouvoir de reconnaître et de décider des différends découlant du non-respect des règles en matière de pêche, ainsi que de la réparation correspondante. - <i>Decreto Ley N°1.408/14 (art. 145-154)</i></p>





Remarques finales

L'utilisation de la législation pour mettre en œuvre les [Directives sur la pêche artisanale](#) est un moyen tangible d'aider les artisans pêcheurs, les acteurs du secteur de la pêche et les communautés à atteindre un niveau de vie adéquat ; de soutenir la réalisation progressive du droit à l'alimentation ; et de contribuer à l'éradication de la pauvreté, au développement équitable et à l'utilisation durable des ressources.

La mise en œuvre des [Directives sur la pêche artisanale](#) dans la législation nécessite la contribution de divers acteurs, notamment des législateurs nationaux, des membres des organes exécutif et judiciaire du gouvernement, de divers professionnels du droit, des universitaires et des membres de la communauté. Leurs contributions coordonnées renforceront non seulement l'état de droit, mais aussi la protection des droits de l'homme, la bonne gouvernance, la transparence et la qualité de la pratique juridique, ce qui améliorera de manière réelle et tangible la vie des populations.

Les conseils, approches et recommandations présentés dans ce Guide législatif reflètent l'importance accordée par les États à la gestion durable de la pêche artisanale. Leur inclusion ne signifie pas que la FAO recommande un élément d'orientation, une approche ou une recommandation plutôt qu'un autre. Le but de ce Guide est avant tout de fournir un éventail d'options législatives que les États pourront prendre en compte lors de l'élaboration ou de la réforme de leurs législations.

La mise en œuvre de ce Guide législatif SSF et l'incorporation des [Directives sur la pêche artisanale](#) dans la législation nationale sont du ressort exclusif de l'État souverain. Pour les États qui disposent déjà d'une législation concernant la pêche artisanale, les Directives constituent un point de référence sur lequel ils peuvent s'appuyer pour renforcer ces cadres juridiques.

Le processus législatif doit être transparent, participatif et inclusif, et doit tenir compte des représentants du secteur de la pêche artisanale et des autres parties prenantes. Légiférer pour les artisans pêcheurs et les acteurs du secteur de la pêche ne peut se faire de manière isolée. Le processus législatif doit en effet avoir une portée qui va au-delà de la législation relative aux pêches, et prendre en compte un large éventail de législations connexes, y compris, mais sans s'y limiter, les législations en matière de santé, éducation, sécurité sociale, travail, genre et changement climatique.

Ce guide législatif s'inscrit dans le cadre de l'effort de la FAO consistant à guider les États dans le renforcement des cadres de gouvernance qui soutiennent le secteur de la pêche artisanale. Il s'ajoute à d'autres publications connexes destinées aux organes législatifs des États, aux législateurs, aux décideurs politiques et aux autres parties prenantes du secteur de la pêche artisanale, et se veut être un instrument pratique servant à conseiller les États lors de l'élaboration ou de la modification de leur législation en matière de pêches.

Bibliographie

Aswani, S. 2005. Customary sea tenure in Oceania as a case of rights-based fishery management: does it work? *Reviews in Fish Biology and Fisheries*, 15(3): 285 - 307

Banque mondiale, FAO et WorldFish. 2012. *HiddenHarvest, The Global Contribution of Capture Fisheries*. New York (États-Unis), Banque mondiale

Cacaud, P. et Cosentino-Roush, S. (eds). 2016. Guide pratique pour légiférer en vue d'une approche écosystémique des pêches, FAO, *Projet EAF-Nansen*, rapport n° 27. Rome. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i5966f.pdf>)

Cacaud, P., Kuric, M. et Spreij, M. 2003. *Administrative Sanctions in Fisheries Law*. Rome, FAO.

Communauté du Pacifique. 2015. *Une nouvelle partition pour les pêches côtières - les trajectoires de changement: La Stratégie de Nouméa* (Nouméa, mars).

Cordell, J., ed. 1989. *A sea of small boats*. Cambridge (USA), Cultural Survival Inc

CSA - Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires.

FAO. 1995. *Code de conduite pour une pêche responsable*. Rome.

FAO. 2002. *Guide du gestionnaire des pêcheries*. Rome.

FAO. 2003. Aménagement des pêches. L'approche écosystémique des pêches. *FAO Directives techniques pour une pêche responsable* No.4, Suppl. 2. Rome,

FAO. 2005a. *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*. Rome (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-y9825f.pdf>)

FAO. 2005b. Report of the FAO/WorldFishCenter Workshop on interdisciplinary approaches to the assessment of small-scale fisheries. Rome, 20–22 September 2005, *FAO Fisheries Report*, No. 787. Rome (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-a0216e.pdf>).

FAO. 2008. Aménagement des pêches. 2. L'approche écosystémique des pêches. 2.1 Bonnes pratiques de modélisation écosystémique pour une approche écosystémique des pêches, *FAO Directives techniques pour une pêche responsable*, n° 4, Suppl.2, Add.1. Rome

FAO. 2010a. *Guide pour légiférer sur le droit à l'alimentation*. Rome

FAO. 2010b. Gestion des pêches. 2. L'approche écosystémique des pêches. 2.2 Les dimensions humaines de l'approche écosystémique des pêches, *FAO Directives techniques pour une pêche*

FAO. 2011. Report of the FAO workshop on governance of tenure for responsible capture fisheries. Rome, 4-6 July 2011, *FAO fisheries and aquaculture report*, n° 983. Rome

FAO. 2012. *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*. Rome (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i2801f.pdf>)

FAO. 2013. *Implementing improved tenure governance in fisheries. A technical guide to support the implementation of the voluntary guidelines on the responsible governance of tenure of land, fisheries and forests in the context of national food security*, Preliminary version, September 2013. Rome.

FAO. 2014. La gouvernance foncière pour les femmes et les hommes: Guide technique pour une gouvernance foncière responsable et équitable pour les femmes et les hommes, *Guide technique pour la gouvernance des régimes fonciers*, n°1. Rome.

FAO. 2015a. *Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté*. Rome. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i4356fr.pdf>)

FAO. 2015b. A review of women's access to fish in small-scale fisheries, *Fisheries and Aquaculture Circular* n° 1098. Rome

FAO. 2015c. Implementation of the Voluntary Guidelines on Responsible Governance of Tenure and Sustainable Small-Scale Fisheries and Aquaculture Legislation in Sierra Leone: Analytical assessment reports, *FAO Legal Papers* n° 94. Rome (disponible uniquement en anglais à l'adresse <http://www.fao.org/3/I5194E/i5194e.pdf>).

FAO. 2016. La gouvernance responsable des régimes fonciers et le droit, *Guide technique pour la gouvernance des régimes fonciers*, n° 5. Rome (disponible sur <http://www.fao.org/3/i5449f/i5449f.pdf>).

FAO. 2017a. Rapport de la trente-deuxième session du Comité des pêches, Rome, 11-15 juillet 2016, *Rapport FAO sur les pêches et l'aquaculture n°1167*. Rome (disponible sur <http://www.fao.org/3/i6882fr/i6882FR.pdf>).

FAO. 2017b. Exploring the human rights-based approach in the context of the implementation and monitoring of the SSF Guidelines, *FAO fisheries and aquaculture proceedings*, n°53. Rome (disponible uniquement en anglais sur <http://www.fao.org/3/a-i6933e.pdf>).

FAO. 2017c. INCOPESCA con el apoyo de la FAO y la sociedad civil, formula Proyecto de Ley para el sector pesquero artesanal, [site FAO en ligne]. <http://www.fao.org/costarica/noticias/detail-events/en/c/883165/>

FAO. 2018a. Costa Rica promotes the development of sustainable small-scale fisheries. 13 juillet 2018 [site FAO en ligne]. <http://www.fao.org/inaction/rebyc-2/news/detail/en/c/1145365/>

FAO. 2018b. Women's participation and leadership in fisherfolk organizations and collective action in fisheries: a review of evidence on enablers, drivers and barriers. *FAO Fisheries and Aquaculture*

Circular No 1159.Rome.

FAO. 2018c. *Pour l'équité hommes-femmes dans la gouvernance et le développement de la pêche artisanale*. Rome. (également disponible sur <http://www.fao.org/3/i7419fr/I7419FR.pdf>).

FAO. 2019. Westlund, L. & Zelasney, J. (eds). *Securing sustainable small-scale fisheries: sharing good practices from around the world*, *FAO Fisheries and Aquaculture Technical Paper No. 644*. Rome.

FAO. Base de données FAOLEX, Profils par pays, consultable en ligne sur <http://www.fao.org/faolex/country-profiles/fr/>

Funge-Smith, S. 2019. *Towards Statistical Definition of Small-Scale Fisheries: A matrix scoring approach to characterization of the scale of fishing units*. Twentyseventh Meeting of the Fisheries Subject Group, Coordinating Working Party on Fishery Statistics, Rome, 15–18 May 2019, Meeting document CWP-IS/2019/11. Rome, FAO.

Macfadyen, G., Cacaud, P. et Kuemlangan, B. 2005. Policy and legislative frameworks for comanagement, *FAO/FishCodeReview No. 17*. Rome, FAO.

Nations Unies. 1973. Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Washington, 3 mars 1973, entrée en vigueur le 1er juillet 1975). *Recueil des Traités*, vol. 993, p. 243.

Nations Unies. 1992a. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (New York, 9 mai 1992, entrée en vigueur le 21 mars 1994). *Recueil des Traités*, vol. 1771, p. 107.

Nations Unies. 1992b. Convention sur la diversité biologique (Rio de Janeiro, 5 juin 1992, entrée en vigueur le 29 décembre 1993). *Recueil des Traités*, vol. 1760, p. 79.

Nations Unies. 2012. *Résolution de l'Assemblée générale 66/288. L'avenir que nous voulons* (11 septembre 2012).

Nations Unies. 2015. *Résolution de l'Assemblée générale 70/1. Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. (25 septembre 2015).

Parlatino. 2017. *Ley Modelo de Pesca artesanal o en pequeña escala, Ciudad de Panamá* (Loi modèle de pêche artisanale ou à petite échelle du Parlement latino-américain et Caribéen. Ville de Panama).

Ruddle, K. 1988. Social principles underlying traditional inshore fisheries management systems in the Pacific Basin. *Marine Resource Economics*, 5(4), p 351- 363.

Seafdec. 2017. *Regional Approaches for Securing Sustainable Small-Scale Fisheries and Way Forwards for Southeast Asian Region*. Working paper 05.3.5 of the Forty-ninth Meeting of the Council Southeast Asian Fisheries Development Centre, 3–7 April 2017, Bandar Seri Begawan, Brunei Darussalam.

Annexes

Annexe A: Liste des législations examinées⁸⁷

Afrique du Sud

Marine Living Resources Act (No. 18 of 1998)
Marine Living Resources Amendment Act, 2014 (No. 5 of 2014)
Marine Living Resources Act: Regulations relating to small-scale Fishing (No. 229 of 2016)
Policy for the Small Scale Fisheries Sector in South Africa (Policy No. 474 of 2012)

Angola

Portaria n. 9/73 – Regula a pesca artesanal
Lei n. 6-A/04 – Recursos Biológicos Aquáticos
Decreto n. 41/05 – Aprova o Regulamento Geral de Pesca, anexo ao presente decreto, sendo dele parte integrante

Argentine

Regimén federal de pesca. Ley 24.992
Decreto N° 748/99 – Reglamenta la Ley N° 24.992, Ley de Pesca
Resolución 3/2000

Australie

Coastal Waters (State Powers) Act 1980 (Commonwealth)
Coastal Waters (State Title) Act 1980 (Commonwealth)
Fisheries Administration Act 1991 (Commonwealth)
Fisheries Management Act, 1991 (Commonwealth)

Barbade

Fisheries Act, 1993 Cap. 391

Brésil

Constituição da República Federativa do Brasil 1988
Lei 11.959 de 09
Decreto N° 8.425, de 31 de Março de 2015

Cambodge

Royal Decree No. NorSor/RorKorTor/240 on the establishment of community fisheries 2005
Law on fisheries 2006⁸⁸
Sub-decree No. 80/OrNorKror/BorKor on community fisheries management 2007

Canada⁸⁹

Loi Constitutionnelle, 1867
Loi sur les pêches, L.R.C. (1985), ch. F-14 [Dernière modification le 28 août 2019]
Règlement pêche (dispositions générales) DORS/93-53
Règlement sur les petits bateaux de pêche DORS/2016-163
Loi sur les océans, L.C. 1996, ch.31
Loi sur les espèces en péril, L.C. 2002, ch.29

Chili

Ley n.18.892/89. Ley general de pesca y acuicultura
Ley n.21.027/2017. Regula el desarrollo integral y armónico de caletas pesqueras a nivel nacional y fija normas para su declaración y asignación
Decreto N° 635/92 – Crea Registro Nacional de Pescadores Artesanales
Decreto No 430/91

⁸⁷ Consultable sur: <https://www2.senado.leg.br/bdsf/bitstream/handle/id/509231/001030625.pdf?sequence=1>

⁸⁸ Traduction non officielle du texte soutenue par le projet ADB/FAO TA sur l'amélioration du cadre réglementaire et de gestion des pêches intérieures consultable sur: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/cam82001.pdf>

⁸⁹ Textes législatifs consultables à l'adresse suivante: <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra>

Colombie

Ley n° 13 - Estatuto general de Pesca (del 15 de enero de 1990)

Decreto n° 2256/91

Resolución n°3478/07 – Fija características de las embarcaciones de pesca marítima artesanal

Congo

Loi No. 2-2000 portant organisation de la pêche maritime en République du Congo

Loi No. 3-2010 du 14 juin 2010 portant organisation de la pêche et de l'aquaculture continentales

Décret No. 2011-317 du 26 avril 2011 déterminant les conditions d'exercice de la pêche maritime artisanale professionnelle

Décret No. 2012-175 du 12 mars 2012 portant réorganisation et fonctionnement du fonds d'aménagement halieutique

Arrêté No. 6 du 23 janvier 2014 portant interdiction aux navires de pêche et autres embarcations l'exercice de la pêche maritime dans la zone de navigation réservée à la pêche artisanale et à l'aquaculture

Costa Rica

Ley n° 8436/05 – Ley de pesca y acuicultura

Decreto n° 36.782/11 – Reglamento de la Ley n°8436

Decreto Ejecutivo No. 39195 MAGIMINAE - MTSS

El Salvador

Decreto Legislativo n° 637 de 2001 – Ley general de ordenación y promoción de pesca y acuicultura

Decreto n° 82 de 1983 – Reglamento para la aplicación de la Ley General de las actividades pesqueras

Équateur

Ley de pesca y desarrollo pesquero (codificación 2005-2007)

Decreto n° 3198 (2016) - Reglamento general a la Ley de pesca y desarrollo pesquero

Espagne

Real Decreto N° 1549 de 2009 – Ordenación del sector pesquero y adaptación al Fondo Europeo de la Pesca

États-Unis d'Amérique

Magnuson-Stevens Fishery Conservation and Management Act 16 U.S.C. 1801-1891(d)

P.L. 109-304, 2006

Fidji

Fisheries Act (Chapter 158)

Offshore Fisheries Management Decree 2012 (No. 78 of 2012)

Offshore Fisheries Management (Amendment) Decree 2014

Offshore Fisheries Management Regulations 2014

Ghana

Fisheries Act, 2002

Fisheries (Amendment) Act, 2014

Grenade

Fisheries Act No. 15/1986

Guatemala

Decreto N° 80-02 – Ley general de pesca y ccuicultura

Guinée

Loi n°2015/26/AN du 14 septembre 2015

Portant Code de la pêche maritime

Guinée-Bissau

Decreto-Lei n. 10/2011

Decreto n. 24/2011 – Artisanal fisheries law

Honduras

Acuerdo N° 1098-2001 – Reglamento general de pesca

Decreto N° 106-2015 – Ley General de Pesca y Acuicultura

Decreto No. 172 de 1999

Îles Cook

Marine Resources Act 2005

Îles Marshall

Marshall Islands Marine Resources Act 1997

Fisheries Act (51 MIRC Ch 2)

Îles Salomon

Provincial Government Act, 1997

Fisheries Management Act (No. 2 of 2015)

Inde

Comprehensive Marine Fishing Policy 2004

Indonésie

Law of the R.I. No. 7/2016 on the Protection and Empowerment of Fishermen, Fish Raisers and Salt Farmers

Fisheries Law No. 31/2004

Law No. 45/09 amending Law No. 31/2004

Islande

Act No.116/06 – The Fisheries Management Act

Italie

Decreto Ministeriale, 7 dicembre 2016, Disciplina piccola pesca e piccola pesca artigianale (Ministerial Decree concerning discipline on small-scale fisheries and small-scale artisanal fisheries)

Jamaïque

Fishing Industry Act, 1975

Fishing Industry Regulations

Fishing Industry (Special Fishery Conservation Area) Regulation, 2012

Morant and Pedro Cays Act

Exclusive Economic Zone Act, 1991

Japon

Fishery Act (Act No. 267 of December 15, 1949)

Fisheries Cooperative Association Law (Law No. 242 of 1948 as amended)

Fisheries conservation and management Act No. 89 of June, 2001

Act on Preservation and Control of Living Marine Resources (Act No. 77 of 1996)

Act on the Protection of Fishery Resources, 1951 (Act No. 313 of 1951)

Kenya

Fisheries Management and Development Act 2016 (No. 35 of 2016)

Kiribati

Fisheries Act 2010

Fisheries (Amendment) Act 2015

Madagascar

Loi n°2015-053 du 16 décembre 2015 portant Code de la pêche et de l'aquaculture

Malawi

Fisheries Conservation and Management Act, 1997

Maldives

The Fisheries Act 1987 (Law No. 5/87)

Malte

Fisheries Conservation and Management Act 2001, Cap. 425

Maurice

Fisheries and Marine Resources Act 2007 (Act No. 27 of 2007)

Mauritanie

Loi n° 2015-017 du 29 juillet 2015 portant code des pêches maritimes

Mexique

Ley General de Pesca y Acuacultura sustentables 2007

Mozambique

Lei das Pescas n°22/2013 (Fishing Law No. 22/2013)

Decreto 43/2003 (Regulamento Geral de Pesca Marítima)

Decreto 57/2008 (Regulamento da Pesca nas Águas Interiores)(Decree No. 57/2008 approving the Regulation on Inland Fisheries)

Namibie

Marine Resources Act 27 of 2000 (Regulations relating to the exploitation of marine resources (No. 241 of 2001)

Nauru

Fisheries Act No. 18 of 1997

Fisheries (Amendment) Act 2017

Nauru Fisheries and Marine Resources Authority Act 1997

Nauru Fisheries and Marine Resources Authority (Amendment) Act 9 of 2016

Nicaragua

Ley de Pesca y Acuicultura No. 489 de 2004⁹⁰

Norvège

LOV 1983-06-03 nr 40: Lov om saltvannsfiske m.v. (Act No. 40 of 1983 relating to sea-water fisheries)

LOV 1999-03-26 nr 15: Lov om retten til å delta i fiske og fangst (deltakerloven) (Act No. 15 of 1999 relative to the right to participate in fishery and hunting of marine animals – Participation Act)

LOV-2008-06-06 nr 37: Lov om forvaltning av viltlevande marine ressursar (havressurslova) (Marine Living Resources Act. 2008)

Nouvelle-Zélande

Fisheries (Amateur Fishing) Regulations, 1986

Treaty of Waitangi (Fisheries Claims) Settlement Act (No. 121 of 1992)

Fisheries Act 1996 (No. 88 of 1996)

Fisheries (Kaimoana Customary Fishing) Regulations 1998

Fisheries (South Island Customary Fishing) Regulations 1999

Maori Commercial Aquaculture Claims Settlement Act 2004 (Act No. 107)

Maori Fisheries Act 2004 (No. 78 of 2004)

Marine and Coastal Area (Takutai Moana) Act 2011 (No. 3 of 2011)

Panama

Decreto Ley N° 17/59 – Pesca y exportación de productos pesqueros

Ley N° 44/06

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Fisheries (Torres Strait Protected Zone) Act 1984

Fisheries (Torres Strait Protected Zone) Regulation 1987

Organic Law on Provincial Governments and Local-level Governments (No.29 of 1998)⁹¹

Fisheries Management Act, 1998

Fisheries Management (Amendment) Act 2012 (No. 2 of 2012)

Fisheries Management (Amendment) Act 2015 (No. 1 of 2015)

Fisheries Management Regulation 2000

Fisheries Management (Amendment) Regulation 2016 (No. 2 of 2016)

Small Craft Act No. 23 of 2011

Pérou

Decreto Ley N° 25977/1992 – Ley General de Pesca

Decreto Supremo N°012-2001-PE _ Reglamento de la Ley General de Pesca

Ley N° 30636 - Ley que crea el Seguro Obligatorio del Pescador Artesanal (SOPA)

Ley N° 26821 – Ley Orgánica para el aprovechamiento sostenible de los recursos naturales

Philippines

Philippine Fisheries Code of 1998 (Republic Act NO. 8550)

Portugal

Decreto Regulamentar n° 43/87 (Decree No. 43/87)

Decreto Regulamentar n° 7/2000 (Decree 7/2000)

Portaria n° 12/2002 (Order No.12/2002)

Sainte-Lucie

Fisheries Act Cap 7.15

Saint-Kitt-et-Nevis

Fisheries, Aquaculture and Marine Resources Act 2016 (Act No. 1 of 2016)

⁹⁰ Consultable sur https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_isn=91147

⁹¹ Consultable sur https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.listResults?p_lang=fr&p_country=PNG&p_count=174&p_classification=01&p_classcount=54

Saint Vincent et les Grenadines

Fisheries Act 8 of 1986 (Cap. 52), amended by Act 32 of 1986), Act 25 of 1989, Act 36 of 1989

Fisheries Regulations (S.R.O. No. 1 of 1987)

Fisheries (Fish and Fish Products) (S.R.O. No. 12 of 2006)

Fisheries (prevention of illegal, unreported and unregulated fishing) regulations of 2017

Samoa

Village Fono Act 1990

Village Fono Amendment Act 2017 (No. 3 of 2017)

Fisheries Management Act 2016 (No.8 of 2016)

Sao Tomé-et-Príncipe

Decree No. 28/2012 establishing the General Regulation on Fisheries and Halieutic Resources Sénégal

Loi n° 2015-18 du 13 juillet 2015 portant Code de la Pêche maritime

Décret n° 2016-1804 du 22 novembre 2016 portant application de la loi n° 2015-18 du 13 juillet 2015 portant code de la pêche maritime

Seychelles

Fisheries Act (No. 20 of 2014)

Sri Lanka

Fisheries and Aquatic Resources Act No 2 of 1996

République-Unie de Tanzanie

Fisheries Act, 2003 (No. 22 of 2003)

Thaïlande

Royal Ordinance on Fisheries, B.E. 2558 of 2015

Timor-Leste

Decree-Law No. 6/2004 - Estabelece os princípios e as normas de base da exploração e do ordenamento dos recursos de pesca nas águas nacionais e no alto mar, bem como os princípios e as normas do estabelecimento e exercício da actividade de aquicultura.

Tonga

Fisheries Management Act No. 26 of 2002 (No. 26 of 2002)

Trinité-et-Tobago

Fisheries Act 1916

Archipelagic Waters and Exclusive Economic Zone Act No. 24 of 1986

Tuvalu

Marine Resources Act (48.16)

Marine Resources (Amendment) Act 2012

Uruguay

Ley N°19.292 – Sobre producción familiar agropecuaria y pesca artesanal

Vanuatu

Fisheries Act No. 10 of 2014

Venezuela

Decreto Ley N°1.408 de 2014 - Ley de Pesca y Acuicultura

Annexe B: Une matrice pour caractériser l'échelle des unités de pêche

Description de l'unité de pêche évaluée⁹² _____

Nom de l'unité de pêche: _____

Nombre de navires/pêcheurs: _____

Espèce(s) cible(s): _____

Lieu (pays et province/comté/district, etc.): _____

Emplacement du site de débarquement: _____

Veuillez sélectionner UNE option par ligne:

Lorsque vous évaluez une flottille/unité de pêche (plutôt qu'un pêcheur/un navire), sélectionnez l'option qui correspond le mieux à la majorité du groupe ou à la majorité des activités.

	0	1	2	3
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Taille du navire de pêche	Pas de navire	<12 m, <10 GT ⁹³	≤24 m, <50 GT	>24 m, >50 GT

Commentaires: Bien que la taille du navire ne soit pas nécessairement un indicateur de l'échelle et de l'intensité de la pêche, c'est une caractéristique importante lorsqu'elle est associée à des variables telles que la motorisation et la mécanisation. Les quatre catégories ci-dessus représentent une gamme de tailles qui couvre la majorité des navires utilisés dans le monde(incluant ceux utilisés pour les activités menées sur le littoral).

	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Motorisation	Pas de moteur	Moteur hors-bord/ moteur in-bord ≤100 cv	Moteur in-bord <400 cv	Moteur in-bord >400 cv

Commentaires: Informations concernant la présence ou non d'un moteur à bord, sa puissance et s'il est hors-bord ou in-bord. Dans le cas de plusieurs moteurs, ne considérez que le moteur le plus puissant.

⁹² Veuillez insérer une brève description de l'unité de pêche évaluée, comprenant toutes les informations disponibles, en vous référant notamment à la terminologie définie dans le glossaire du document.

⁹³ Le GT désigne la jauge brute (grossregister tonnage). Le volume intérieur total des navires est exprimé en jauge brut.

Mécanisation	<input type="checkbox"/> Pas de mécanisation	<input type="checkbox"/> Treuil/transporteur de faible puissance, fonctionnant sans moteur	<input type="checkbox"/> Système de déploiement et/ou transport à moteur indépendant	<input type="checkbox"/> Système de déploiement/transport entièrement mécanisé
--------------	---	---	---	---

Commentaires: Indique le type de mécanisation, le cas échéant, utilisé pour déployer les engins pendant l'unité de pêche.

Matériel de pêche	<input type="checkbox"/> Matériel à forte intensité de main-d'œuvre	<input type="checkbox"/> Engins passifs	<input type="checkbox"/> Engins avec dispositifs d'agrégation	<input type="checkbox"/> Engins hautement actifs
-------------------	--	--	--	---

Commentaires: Les engins à forte intensité de main-d'œuvre comprennent principalement de petits engins manipulés manuellement par le pêcheur (par exemple, filets, cannes et lignes, casiers à crabes). Les engins passifs comprennent des ensembles d'engins plus grands qui sont déployés de manière passive (par exemple, palangres, ensembles de pièges, filets maillants/filets dérivants). Les engins avec dispositifs d'agrégation comprennent les grands ensembles d'engins qui utilisent des méthodes d'agrégation et d'attraction telles que l'attraction lumineuse et les dispositifs de concentration du poisson. Les engins hautement actifs comprennent les engins qui nécessitent la puissance du navire pour encercler, poursuivre, déployer et récupérer le poisson.

Réfrigération/stockage à bord	<input type="checkbox"/> Pas de stockage	<input type="checkbox"/> Glacière (sur le pont)	<input type="checkbox"/> Cale à glace (sous le pont)	<input type="checkbox"/> Cale réfrigérée
-------------------------------	---	--	---	---

Commentaires: Une glacière est un conteneur autonome rempli de glace destiné à réfrigérer le poisson (au-dessus ou au-dessous du pont). Une cale à glace est une structure sous le pont contenant de la glace pour la réfrigération du poisson. Une cale réfrigérée fait partie de la structure du bateau et est réfrigérée mécaniquement pour congeler le poisson.

Travail/équipe	<input type="checkbox"/> Individu et/ou membres de la famille	<input type="checkbox"/> Groupe coopératif	<input type="checkbox"/> ≤2 membres d'équipage rémunérés	<input type="checkbox"/> >2 membres d'équipage rémunérés
----------------	--	---	---	---

Commentaires: Le terme «groupe coopératif» désigne tout arrangement dans lequel des individus, autres que les membres de la famille ou les membres d'équipage rémunérés, travaillent ensemble pour mener à bien les activités de l'unité de pêche. Les deux catégories relatives aux équipages rémunérés se réfèrent aux pêcheurs payés en termes monétaires ou non (par exemple, une partie de la capture).

Propriété	<input type="checkbox"/> Propriétaire/ exploitant	<input type="checkbox"/> Contrat de location	<input type="checkbox"/> Propriétaire	<input type="checkbox"/> Entreprise
-----------	---	---	--	--

Commentaires: Le terme «propriétaire/exploitant» désigne un pêcheur qui exploite son propre bateau/engin. Le terme «contrat de location» désigne les pêcheurs qui utilisent un bateau/engin loué. Le terme «propriétaire» désigne un répondant au questionnaire qui est propriétaire du bateau/engin mais qui n'exerce pas personnellement les activités de l'unité de pêche. Le terme «entreprise» désigne une société ou un groupe de personnes qui exerce des activités de pêche en tant qu'entité juridique unique (généralement propriétaire de plusieurs navires/engins et employant plusieurs équipages).

Temps consacré à l'activité	<input type="checkbox"/> Occasionnel	<input type="checkbox"/> Temps plein, mais saisonnier	<input type="checkbox"/> Temps partiel, toute l'année	<input type="checkbox"/> Temps plein
-----------------------------	---	---	---	---

Commentaires: Les pêcheurs occasionnels tirent moins de 30 % de leur revenu de la pêche ou consacrent moins de 30 % de leur temps de travail à exercer cette activité. La catégorie «temps plein, mais saisonnier» se réfère aux pêcheurs qui se consacrent à d'autres activités saisonnières à plein temps lorsqu'ils ne pêchent pas (comme l'agriculture), ou lorsque la «saison» de pêche peut être adaptée de manière à ne pas coïncider avec la période de pointe touristique pendant laquelle les revenus pourraient bien être plus élevés. Les pêcheurs à temps partiel tirent entre 30 et 90 % de leurs revenus de la pêche ou passent entre 30 et 90 % de leur temps de travail à exercer cette activité. Les pêcheurs à plein temps tirent au moins 90 % de leur revenu de la pêche ou consacrent au moins 90 % de leur temps de travail à exercer cette activité.

Sortie quotidienne / de plusieurs jours	<input type="checkbox"/> <6 heures	<input type="checkbox"/> Sortie d'une journée (< 24 heures)	<input type="checkbox"/> <4 jours	<input type="checkbox"/> > 4 jours
---	---------------------------------------	--	--------------------------------------	---------------------------------------

Commentaires: Selon le type d'engin, cette catégorie peut se référer à une unité de mesure détaillée, comme par exemple le nombre d'heures de pêche; au «nombre de jours de pêche», c'est-à-dire le nombre de jours pendant lesquels la pêche a eu lieu (pour les types de pêches pour lesquels la recherche constitue une partie importante de l'unité de pêche, les jours de recherche au cours desquels aucune capture n'a eu lieu doivent être inclus); ou au «nombre de jours à quai», qui comprend, en plus des jours de pêche et de recherche, tous les autres jours pendant lesquels le bateau était à quai.

Fonds/zones de pêche/ distance du rivage	<input type="checkbox"/> <100 m du rivage / des lignes de base / de la laisse de hautes mers	<input type="checkbox"/> <10 km du rivage	<input type="checkbox"/> <20 km	<input type="checkbox"/> >20 km du rivage / des lignes de base
--	---	--	------------------------------------	---

Commentaires: Indique à quelle distance du rivage/des lignes de base/de la laisse de haute mer l'activité de pêche est pratiquée.

Écoulement des captures	<input type="checkbox"/> Consommation du ménage/ troc (échange contre paiement en biens ou services)	<input type="checkbox"/> Vente directe locale (échange contre paiement monétaire)	<input type="checkbox"/> Vente aux négociants	<input type="checkbox"/> Transformation à bord et/ou livraison à des entreprises de transformation
-------------------------	---	--	--	---

Commentaires: La consommation des ménages ou le troc se réfère aux prises de pêche principalement consommées par le ménage ou échangées de manière informelle contre des biens ou des services. La vente directe locale désigne les ventes aux particuliers, aux restaurants ou aux petites entreprises locales, souvent à proximité des sites de débarquement. La vente aux commerçants se réfère à un ou plusieurs commerçants opérant dans la chaîne de valeur entre le producteur et le consommateur. La transformation à bord et/ou la livraison aux transformateurs fait référence aux captures transformées pour l'ajout de valeur ou la préservation avant d'être commercialisées dans la chaîne de valeur.

Utilisation des captures, ajout de valeur/ préservation	<input type="checkbox"/> Pour la consommation humaine directe	<input type="checkbox"/> Réfrigéré/ transformé localement/ traité	<input type="checkbox"/> Congelé	<input type="checkbox"/> Congelé/ réfrigéré pour la transformation en usine (pour la consommation humaine ou la farine de poisson)
---	--	--	-------------------------------------	---

Commentaires: La consommation humaine directe fait référence au poisson qui est consommé frais, avec un minimum ou pas de transformation. Les trois autres catégories indiquent des degrés variables de sophistication et de durabilité des méthodes de conservation et d'ajout de valeur. La catégorie «réfrigéré/ transformé localement/traité» comprend le fumage et le salage.

Intégration dans l'économie et/ou le système de gestion	<input type="checkbox"/> Informel, non intégré (pas de frais)	<input type="checkbox"/> Intégré (enregistré, non imposé)	<input type="checkbox"/> Formel, intégré (licence, droits de débarquement)	<input type="checkbox"/> Formel, intégré (sous licence, imposé)
---	--	--	---	--

Commentaires: Cette catégorie fournit une description du niveau auquel l'unité de pêche est intégrée dans les systèmes économiques et de gestion formels. Les unités de pêche informelles/non intégrées ne disposent d'aucune forme de licence ou d'enregistrement et ne sont pas soumises à des droits de licence ou de débarquement ni à des taxes. Les unités de pêche intégrées sont officiellement enregistrées; cependant, elles ne sont pas taxées ou soumises à une redevance pour leurs activités. Les opérations intégrées formelles sont divisées en deux types: celles qui sont autorisées et assujetties à des frais de licence et/ou de débarquement, mais ne sont pas taxées en tant qu'entreprise commerciale; et celles qui nécessitent une licence et sont taxées en tant qu'entreprise commerciale.

Vous souhaitez en savoir plus?

La mise en place d'une législation relative à la pêche artisanale durable est un des aspects importants de la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale. La FAO travaille en étroite collaboration avec les États ainsi qu'avec, entre autres, les organisations de gestion des pêches, les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile, les institutions universitaires et les acteurs de la pêche artisanale, aux niveaux mondial, régional et national, afin de garantir la durabilité sociale, économique et environnementale du secteur de la pêche artisanale. Pour de plus amples informations, veuillez consulter les liens ci-dessous.

Veuillez consulter notre site web

<https://www.fao.org/voluntary-guidelines-small-scale-fisheries/fr/>

Télécharger les Directives Directives sur la pêche artisanale

En français:

<https://www.fao.org/documents/card/en/c/l4356F>

Dans d'autres langues:

<http://www.fao.org/documents/card/en/c/l4356EN>

Les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (Directives sur la pêche artisanale) sont le premier instrument international entièrement consacré au secteur de la pêche artisanale. Leur approbation par le Comité des pêches de la FAO en 2014, est venue enrichir l'ensemble des instruments internationaux contraignants et non contraignants qui forment le cadre de la législation internationale en matière de pêche, de principes et de recommandations indispensables à la gouvernance et au développement de la pêche artisanale. .

Bien que la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale nécessitera des ajustements juridiques et réglementaires dépassant le cadre de la législation nationale relative à la pêche, afin de garantir la cohérence politique et législative et de refléter pleinement l'ampleur de leurs dispositions, la fonction fondamentale de la législation sur la pêche en matière d'utilisation durable, de gestion et de développement de la pêche artisanale est incontestable.

Une législation adéquate relative à la pêche constitue le cadre le plus puissant pour garantir une gouvernance participative inclusive de la pêche et la gestion des ressources en fournissant une base cohérente pour la mise en œuvre et l'application des Directives sur la pêche artisanale et d'autres accords et engagements internationaux et régionaux y afférents.

La législation peut donc constituer un outil concret pour soutenir les artisans pêcheurs, les travailleurs du secteur de la pêche et leurs communautés et pour contribuer à des objectifs de développement plus larges, tels que la réalisation progressive du droit à l'alimentation, l'éradication de la pauvreté, le développement équitable et l'utilisation durable des ressources.

Ce document, intitulé «Légiférer pour une pêche artisanale durable - Un guide et des conseils pour la mise en œuvre dans les législations nationales de certains aspects des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté», constitue un outil permettant aux États de renforcer leur législation sur la pêche afin d'établir les conditions d'un développement inclusif et durable de la pêche artisanale, en tenant compte de l'interdépendance des dimensions sociale, économique et environnementale de la durabilité, tout en accordant une attention particulière aux groupes marginalisés.

Ressources naturelles et production durable Division des pêches et de l'aquaculture

Courriel: SSF-Guidelines@fao.org

Twitter: [@FAOfish](https://twitter.com/FAOfish)

[#SSFGuidelines](https://twitter.com/SSFGuidelines)

[#SmallScaleFisheries](https://twitter.com/SmallScaleFisheries)

**Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture**
Viale delle Terme di Caracalla,
00153 Rome, Italie

ISBN 978-92-5-135820-7



9 789251 358207
CB0885FR/1/04.22